



MARDI 19 AVRIL 2022

Qu'Est-ce que « GAGNER LA GUERRE » ? C'est lorsque nous obtenons que « l'autre » baisse les armes (cesse de tirer). Mais à part cela, quel est le GAIN (gagner quoi) ?

- ▶ Les limites des ressources et notre étrange jeu de chaises musicales (Kurt Cobb) p.2
- ▶ La contemplation du jour : L'effondrement arrive XLVII (Steve Bull) p.3
- ▶ L'effondrement : un événement d'imminence constante ? (Didier Mermin) p.6
- ▶ Le Léviathan vacille (James Howard Kunstler) p.9
- ▶ Les guerres de la COB. Partie 8. Et ensuite ? (Beamspot) p.10
- ▶ Des conseils de quartier pour faire face au déclin énergétique (Alice Friedemann) p.23
- ▶ Une nouvelle étude de Covid montre que les États où les mesures de confinement sont fréquentes présentent les pires résultats en matière de santé (Ryan McMaken) p.28
- ▶ Médecine et totalitarisme (1/5) p.30
- ▶ C'est mon histoire et je ne m'y tiendrai pas (Tom Lewis) p.32
- ▶ Les renouvelables dépassent maintenant le nucléaire dans le monde (Philippe Gauthier) p.
- ▶ L'hydrogène est un gaz à effet de serre deux fois plus puissant qu'on ne le pensait p.43
- ▶ Ce dont les médias ne parlent pas n'existe pas (Biosphere) p.45
- ▶ CHEZ LES PAPOUS... (Patrick Reymond) p.46

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ 3 facteurs qui vont aggraver les pénuries alimentaires à venir (Michael Snyder) p.47
- ▶ « Quelle monnaie acheter pour se protéger de l'inflation ? » (Charles Sannat) p.50
- ▶ Le "fossé de la liberté" et pourquoi il sera bientôt comblé (Doug Casey) p.57
- ▶ Oui, c'est différent cette fois (Charles Hugh Smith) p.61
- ▶ Un autre travail géant "raté" (Brian Maher) p.65
- ▶ Vous venez de vous faire voler ! (Brian Maher) p.70
- ▶ "Un arbre corrompu porte des fruits mauvais" (Brian Maher) p.73
- ▶ La liberté est la réponse (Jeffrey Tucker) p.77
- ▶ Vous ne pouvez pas blâmer la Fed (Jim Rickards) p.79
- ▶ Quelques réflexions sur les grands chiffres (Charles Hugh Smith) p.82
- ▶ Qu'est-ce que le « Grand Reset » et que veulent réellement les globalistes ? (Brandon Smith) p.84
- ▶ Joyeuses Pâques (Joel Bowman) p.89
- ▶ Un rouble d'or ? (Joel Bowman) p.91
- ▶ L'enfer inflationniste qui est sur le point de se déchaîner (David Stockman) p.93
- ▶ États-Unis : l'inflation accélère encore à 8,5% sur un an (Philippe Herlin) p.96
- ▶ « Toto, je ne pense pas que nous soyons encore au Kansas » (Jeff Thomas) p.98
- ▶ L'inflation est-elle vaincue ? (Bill Bonner) p.100
- ▶ Crucifié sur une croix de papier-monnaie (Bill Bonner) p.104

▲ [RETOUR](#) ▲

Jean-Pierre : évidemment, personne n'explique jamais que « **diviser notre empreinte carbone par 4** = **diviser nos salaires par 4** ». Qui voterait pour ce programme politique ?



.Les limites des ressources et notre étrange jeu de chaises musicales

Par Kurt Cobb, initialement publié par Resource Insights 17 avril 2022

Resource Insights

Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb

Jean-Pierre : *le niveau de vie des américains est non négociable. Quelle bonne blague de George Bush.*



Avec un large éventail de produits de base en approvisionnement limité, diverses régions du monde se comportent maintenant comme si elles étaient engagées dans des jeux simultanés de chaises musicales lorsqu'il s'agit de pénurie de produits de base.

Ces jeux diffèrent selon les produits et les régions, mais ils ont tous une caractéristique commune : Comme dans un jeu de chaises musicales, **quelqu'un devra s'en passer**. Et, comme dans un jeu de chaises musicales, les réserves disponibles diminuent (ce qui est représenté par le retrait des chaises).

Une tournure intéressante de ce jeu est que maintenant certaines chaises sont transférées d'un jeu à l'autre. Par exemple, l'administration Biden a déclaré que les exportations américaines de gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Europe allaient être intensifiées afin de remplacer le gaz naturel en provenance de Russie - qui est devenu une source suspecte en raison du conflit entre la Russie et l'Ukraine et des vastes sanctions économiques contre la Russie. Pour l'instant, le gaz continue de circuler. Mais la Russie utilisera-t-elle une coupure de gaz comme une arme ? C'est une question qui agite toute l'Europe.

Voici ce que je veux dire à propos du déplacement des chaises d'un jeu de chaises musicales à un autre. Il s'avère que toute la capacité d'exportation de GNL des États-Unis est utilisée. Il n'y en a plus pour augmenter les exportations. La capacité limitée de l'Europe à accepter des cargaisons de GNL ne fait qu'aggraver le problème, car ces cargaisons doivent être regazéifiées et introduites dans les gazoducs dans des installations de réception et de traitement spéciales dont la construction prend des années. Il faudra également des années pour construire une capacité américaine suffisamment importante pour réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis du gaz naturel russe. La menace russe d'une coupure reste et restera une arme puissante pendant un certain temps encore.

Entre-temps, les prix du gaz naturel américain ont atteint des niveaux que l'on n'avait plus vus depuis le marché haussier du gaz naturel de la fin des années 2000. Ces prix pourraient bien augmenter et rester à ce niveau, car les utilisateurs nationaux se disputent les réserves de gaz naturel qui ne vont pas à l'étranger. C'est un autre jeu de chaises musicales, dans ce cas pour les consommateurs américains de gaz naturel.

Il existe une croyance persistante mais erronée selon laquelle la soi-disant révolution du gaz de schiste aux États-Unis est permanente et non un phénomène temporaire dû à un trop grand nombre de capitaux "idiots" qui courent après une proposition perdante. Des prix plus élevés inciteront à l'extraction de gaz plus difficile à obtenir. Mais cette difficulté signifie également que les volumes seront probablement moins importants par puits. Pendant ce temps, la production des puits existants continue de chuter de 75 à 90 % en trois ans. Toute cette production perdue doit être remplacée AVANT que la production américaine ne puisse augmenter. En engageant la production américaine à être livrée à l'Europe, les États-Unis se sont presque certainement condamnés à une économie à coût énergétique plus élevé, à moins qu'ils ne reviennent sur leur promesse.

Comme je l'ai dit, il n'y a qu'un nombre limité de chaises dans ce jeu de chaises musicales sur le gaz naturel et les États-Unis viennent de donner quelques-unes de leurs chaises.

L'administration Biden a également annoncé qu'elle "*renonce aux règles qui limitent le mélange d'éthanol*" dans l'essence. En pratique, le pourcentage d'éthanol dans les carburants à base d'essence passera de 10 à 15 % entre le 1er juin et le 15 septembre dans les régions où cette pratique était auparavant interdite, car on estime que les conditions météorologiques estivales augmentent le smog émis par les véhicules utilisant cette concentration plus élevée d'éthanol. Ce changement n'aura qu'une faible incidence sur le prix - peut-être 10 cents par gallon - et ne concernera que 2 300 des plus de 100 000 stations-service du pays.

Il y aura également un autre effet. L'industrie de l'éthanol aura besoin de plus de maïs pour produire de l'éthanol de maïs à mélanger à l'essence. Cette situation se produit alors que les prix du maïs sont proches de leurs plus hauts niveaux historiques, l'offre ayant été limitée par une combinaison de mauvaises conditions météorologiques, de sanctions liées au conflit entre la Russie et l'Ukraine et de la hausse des prix de l'azote et des autres engrais nécessaires pour maximiser les rendements.

Dans ce jeu de chaises musicales des produits de base, l'administration américaine vient de déplacer une chaise du jeu de chaises musicales du maïs au jeu de chaises musicales de l'éthanol. Les prix de l'éthanol et donc de l'essence seront modérés et les prix du maïs et donc de nombreux aliments contenant du maïs seront en lévitation.

C'est à cela que ressemble **la pénurie mondiale**, et le système mondial de production et de logistique tente de s'adapter aux nombreux facteurs de cette pénurie. Alors que le changement climatique continue de saper la production alimentaire et que les sources d'énergie fossiles, y compris le gaz naturel, continuent de s'épuiser, nous pourrions être confrontés non pas à une redistribution des chaises dans mon jeu métaphorique de chaises musicales, mais à quelque chose qui ressemble davantage à **un réarrangement des chaises de pont sur le Titanic**. N'oubliez pas qu'il a fallu un certain temps après que le Titanic ait heurté un iceberg fatal dans les eaux glacées de l'Atlantique Nord pour que les passagers et l'équipage se rendent compte que le navire coulait. La situation difficile dans laquelle nous nous trouvons actuellement devrait être considérée comme un avertissement pas si précoce que cela. Mais en sera-t-il ainsi ?

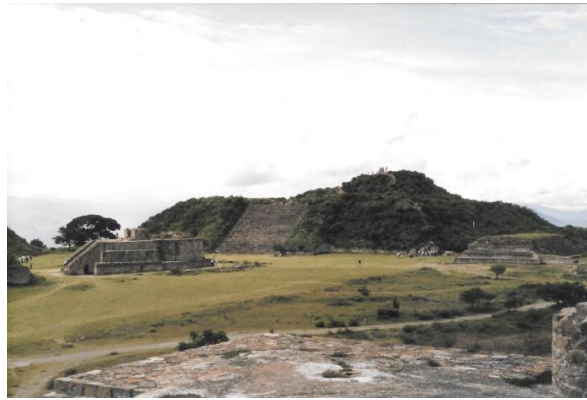
▲ [RETOUR](#) ▲

.La contemplation du jour : L'effondrement arrive XLVII

Steve Bull (<https://olduvai.ca>) 13 avril 2022



STEVE BULL



Monte Alban, Mexique (1988) Photo de l'auteur

La contemplation d'aujourd'hui nous a été inspirée par un article de l'écologiste et éducateur **Richard Heinberg (voir le lien ci-dessous).**

Croissance infinie. Planète finie. Que pourrait-il bien se passer ?

Alors que nous prenons de plus en plus conscience des diverses difficultés existentielles auxquelles nous sommes confrontés[1], la plupart des gens s'accrochent à l'opinion par défaut selon laquelle notre élite/les dirigeants sociopolitiques vont s'attaquer aux problèmes parce qu'après tout, on leur a " confié " la responsabilité de gouverner et d'aider à " résoudre " les problèmes qui se posent lorsqu'on vit dans un monde complexe[2].

J'ai, pour la plupart [3], perdu l'idée que nos "dirigeants" sont des "serviteurs" de la population motivés pour améliorer/développer la société comme le veut la notion commune. C'est la croyance que l'élite veut que nous ayons pour que nous soutenions les structures de pouvoir du statu quo [4] dont elle et sa famille bénéficient.

Il fut un temps où j'adhérais à cette croyance, mais mon point de vue a évolué vers une perspective quelque peu contraire, selon laquelle la classe dirigeante/l'élite/les pouvoirs en place sont principalement motivés par l'incitation à contrôler/étendre les systèmes de génération/extraction de richesses qui leur procurent des flux de revenus et donc du pouvoir, en utilisant leurs positions privilégiées pour tirer parti des circonstances afin de satisfaire cette motivation.

Dans un article intéressant de l'éducateur et écologiste Richard Heinberg, l'argument est que notre élite dirigeante a reçu il y a des décennies des preuves scientifiques solides que la poursuite de la croissance infinie de l'humanité était tout sauf durable et, en fait, nous menait vers un dépassement et un effondrement écologique [5].

Qu'a fait notre classe dirigeante en réponse ? Pour l'essentiel, elle a fait appel à ses responsables du contrôle narratif pour élaborer des histoires qui ont été propagées loin à la ronde, selon lesquelles, en fait, la croissance perpétuelle n'était pas seulement entièrement bénéfique pour l'humanité et la réalisation d'une foule de grandes choses pour tous, mais aussi tout à fait possible grâce à nos prouesses technologiques et à notre ingéniosité.

Aujourd'hui, des décennies plus tard, il semble de plus en plus évident que nous avons été conduits sur la mauvaise voie. Nous nous sommes mis dans une situation dont nous ne pouvons pas nous sortir et **le moment des comptes approche à grands pas**. Et comme le souligne Heinberg, l'élite n'a pas réussi à le reconnaître, mais a plutôt redoublé sa propagande et son contrôle de l'information pour détourner et nier cette perspective problématique [6].

Il y a encore beaucoup de gens (la plupart ?) qui ne comprennent pas la situation. Les raisons en sont nombreuses et complexes. De l'importante propagande de l'élite dirigeante et de ses courtisans à laquelle nous sommes exposés quotidiennement par le biais des institutions médiatiques qu'ils contrôlent, aux mécanismes psychologiques qui nous poussent à nier les croyances inconfortables et anxiogènes, à **penser en troupeau** et à nous en remettre à l'autorité. **Nous, les humains**, pour reprendre les mots de l'auteur Richard Heinlein, **sommes des animaux**

rationalisateurs et non rationnels ; nous ne voulons pas croire que nous nous engageons dans un comportement autodestructeur, alors nous justifions nos actions/croyances et nous nous racontons des histoires illusoires pour réduire notre dissonance cognitive [7].

Après avoir traversé le processus de deuil pendant plusieurs années, je suis arrivé au stade de l'acceptation de notre situation critique. **L'effondrement est inévitable**. La manière dont il se déroulera est encore incertaine. Il y aura des similitudes avec le déclin sociétal complexe du passé, mais il y aura aussi des différences significatives. La différence la plus significative avec le passé est peut-être que **les gens d'aujourd'hui ont perdu les compétences d'autosuffisance** dont beaucoup de gens ont eu besoin dans le passé, quelle que soit la complexité de leur société. Il n'y avait qu'un segment très mineur de la population qui dépendait presque entièrement des compétences agraires de ses compatriotes et des chaînes d'approvisionnement locales qui existaient pour survivre. Le monde d'aujourd'hui est très différent, sans parler de la dépendance à l'égard des technologies à forte intensité énergétique qui en est la cause.

Au final, je suis arrivé à la même conclusion de base que Richard Heinberg : **ne comptez pas sur votre gouvernement ou votre classe dirigeante pour vous sauver de l'effondrement à venir des complexités actuelles**. Une telle "foi" est très mal placée et sera profondément décevante, voire désastreuse, pour ceux qui la maintiennent. C'est la résilience et l'état de préparation des individus, des familles et des communautés qui seront sur le déclin ; poursuivez cela plutôt que de croire que vous avez un pouvoir significatif par le biais des urnes et de savoir qui peut tenir les rênes du pouvoir sociopolitique.

Comme l'écrit Heinberg : *"Mais, cher lecteur, ne retenez pas votre souffle en attendant que les élites fassent bien les choses. J'ai utilisé cet essai pour canaliser ma propre exaspération à l'égard des lâches en haut lieu, dont certains se sont enrichis à des degrés obscènes alors que tant d'autres languissaient. Réprimez-les un peu ou un peu plus, selon votre degré d'indignation, mais je vous conseille de consacrer l'essentiel de votre énergie à aller de l'avant. Tout ce qui nous divise davantage rend plus difficile pour l'humanité de faire ce qui est encore possible. Une meilleure voie serait de construire une résilience personnelle et communautaire en prévision de ce qui va arriver. Apaiser la souffrance. Sauver ce qui peut l'être"*.

Dans cette veine, je vous laisse retourner dans les jardins de production alimentaire de notre famille pour continuer à préparer le sol et les serres pour le temps chaud à venir. Une grande partie du sol est encore gelée dans notre région au nord de Toronto, mais il y a toujours du travail à faire et certains des lits surélevés ont finalement dégelé...

NOTES :

[1] Principalement, sinon totalement, la conséquence d'un dépassement écologique.

[2] Se référer à l'ouvrage de l'archéologue **Joseph Tainter**, *The Collapse of Complex Societies*, où il est affirmé que *"les sociétés complexes sont des organisations de résolution de problèmes, dans lesquelles plus de parties, différents types de parties, plus de différenciation sociale, plus d'inégalité, et plus de types de centralisation et de contrôle émergent au fur et à mesure que les circonstances l'exigent"*. (p. 37)

[3] Je suppose que je conserve un minimum d'"espoir" que notre classe dirigeante puisse, en fait, être animée par une moralité plus élevée que ce que l'évidence suggère, mais je pense que c'est peut-être le résultat résiduel d'une inculture sans fin pendant des décennies avant que je ne perde "foi/confiance".

[4] Je recommande vivement la lecture de **Anatomy of the State** de Murry Rothbard pour une perspective intéressante sur la façon dont les États naissent et maintiennent les structures sociopolitiques qui profitent à ceux qui les "contrôlent".

[5] **Il est important de lire à la fois The Limits to Growth de Meadows et al. et Overshoot de William**

Catton Jr.

[6] J'ajouterais ici que l'élite a en fait fait ce qu'elle fait presque toujours dans de telles circonstances : elle a exploité la crise à son avantage pour satisfaire ses intérêts en commercialisant des " solutions " dont elle tire profit, telles que des " alternatives " énergétiques, et en étendant son contrôle sur les récits dominants.

[7] Voir le site Web **Problems, Predicaments, and Technology** d'Erik Michael pour de nombreux articles et preuves de ce phénomène.

▲ [RETOUR](#) ▲

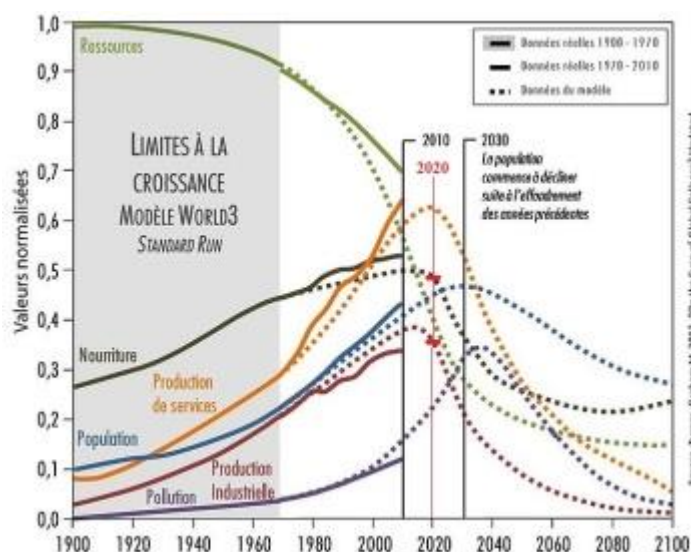
.L'effondrement : un événement d'imminence constante ?

Didier Mermin 15 avril 2022 Onfonedanslemur



Explication originale du *business as usual* par Nicolas Bouleau, mathématicien.

Aussitôt après la covid qui n'en a pas terminé avec les humains, voici la guerre russo-ukrainienne qui promet des [répercussions mondiales](#)¹ : la preuve est faite que « *le système se dégingle* » car ses impératifs entrent en conflits les uns avec les autres. Et cela arrive au début de cette décennie 2020 où **l'effondrement selon Meadows est déjà commencé** : une bien curieuse coïncidence.



Et pour ne rien arranger, le GIEC vient de faire savoir qu'il ne nous reste que trois jours, pardon, que trois ans pour ne pas dépasser le seuil fatidique du +1,5° de réchauffement, alors que le régime actuel du +1,1 produit déjà d'énormes dégâts. Il semble bien que le monde court à sa perte, (ce qui n'est pas une surprise), mais on le voit

toujours faire comme si de rien n'était. [Nicolas Bouleau](#), éminent mathématicien touche-à-tout, a sa petite idée sur le sujet, il l'a exposée sur son blog dans « [l'économisation du catastrophisme](#) ».²

Après avoir réduit « l'effondrement » à un événement datable afin de simplification, il présente sa thèse comme suit :

« Ce que les philosophes du catastrophisme n'ont pas vu, ou du moins ce sur quoi ils ont eu tort de ne pas insister, c'est qu'on peut parfaitement croire que la cata [l'effondrement] est certaine [au sens d'inéluctable] et même proche en un certain sens, sans que ceci, en soi, implique que le temps qui s'écoule sans qu'elle se produise la rende plus imminente. Il est même possible et cohérent que la situation soit parfaitement stationnaire au sens que sa non survenue jusqu'à présent ne rende la cata ni plus lointaine ni plus proche. Il suffit pour cela de considérer qu'elle survient à un temps aléatoire qui suit une [loi exponentielle](#). »

Alors que les « philosophes du catastrophisme » discutent de « l'imminence » de « la cata », il commence par remarquer qu'elle n'est pas encore survenue, ce qui lui permet d'observer que **l'écoulement du temps ne la rend pas plus « imminente »**. Cela signifie qu'elle ne paraîtra pas plus proche dans *n* décennies qu'aujourd'hui, et même qu'elle pourrait être encore « devant nous » dans un siècle. N'est-ce pas curieux ? Pour le comprendre, il faut admettre qu'il ne parle pas de « la cata » elle-même, – qui n'a aucune raison d'être d'imminence constante, le rapport Meadows affirme d'ailleurs le contraire –, mais plutôt de l'idée que l'on s'en fait, une idée simpliste et calquée sur des schémas économiques que l'on retrouve dans beaucoup de situations :

*« Les situations que j'évoque que l'on peut appeler d'imminence constante incitent évidemment à ne pas changer de comportement c'est-à-dire au business as usual. Elles se rencontrent partout dans la vie quotidienne et souvent en physique. Elles sont la base de la représentation des pannes par les ingénieurs pour les objets fabriqués et pour les centrales nucléaires. Elles sont **la notion la plus simple** pour des dispositifs dont la sûreté et la fragilité n'est pas affectée tant qu'il n'y a pas de panne. »*

Puis il précise que :

« Dans une situation d'imminence constante les signes avant-coureurs n'existent pas, la cata survient par surprise. »

La covid et la guerre en Ukraine sont des signes avant-coureurs qui préoccupent grandement les puissances occidentales, mais aucune ne les considère comme tels. Cela se manifeste de façon évidente dans les innombrables commentaires que l'on trouve à leur sujet dans les médias conventionnels : aucun n'établit de liens avec « l'effondrement » alors que ça devrait être la plus importante préoccupation. (On préfère s'éterniser sur le drame malheureusement bien réel des réfugiés, mais qui est aussi d'une grande banalité à l'échelle mondiale.³) L'auteur conclut ensuite :

*qu'« Il y a donc une place pour la position que les menaces environnementales mêmes les plus graves soient **certaines et néanmoins d'imminence constante**. J'appelle cette attitude l'économisation du catastrophisme, (...). Si on l'adopte cela revient à dire aux écolos : « cause toujours, **ce que tu dis ne change pas ma situation décisionnelle** ». »*

Aucune raison, en effet, de changer d'attitude face à un risque qui ne semble ni se rapprocher ni devenir plus probable : n'est-ce pas une excellente explication à la sempiternelle question : « pourquoi on ne fait rien ? » Elle a au moins le mérite de se présenter comme une cause nécessaire et suffisante (à son effet). Reste à savoir si ce « schéma mental » est effectivement « implanté » dans les esprits. La réponse est oui pour Nicolas Bouleau qui voit son origine dans la façon dont on considère les risques financiers (d'un crédit ou d'un produit quelconque) :

« Plus c'est risqué, plus l'imminence (constante) est brève, plus le taux est élevé, et a contrario plus c'est confiant et sûr, plus l'imminence (constante) du défaut est lointaine et plus le taux est bas. »

Autrement dit, pour monsieur et madame Toulemonde comme pour les investisseurs qui brassent des milliards, le taux est la mesure du risque. Nous avons donc été habitués à le « mesurer » de cette façon qui est la plus simple qui soit, et c'est donc ainsi que l'on percevrait aussi « l'effondrement ». Il termine et résume ainsi :

*« (...), la finance de la période néolibérale actuelle, par l'instauration du marché international des créances titrisées, et par la modification subséquente du discours au guichet des banques de dépôt, a installé, avec la pédagogie redoutablement efficace des moyens d'agir, une logique économique où les risques sont — en premier lieu — pensés selon des **situations immuables** tant que la cata ne s'est pas produite. Je pense que ce type d'enseignement pratique est des plus performants. »*

En dépit des masses de données et des calculs sophistiqués dont on dispose, il semble que dans ce monde tout arrive par surprise, et cela viendrait d'une appréhension trop rudimentaire des risques. Nous sommes bien d'accord avec ce constat, mais il lui manque une chose : c'est que **toute décision suppose une simplification extrême**. Il suffit de se plonger dans un dossier quelconque pour découvrir qu'un abîme sépare sa complexité intrinsèque du choix binaire que doit faire un décideur à son sujet. Dans le cas de [Stocamine](#), [la masse des études](#) témoigne que tous les risques ont été expertisés avec une grande finesse, aussi bien pour l'option de l'enfouissement définitif que pour celle du retrait, mais la décision finale ne peut opérer que sur des estimations grossièrement simplifiées, même pour qui aurait lu attentivement tous les rapports. La sophistication des études ne sert qu'à éliminer les risques rédhitoires, (les plus grossiers), mais ne sert à rien aux décideurs qui doivent choisir entre telle ou telle option. C'est pourquoi les produits financiers, bien qu'ils constituent un excellent paradigme, ne sont pas selon nous à l'origine de la perception simplifiée des risques. En revanche, ils sont révélateurs du fait que :

*« les risques sont — en premier lieu — pensés **selon des situations immuables** tant que la cata ne s'est pas produite ».*

Autrement dit, au moment de prendre une décision, ils sont évalués en fonction de la situation du moment, mais **pas selon son évolution possible**.⁴ Celle-ci est donc ignorée jusqu'à ce que « la cata » survienne [comme un lapin dans les phares](#), et signale ainsi que la situation a changé. Si cela vaut pour les centrales nucléaires que l'on s'apprête à construire, il y a de quoi s'inquiéter. Aujourd'hui ces investissements semblent sûrs, (« une bonne affaire » pourrait-on dire), mais rien ne prouve qu'ils le resteront toujours, ni même que l'on pourra les achever. Un demi-siècle après la première vague, la situation économique mondiale a été chamboulée, et tout montre qu'elle va l'être encore. C'est pourquoi, si une seconde vague est judicieuse eu égard à la cause climatique, elle est beaucoup plus incertaine et risquée qu'autrefois sur le plan économique. **Mais comme on a besoin d'énergie et qu'on est incapables de s'en priver, on les construira malgré tout, effondrement ou pas. Et plus tard, si l'on découvre au milieu du gué que tout ne se déroule pas aussi bien qu'escompté, on sera « surpris ».**

Paris, le 15 avril 2022

Sur le même thème, on peut lire aussi :

- [L'effondrement est incertain mais inéluctable](#)
- [Comment les crises surviennent](#) [comme un lapin dans les phares]

NOTES :

1 Sur les répercussions mondiales de la guerre en Ukraine, [lire aussi sur Slate](#) (qui n'est pas réputé être pro-russe): « *Dans le Golfe, la guerre en Ukraine marque la fin de l'hégémonie américaine* ».

2 On retrouve le billet de Nicolas Bouleau dans [son étude](#) (sophistiquée) : FINANCE ET "BUSINESS AS USUAL", Flou du signal-prix, crises d'imminence constante, et préconisation de Solow. Institut Louis Bachelier, 2017. hal-02440708f

3 Le nombre de réfugiés et déplacés dans le monde a franchi en 2020 le seuil des [80 millions](#), et les causes sont toutes aussi tragiques que celles des Ukrainiens.

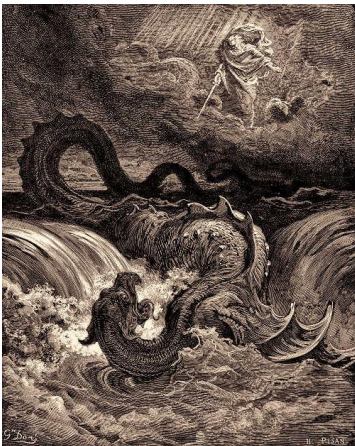
4 Exception faite du stockage des déchets dont c'est l'évolution à long terme qui intéresse.

▲ [RETOUR](#) ▲

[.Le Léviathan vacille](#)

Par James Howard Kunstler – Le 8 avril 2022 – Source [kunstler.com](#)

*Tout ce qui concerne l'Amérique semble de plus en plus **médiéval**....*



À l'époque pittoresque de l'administration de George « W » Bush, le conseiller politique de la Maison Blanche, Karl Rove, a déclaré : « *Nous sommes un empire maintenant, et lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité. Et pendant que vous étudierez cette réalité – judicieusement, comme vous le voudrez – nous agissons à nouveau, créant d'autres nouvelles réalités, que vous pourrez également étudier, et c'est ainsi que les choses s'arrangeront.* » Il se vantait en fait, un peu, je crois.

Cela n'a-t-il pas donné le ton pour les années qui ont suivi ? Ce qui a échappé à M. Rove, même le plus perspicace, c'est que les vizirs de l'empire sont peut-être encore plus aptes à créer leur propre irréalité, ce qui explique en grande partie ces jours d'effondrement américain. Y a-t-il quelque chose que le gouvernement vous dit maintenant qui ne soit pas une sorte de montage ? Ce qui est sûr, c'est que les universités d'élite produisent chaque année des milliers d'**artistes de la connerie certifiés**, qui n'ont aucune autre compétence, et que beaucoup d'entre eux gravitent dans les centres de pouvoir de la vie nationale, où ils gravissent les échelons en créant des simulacres métaphysiques dans les domaines de compétence de leur patron, les types Jen Psaki, qui ricochent entre les bunkers politiques de Washington et le centre d'information de la télévision de boulevard. Les moins désinvoltes et physiquement peu présentables deviennent de simples « *fact-checkers* », le réseau de menteurs occasionnels qui travaillent dans les tranchées de l'irréalité officielle.

Tout cela est assez difficile pour les cerveaux des gens ordinaires, et finalement pour leurs âmes, à mesure qu'ils s'enfoncent dans cette fange de dissonance cognitive créée à dessein. **Pourquoi, par exemple, la directrice du CDC, Rochelle Walensky, continue-t-elle à dire au public de se faire vacciner alors que le nombre d'événements indésirables graves associés auxdits vaccins est tellement hors du commun, comparé aux vaccins précédents, que les avocats spécialisés dans la responsabilité civile, d'un océan à l'autre, pourraient être magnifiquement employés à percer le bouclier EUA de Big Pharma avec des accusations de fraude jusqu'à la prochaine ère glaciaire ?**

Le programme VAERS est au cœur du mandat de Mme Walensky au CDC. N'y jette-t-elle pas un coup d'œil de temps en temps ? Il sera fascinant de l'entendre témoigner dans le cadre **des procédures de type Nuremberg** qui devraient s'appliquer aux responsables de la santé publique en Amérique. Ont-ils peur au CDC, à la FDA et au NIAID du Dr Fauci ? L'attente doit être la partie la plus difficile. Tant de choses sont sinistrement inconnues. Mais malgré la suppression officielle et l'obscurcissement des données sur les résultats des patients par

l'establishment médical compromis, les chiffres de décès toutes causes confondues s'échappent du secteur de l'assurance-vie comme les Furies des ténèbres cosmiques.

Est-il vrai, comme le veut la rumeur, que les injections d'ARNm conduisent uniformément au syndrome de déficience auto-immune ? Idem pour l'augmentation alarmante des cas de cancer chez les personnes ayant reçu le vaccin... Idem pour les lésions cardiaques, les lésions organiques, les lésions neurologiques graves ? Nous en saurons beaucoup plus à ce sujet en mai et juin, et il est difficile d'imaginer quelle sera la réaction émotionnelle collective si tout cela s'avère être vrai. Jamais dans l'histoire, autant de personnes n'auront été confrontées à la perspective d'une mort prématurée, et aux mains d'une méchanceté bureaucratique aussi banale. Vont-ils se contenter de quitter ce monde, de la même manière qu'ils ont fait la queue pour leurs vaccins et leurs boosters, ou vont-ils enfin se révolter contre cette machine ?

La dernière entreprise d'irréalité de ces jours-ci est **l'opération de la Russie en Ukraine**. La confusion des esprits à ce sujet semble avantageusement amplifiée ici pour couvrir les développements tragiques du mélodrame du vaccin Covid-19 et d'autres tourments domestiques. Tout porte à croire que les dirigeants de notre pays voulaient que cette guerre se produise de la pire des façons. Nous avons mis en place les provocations dans le Donbass et nous avons laissé faire. Maintenant, nous nous tenons à l'écart, pleurant des larmes de crocodile, **prétendant aider tout en sabotant les pourparlers de paix.**

Ce qui a suivi dans nos tentatives de punir le méchant Poutine (la source de tous nos problèmes) est le plus grand fiasco de conséquences imprévues depuis que le Kaiser Guillaume a donné le feu vert à l'Autriche pour punir la Serbie du meurtre de l'archiduc Franz Ferdinand en 1914. Voilà : une guerre mondiale. Seulement dans ce cas, cela ressemble plus à une guerre économique suicidaire de la civilisation occidentale contre elle-même.

Comment ces sanctions fonctionnent-elles ? Pas de carburant pour l'industrie allemande... pas d'engrais pour les agriculteurs de l'Iowa... pas de nickel et d'autres métaux pour fabriquer des pièces de machines pour l'Europe et l'Amérique.... Et soudain, après avoir exclu la Russie du système international de compensation des paiements commerciaux (SWIFT), nous l'avons poussée à recourir à l'or pour garantir le rouble, ce qui signifie que notre système de monnaie fiduciaire de Bretton Woods, en panne, devient la nouvelle « *relique barbare* » de la finance mondiale, laissant l'Occident piler du sable dans un trou de rat, tandis que les deux autres tiers du monde font des achats pour les produits de base dont la vie moderne ne peut se passer.

D'où cette scène pitoyable à la Maison Blanche cette semaine avec « Joe Biden » errant sans but dans une foule concentrée sur le charismatique Barack Obama, apparemment fatigué de travailler à domicile. Même la lumineuse Dr Jill a abandonné cette figure de proue creuse du fleuron de la démocratie. On peut se demander si M. Poutine a vu la vidéo, et si même lui a dû grimacer devant le triste spectacle de la ruine de son antagoniste.

▲ [RETOUR](#) ▲

Les guerres de la COB (et VII)

Publié par Antonio Turiel Mercredi 13 avril 2022

Chers lecteurs :

Nous arrivons enfin au dernier volet de cette saga, plutôt que série, écrite par le maître Beamspot sur les raisons de la pénurie de puces. Le volet d'aujourd'hui examine ce qui va se passer dans les années à venir, en fonction des changements de comportement des citoyens et de la politique d'aide des pays occidentaux.

Je vous laisse avec Beamspot.

A la vôtre.

AMT

Les guerres de la COB. Partie 8.

Et ensuite ?



Prologue.

Maintenant qu'une partie substantielle des causes qui nous ont amenés jusqu'ici ont été expliquées, mais évidemment pas toutes, il est temps d'essayer de voir la voie qui sera suivie dans un avenir proche.

Mais cela soulève un certain nombre de questions sur ce qui va se passer à partir de maintenant, même si certaines projections peuvent être faites simplement en regardant ce qui s'est passé.

Il reste néanmoins quelques points à aborder pour deviner les surprises que l'avenir nous réserve.

Mais d'abord, voyons **les effets secondaires de Covid.**

Psychose.

L'ensemble de la pandémie affecte la population mondiale de nombreuses manières, dont beaucoup sont peu connues.

L'un des changements les plus radicaux, mais dont on ne parle pas, est l'exode des habitants des grandes villes vers des localités moins peuplées, où il est plus facile de maintenir la distance sociale, d'avoir plus de m² de logement à partager et une meilleure qualité de vie dans la "nouvelle normalité".

Ce terme abusif est très pertinent, voire central, pour cette série dont le point culminant est cette entrée.

Je fais référence à l'instauration du télétravail.

Il ne s'agit pas seulement du "*travail à domicile*", des technologies de communication et de la 5G.

L'un des problèmes historiques de l'humanité est celui des grandes villes. Les grandes villes présentent certains avantages, évidemment, mais aussi certains inconvénients, et l'un d'eux est précisément la question de la santé.

La surpopulation est un excellent vecteur de transmission des maladies, et c'est précisément ce qui a provoqué de nombreuses pandémies et des vagues de maladies bien plus graves parmi l'humanité. En outre, elle a également certains effets secondaires : la taille des logements et le coût de la vie dans ces grandes villes sont inversement et directement liés.

Cela signifie que lorsqu'une vague pandémique se déclenche, il est très difficile de rester dans cette situation en vivant dans de petites niches de la taille d'une boîte d'allumettes à un prix astronomique, ce qui encourage tous ceux qui le peuvent à partir vers des pâturages plus verts, plus grands, plus sains et moins chers.



Un autre effet secondaire est que de nombreuses personnes se rendent compte de l'état déplorable de leur vie, de leur travail et de leur "cadre de vie" (probablement jusqu'alors), et décident de changer radicalement leur vie face à cette nouvelle situation.

Radical du point de vue de "l'enracinement", c'est-à-dire du lieu de résidence. Cela inclut le travail.

Certains, plutôt que de l'envisager, se sont vus "imposer" des fermetures "temporaires", des ERTE, des fermetures définitives, des licenciements, des pertes d'emploi, l'impossibilité de faire face à des paiements élevés en raison de la perte de pouvoir d'achat due à un ERTE, sans parler des pertes d'emploi, des faillites, etc.

D'autres, face au grand changement des conditions de travail, préfèrent simplement changer d'emploi parce qu'ils ne trouvent pas leur emploi actuel satisfaisant, ou parce qu'ils y voient peu d'avenir.

Certains secteurs ont été (et sont encore) très affectés par la situation, comme l'hôtellerie et le tourisme (qui représente une partie non négligeable du PIB espagnol), le commerce local, etc.

En outre, le changement de lieu de résidence a donné à cette situation un aspect "fractal" : dans certains endroits, la demande s'est complètement "tarie", tandis que dans d'autres, elle a à peine été remarquée, même certains secteurs dans certains endroits ont vu leur demande augmenter.

Là encore, un changement de mentalité et donc d'habitudes de consommation, qui bouleverse les prévisions de la demande, sur la base desquelles la production est planifiée.

Toutefois, cela va au-delà du simple changement de lieu de résidence. Elle a un impact économique, social, culturel, politique, financier, d'emploi et médical majeur. Et ce qui ressort et sera le plus perceptible, c'est la partie économique et financière.

Il s'agit de changements structurels très importants, qui commencent à peine à se manifester : la pénurie de semi-conducteurs est le premier signe, le premier signal, la première vague de quelque chose qui va s'accroître dans de nombreux autres domaines.

5G, encore.

Évidemment, l'un des "véhicules" ou des "moyens" qui ont beaucoup contribué à ce changement est la possibilité de travailler à domicile dans de nombreux cas. Les technologies de la communication.

Bien sûr, il est obligatoire de mentionner que la 5G est défendue précisément dans ce domaine, même si elle en

couvre beaucoup plus, mais c'est ce changement qui donne l'impulsion pour continuer à faire avancer cette technologie.

Le fait de "*nous renvoyer chez nous pour travailler*" a "enfin" popularisé cette possibilité qui, en Espagne, n'était pas suffisamment exploitée et a mis longtemps à se concrétiser. Il y a eu beaucoup de raisons culturelles, de réticences, de coutumes, de lois et bien d'autres choses qui ont empêché sa mise en œuvre à une vitesse plus raisonnable. Covid a été la grande raison qui a conduit beaucoup de personnes à franchir le pas, obligatoire au début, puis évident.

Examinons certains de ces truismes.

Le travailleur perd moins de temps à faire la navette, à se préparer et à revenir du travail, à s'occuper des vêtements et d'autres éléments indirects, etc. Elle offre également une meilleure qualité de vie et un meilleur équilibre avec la vie familiale (par exemple, emmener les enfants à l'école).

Bien sûr, cela signifie moins de frais de déplacement, y compris la possibilité de se débarrasser d'une voiture avec ses coûts associés et les pertes de temps, les problèmes de stationnement, etc. qui y sont liés.

Working from home....



Cela signifie plus de pouvoir d'achat (à la fin du mois, il y a plus d'argent sur le compte, l'argent que vous avez épargné).

Le travailleur est un gagnant.

Du côté de l'employeur, cela signifie qu'il peut encore réduire la taille de son bureau, ce qui, s'il est loué, peut être très important. Directement, il y a une réduction significative des coûts d'infrastructure. Et les coûts énergétiques (climatisation, éclairage, électricité).

Un autre avantage est que vos employés ne sont pas seulement plus heureux, ils ont aussi tendance à être plus performants, car il y a moins d'interaction avec d'autres collègues ou d'autres activités. Sans compter qu'il est facile pour les employés de s'investir davantage dans leur travail.

Cela signifie que l'entreprise est plus efficace, et donc plus rentable en réduisant les coûts tandis que la productivité est maintenue, voire augmentée, sans parler de l'amélioration de l'engagement des employés.

C'est une situation gagnant-gagnant pour l'entreprise.

La réduction des déplacements domicile-travail signifie que, malgré une certaine augmentation de la consommation d'énergie due à l'accroissement des communications, il y a moins d'émissions. Cela signifie que moins de combustibles fossiles sont consommés (pour les véhicules), au prix d'un peu plus d'électricité (fabriquée à partir de quoi ?) pour l'infrastructure de communication.

Le climat est gagnant. Et la pollution dans les grandes villes, sur le papier, aussi.

De nombreuses entreprises se trouvent dans les grandes villes, ce qui oblige de nombreuses personnes à vivre dans des endroits coûteux, précisément à cause de ce fait. Aujourd'hui, beaucoup sont partis vivre dans des endroits moins, ou beaucoup moins habités (Vide Espagne). Ainsi, l'argent qui se déplaçait et se concentrait dans

les zones métropolitaines est désormais redistribué avec les habitants de zones beaucoup plus "vides".

Là-bas, le pays, ainsi que l'environnement, gagnent à nouveau du terrain.

Fondamentalement, c'est l'un des rares exercices permettant d'améliorer l'efficacité de notre société.

C'est censé être une bonne chose.

Mais il y a quelques inconvénients.

La première est qu'il est beaucoup plus difficile pour beaucoup de faire la distinction entre le travail ou la vie professionnelle et la vie privée, il est facile de s'immiscer dans la vie privée. Il est également trop facile de consacrer plus d'efforts au travail que nécessaire.

Mais il est également plus facile de "*s'éloigner*" du travail. À cet égard, il s'agit d'une arme à double tranchant pour les deux parties : l'employeur et l'employé.

D'un point de vue économique, il s'avère qu'une partie des coûts d'infrastructure que l'entreprise paie est désormais assumée par le salarié : climatisation, électricité, éclairage, infrastructure de communication. Bien sûr, une partie l'est de toute façon, mais il y a une certaine augmentation de la consommation d'énergie, surtout due aux communications, mais aussi perceptible dans la partie climatisation.

La question de savoir si cela compense les économies réalisées sur le transport et d'autres coûts indirects est une autre question et dépend de chaque cas, bien que les économies soient généralement considérablement plus importantes que les nouveaux coûts.

D'un autre côté, tous ces immeubles de bureaux et autres sont des entreprises qui font faillite. L'argent économisé par les entreprises qui étaient dans ces bâtiments signifie une perte pour d'autres entreprises qui font tout simplement faillite, et avec elles, leurs employés (personnel d'entretien et de nettoyage, sécurité, etc., employés qui ne peuvent pas télétravailler).



Les grandes villes perdent aussi des citoyens (par exemple Madrid et Barcelone), et donc les transports publics, ce grand lieu de fête pour les virus, une de leurs victimes. Cela signifie que l'efficacité, qui est précisément le pilier des grandes villes, est également perdante.

Mais moins de citoyens signifie moins de revenus, dans ce qui était autrefois une grande ville aux coûts élevés et croissants, et qui va maintenant découvrir que le manque d'efficacité lui joue un mauvais tour.

L'efficacité est l'exact opposé de la résilience, ce sont des antonymes. Si vous augmentez le premier, vous perdez le second, et vice versa.

La Pierre Noire

Et c'est dans ce contexte que nous trouvons l'un des importants mouvements de fond, une nouvelle dynamique qui marquera la situation dans un avenir pas trop lointain.

Le grand exode des personnes qui quittent les grandes villes pour des villes plus petites a certaines conséquences économiques qui ne sont pas très bien connues.

La première est que de nombreuses personnes vendent leur maison dans la capitale pour acheter des logements plus grands et plus spacieux pour le même montant, peut-être avec des jardins ou des terrasses et dans des endroits moins fréquentés.

Cela signifie qu'il y a beaucoup d'offre de logements dans la capitale de la part de ceux qui partent, et beaucoup de demande ailleurs. Un autre boom immobilier.

La hausse des prix dans les lieux de destination (et l'afflux d'argent dans ces lieux) est évidemment l'un des éléments les plus évidents. Non loin des grandes capitales, l'offre qui stagnait depuis le krach de 2008 s'est déjà "asséchée".

Une autre question se pose alors : si une grande partie de la population part, qui achète ? En d'autres termes, le point de départ, la grande ville qui était autrefois très recherchée mais qui a maintenant perdu son attrait, les prix doivent baisser, n'est-ce pas ?

Eh bien, il semble que les prix n'aient pas réellement augmenté, et bien que la demande de logements dans ces grandes villes n'ait pas baissé autant qu'ailleurs, et qu'elle se soit redressée après la crise de 2008, cela ne justifie pas le fait qu'il y ait autant de demande que d'offre.

La question à un million de dollars est donc : qui achète ?

Eh bien, apparemment, les grands groupes immobiliers (en fait, les fonds d'investissement) ou ceux qui ont des intérêts similaires. Il y en a un qui se distingue des autres : Black Rock.

Un coup d'œil sur les portails immobiliers des capitales comme des lieux de destination peut réserver des surprises en termes de prix, soulignant que les boîtes de logements sardines qui étaient autrefois demandées ne sont plus au mieux de leur forme.



Le retour du salarié

Le fait que les médias de l'époque criaient à tue-tête que le télétravail est là pour rester a beaucoup aidé, mais ce n'était clairement pas la raison principale (le Covid et la tentative d'échapper à un confinement étroit tout en réduisant la possibilité de contagion, qui est la cause principale).

Les raisons de ces achats par de grandes entreprises ne sont pas seulement la question d'une bonne offre en termes de prix et d'emplacement, mais aussi le prix du loyer (en hausse) et les possibilités de location touristique, même s'il faudrait toute une série pour expliquer les subtilités économiques qui se cachent derrière. La moins connue de toutes est probablement que ces sociétés fuient la "sécurité" des obligations d'État et autres et préfèrent placer leur argent dans la "brique". En d'autres termes, ils fuient le "capital public" pour le "capital privé".

L'une des visions à courte vue qu'ils peuvent avoir est déjà en train de se concrétiser après les derniers titres de ces mêmes médias (qui sait comment ils sont financés) disant que "la rentrée" va marquer certains changements.

Oui, ces mêmes personnes qui disaient que nous allions passer au télétravail et qu'il n'y avait pas de retour en arrière, sont maintenant les mêmes qui prônent le retour au bureau comme un retour à l'école... et donc le retour des " exilés sanitaires " qui étaient partis dans " l'Espagne vide ", et qui reviennent maintenant " à la Civilisation ".

Dans plusieurs cas, ce retour signifie qu'ils ne rentrent pas "chez eux" et qu'ils doivent probablement louer une maison... appartenant à Black Rock (ou autre).

Il est évident qu'un tel rendement ne sera pas très élevé. Il n'y a pas des millions de personnes qui ont fait cela, et beaucoup de ceux qui ont vu venir ce retour n'ont jamais vendu leur résidence principale, mais sont simplement passés à la location ou à leur résidence secondaire.

Beaucoup d'autres se sont installés dans des endroits bien communiqués pour se rendre à la capitale par les transports publics ou même privés, selon le lieu de leur travail et selon que le retour se fait à plein temps ou de manière ponctuelle.

Il est évident que certains de ceux qui sont partis sont revenus ou reviendront. Mais de nombreuses personnes ont pris la décision de ne pas revenir, et cela a des répercussions qui vont au-delà, et qui façonneront une partie de ce qui est à venir.

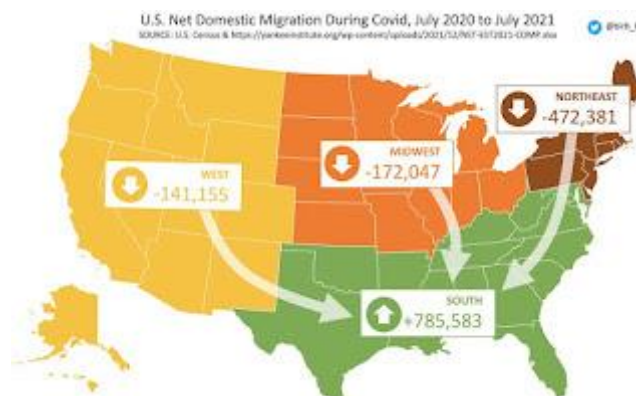
Ces personnes, fatiguées de leur ancienne vie, ont "découvert" un autre type de vie, moins stressante et plus intéressante, et même meilleure financièrement. Ce dernier point est probablement la meilleure raison pour laquelle ils n'ont pas l'intention de revenir.

Évidemment, chaque pays a ses propres particularités, notamment en matière de résidence et de travail. L'Espagne est assez "immobile" et a une forte inertie pour rester au moins dans la région où l'on est né.

D'autres pays, en revanche, sont non seulement plus agiles, mais leur législation du travail est beaucoup plus "rapide", ce qui se reflète dans leur culture. Le meilleur exemple en est le cœur de l'empire, les États-Unis.

Là-bas, un effet, impensable ici, appelé la grande démission, le grand (auto-) licenciement, s'est produit : un grand nombre de salariés quittent leur emploi pour des "pâturages plus verts".

Ce n'est pas très différent de ce qui s'est passé ici en termes de concept culturel (dans les deux endroits, la différence de niveau de vie et de coût de la vie, ainsi que la "qualité" du travail, ont été notées, mais ici la réticence et les coûts associés au changement d'emploi sont plus élevés, de sorte que la préférence est de rester dans l'emploi plus régulièrement), seulement au niveau de l'échelle : Là-bas, les personnes qui ont quitté leur emploi sont nombreuses (en proportion), mais elles sont aussi parties beaucoup plus loin, laissant tout derrière elles : la Californie et New York ont perdu des centaines de milliers de citoyens qui sont partis dans des endroits où il y a moins de restrictions et d'impôts comme le Texas et, surtout, la Floride.



C'est l'une des principales raisons pour lesquelles les ports californiens, ainsi que ceux de New York, se sont effondrés : les employés sont partis parce qu'ils sont fatigués des heures interminables de paperasserie bureaucratique qui ne fait rien pour les aider alors qu'ils ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Et, ailleurs, ils ont constaté qu'avec des salaires plus bas, non seulement ils vivent mieux, mais ils ont aussi plus de pouvoir d'achat grâce à un coût de la vie plus faible.

Bien sûr, tout cela a provoqué de grandes tensions liées à de nombreuses pénuries actuelles, beaucoup de redistribution des emplois, des richesses, du travail, le manque de ressources humaines dans certains domaines... et aux USA, en plus, une chose qui ne s'est pas produite ici et qui n'est pas attendue : les augmentations de salaires.

La structure sociale y est différente d'ici, bien sûr, et ces changements sont aussi assez particuliers et curieux... mais ils ont ou auront leurs similitudes dans cette partie du monde, bien qu'il y ait quelques distances à franchir.

Là-bas, ce qui a augmenté, c'est ce que l'on appelle la "classe salariale", que l'on pourrait associer aux travailleurs qui ne peuvent pas télétravailler, généralement dans le secteur des services, et qui se trouvent généralement dans la partie la plus basse de la société, en dessous de ceux qui peuvent télétravailler et que l'on appelle la "classe salariale".

En bref : la classe moyenne inférieure et la classe moyenne supérieure par ici.

Évidemment, sur le continent, il y a des gens qui peuvent télétravailler et d'autres qui ne le peuvent pas, et ils ne sont pas si clairement définis : un employé qui se trouve au bas de l'échelle des emplois peut télétravailler sans problème, tandis que d'autres, par exemple les directeurs d'usine, ne le peuvent pas.

Mais dans tous les cas, la délocalisation d'une partie de la société entraîne la délocalisation des autres. Par exemple, l'un des groupes concernés par les mesures sanitaires, les coiffeurs et barbiers, dépend de la localisation de leurs clients. Ils ne peuvent évidemment pas télétravailler, mais c'est là où ceux qui le peuvent vont que le télétravail est nécessaire.

Les travailleurs de la construction constituent un autre groupe de ce type, et ils sont à nouveau surchargés de travail.

Tout cela fait partie du problème que nous avons, mais les conséquences sont encore loin d'être stabilisées... si jamais elles le sont.

Et ce va-et-vient de personnes, ce changement de mentalité, touche également les entreprises, notamment celles des États-Unis.

Là-bas, certains des plus hauts salaires étaient (oui, au passé) des informaticiens et des programmeurs faisant des choses comme l'IA, la 5G, la conduite autonome, etc. Beaucoup d'entre eux travaillaient sur place en Californie, notamment dans la très coûteuse Silicon Valley de San Francisco.

Les salaires de 150 000 dollars par an étaient courants. À tel point que même le soussigné a reçu des offres en ce sens (pour le secteur des véhicules électriques autonomes).

Mais aujourd'hui, ils se sont rendu compte que ces mêmes ingénieurs qui étaient si bien payés pour y travailler (et qui dépensaient plus de la moitié de leur salaire pour louer un appartement de 15 m²) n'avaient aucune raison d'y travailler.

Il serait donc peut-être plus intéressant pour eux d'embaucher un ingénieur présentant des caractéristiques

similaires en Alabama, par exemple, mais pour la moitié du salaire.

Mais il n'y a aucune raison de rester dans le même pays : la même offre qui m'a été faite pour travailler dans la Silicon Valley m'a maintenant été faite dans mon propre environnement pour travailler d'ici... pour un quart du salaire, et en tant que freelance.

Et cela a un parallèle ici : pourquoi payer 30 000 euros à un informaticien de Madrid, Barcelone, Valence ou Bilbao alors que je peux payer 20 000 euros à un informaticien (le même) pour qu'il fasse la même chose pour moi à Peñafría ou Valdelavilla, par exemple ?

Nous assistons à une restructuration majeure du marché qui verra certaines classes privilégiées perdre une partie de leurs privilèges et de leur pouvoir d'achat, qui, en moyenne, en souffrira.

Cette économie générée par la migration vers des lieux où le coût de la vie est moins élevé se traduira tôt ou tard par une baisse des salaires et une économie moins vigoureuse... si l'on se place d'un point de vue purement macroéconomique.

Cependant, d'autres éléments culturels et sociaux en bénéficieront, ou du moins changeront. Et ils auront aussi leur effet économique tôt ou tard.

Sir John Maynard Keynes.

Ce monsieur est l'un des économistes les plus prestigieux et les plus connus de l'histoire moderne, et une partie des politiques monétaires et fiscales modernes sont basées sur ses théories, des théories qui fonctionnaient à l'époque : le keynésianisme.

L'"aide européenne" aux "victimes du Covid" est une application théoriquement idéale des principes de base du keynésianisme : la stimulation de l'économie au moyen de la dette publique.

De nombreux lecteurs se demanderont ce que le keynésianisme a à voir avec la pénurie de chips et l'exode des personnes.

Eh bien, cela tient au fait que l'"aide européenne à la Covid" repose sur deux piliers fondamentaux : d'une part, les énergies renouvelables, qui feront bientôt l'objet d'une série d'articles (non seulement sur cette question, mais aussi sur les prix de l'électricité), et d'autre part, la mal nommée "révolution industrielle 4.0" et l'"engagement en faveur de la numérisation", qui ne fait rien d'autre que de reparler de la question du télétravail évoquée plus haut.

La première chose à souligner est l'hypocrisie de cette "aide" aux "victimes de Covid".

Voyons voir : nous avons parlé de la façon dont la "classe salariale" ou les personnes qui peuvent télétravailler (nous pourrions l'appeler "classe portable" ou "classe mobile") ont poursuivi leur travail, tandis que ceux qui ont (nous avons, même si ce n'est qu'en partie) la nécessité de travailler personnellement (coiffeurs, serveurs, travailleurs de service indépendants tels que les électriciens, les plombiers, les ouvriers) se sont retrouvés dans l'incapacité de travailler de quelque façon que ce soit et, dans le meilleur des cas, avec des salaires réduits par l'ERTE, avec des fermetures et des faillites dans le pire des cas.

Lorsque le gouvernement a constaté que certains d'entre eux devaient être indemnisés pour avoir été contraints de fermer, la politique a été modifiée, ils ont été autorisés à ouvrir et donc à économiser l'indemnisation, mais leurs clients ont été interdits d'utiliser leurs services.

En d'autres termes, ils ont réussi à leur donner le minimum, au point que l'"aide" n'ira pas aux mains

nécessiteuses de ces secteurs. Pas d'eau.



Non, les subventions iront aux "énergies renouvelables" (le secteur de l'énergie a-t-il eu des problèmes avec Covid ?) et à tout ce qui est "numérisation" (Amazon et Zoom, ainsi que les fabricants de semi-conducteurs utilisés pour ces choses, ont des problèmes économiques dus au manque de demande avec Covid, au point de faire faillite).

Bien sûr, les mesures anti-pandémie ont été prises du jour au lendemain, alors que cette aide est "dans les tuyaux" depuis plus d'un an et n'est toujours pas arrivée.

Et cette aide, européenne (prise par des gens qui sont au-dessus de nos gouvernements et pour lesquels nous n'avons

PAS voté - levez la main ceux qui ont voté pour Von der Leyen), est basée sur la dette européenne, suivant l'un des deux piliers de la politique monétaire proposée par Sir J. M. Keynes : augmenter les dépenses publiques pour réactiver l'économie.

C'est ce qu'on appelle actuellement la politique keynésienne... en contournant le deuxième pilier fondamental proposé par cet économiste : baisser les impôts pour encourager les dépenses privées afin de relancer l'économie.

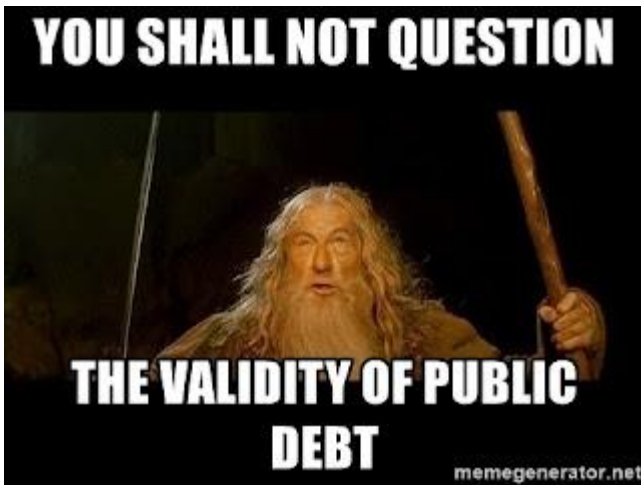
De plus, le contraire de ce deuxième pilier est généralement le cas : l'État "père" prend l'argent de ses citoyens en augmentant les impôts et commence à le dépenser pour ses "amis" parce que les "mauvais" citoyens ne le dépensent pas eux-mêmes, peut-être parce qu'ils n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

L'augmentation des dépenses publiques est généralement associée à l'inflation, bien que cela dépende beaucoup de ce à quoi l'argent est dépensé (et cette explication, de plus liée à la théorie monétaire moderne, nécessite un article ou plus rien que pour être expliquée, elle ne sera donc pas traitée ici). C'est précisément la raison pour laquelle Keynes a proposé de réduire les impôts : c'est déflationniste.

En réduisant la charge fiscale, elle fait baisser le prix des choses (à coût égal), de sorte que les gens ont plus de pouvoir d'achat. Cela compense le fait que les dépenses publiques ont tendance à faire augmenter les prix, car la demande augmente et il y a plus d'argent en circulation pour la même quantité de biens.

Cependant, avec des "subventions pour les riches" (ce qui est exactement ce que fait l'UE) alors que les impôts sont augmentés pour les gens ordinaires, couplé au fait que la production a beaucoup diminué en raison de la pandémie (mais pas le montant de l'argent : dans de nombreux pays, les gens ont été payés pour ne pas travailler, même dans celui-ci, même si ce n'était qu'une fraction du salaire), le résultat est ce que nous avons : l'inflation partout, et pas des petites.

Un sujet familier sur ce blog, le pic des énergies fossiles, fait également son œuvre avec la hausse du prix du gaz et de l'énergie en général, augmentant encore l'inflation. Il y a aussi le triplement des taxes, mais c'est une question très complexe que nous ne pouvons pas aborder ici, bien qu'elle soit liée : c'est l'un des deux piliers des "subventions", la question des énergies renouvelables qui ne nous apportent pas ce dont nous avons besoin, qui ne fonctionnent pas (d'où la forte augmentation des prix de l'électricité dans toute l'Europe).



De plus, tout cela pose un problème très grave aux gouvernements : l'inflation fait grimper les taux d'intérêt, ce qui augmente la quantité d'argent que le gouvernement doit dépenser uniquement en frais financiers, et non de manière "productive".

En d'autres termes, nous nous approchons de la faillite financière de nombreux gouvernements, notamment dans la zone euro. Et avec cela, tous les problèmes politiques, sociaux et économiques qui résulteront de cette politique malavisée. C'est la raison pour laquelle les fonds fuient l'"argent public", autrefois "sûr", pour se tourner vers l'"argent privé", même s'ils y voient une mauvaise affaire : c'est moins mauvais que l'autre.

Deux autres effets secondaires à prendre en compte. Tout d'abord, la stagflation tant redoutée qui sévit depuis quelque temps déjà et qui promet de s'aggraver : inflation des prix et baisse des emplois et des salaires. Un équilibre difficile à trouver en général, d'autant plus qu'il est favorisé par les politiques actuelles.

La seconde, peut-être la plus pertinente à bien des égards, est la montée en puissance de l'"économie B", du marché noir ou de l'économie informelle. La "réduction des impôts" par la voie expéditive du crowdfunding. Un phénomène que l'on observe de plus en plus, surtout dans les régions éloignées des capitales, là où les gens sont allés vivre.

Un phénomène en pleine expansion qui, selon la façon dont on l'envisage, pourrait être le salut ou la solution à de nombreux problèmes actuels.

L'effet Cantillon.

Une autre partie du problème est que les dépenses publiques favorisent toujours certains secteurs, généralement des "amis", qui sont ceux qui en bénéficient. Alors que les dépenses européennes sont censées bénéficier à ceux qui ont le plus souffert du Covid, c'est-à-dire l'hôtellerie et la restauration, le tourisme, les services, les travailleurs "essentiels" qui ne peuvent pas télétravailler, en pratique, les mêmes dirigeants disent déjà qu'ils ne seront PAS aidés.

Dans les "files d'attente de la faim", aucun politicien n'a été vu. Ces personnes sont les premières qui devraient recevoir l'aide européenne. Ils n'auront même pas d'eau.



C'est à un autre groupe social qu'ira la majeure partie de l'aide : toutes les grandes entreprises du secteur de l'énergie, ainsi que toutes les entreprises de communication et autres. Au rebond, tous les groupes financiers qui seront chargés de la gestion monétaire de l'aide prendront également leur part.

Attention, car la partie "manquante" de l'IBEX 35, ces "25%" qui ne sont pas consacrés à l'un de ces trois secteurs... sont consacrés soit à l'immobilier (comme Black Rock), soit au secteur de la santé...

Cependant, une grande partie de l'argent européen qui est donné ne viendra pas en Espagne ou à l'IBEX. Une partie importante ira directement à d'autres secteurs : tout ce qui concerne les communications.

C'est-à-dire la fabrication de semi-conducteurs et le développement de technologies connexes, soit pour les communications (concept qu'ils utiliseront pour donner de l'argent à ST, Bosch, etc.), soit pour les énergies renouvelables.

Nous avons déjà fait remarquer que l'électronique se subdivise de plus en plus en "marchés de niche" et que la bataille pour le nm était une course avec de moins en moins de concurrents.

ST a déjà annoncé la création d'une usine de fabrication de semi-conducteurs (et de plaquettes) en SiC, et dispose également de la technologie GaN. Ils se positionnent pour capter le marché de niche des communications 5G et de l'électronique de puissance pour les onduleurs et les chargeurs de véhicules électriques d'une part... et tout ce qui concerne les énergies renouvelables et la gestion de l'énergie (onduleurs et Smart Grid) d'autre part.

L'Europe se positionne pour détenir la clé dans ces deux secteurs. En fait, l'UE promeut ces types de technologies et autres depuis des années. En outre, ils essaient également de se débarrasser du "monopole" ARM, autrefois britannique, maintenant il semble être américain (en tout cas, pas européen grâce au Brexit).

Ce n'est qu'une question de temps avant que l'Europe ne tente également d'éviter la dépendance vis-à-vis de la Chine/Taiwan. Une autre chose est la Corée du Sud ou les États-Unis.

Quant aux Américains, ils sont clairs : les nouvelles technologies de pointe doivent être fabriquées sur le sol américain, c'est pourquoi TSMC et Samsung annoncent de grands parcs de fabrication de semi-conducteurs dans ce pays, et des technologies les plus pointues : le 5 nm, où fabriquer des micros ARM.

En d'autres termes, deux grands blocs "occidentaux", au niveau gouvernemental, ont décidé que la fabrication de semi-conducteurs était stratégique et ne devait pas être "externalisée". Même le SW (et le FW) associé ne devrait pas être autorisé à être étranger.

La démondialisation. Dé-complexification.

En ce sens, la pénurie de semi-conducteurs est à leur avantage pour promouvoir de telles actions. En outre, l'équilibre précaire qui existait auparavant et qui doit maintenant être rompu présente encore certains atouts de chaque côté : les États-Unis avec leur puissance économique et militaire, la Chine avec sa capacité de production (et sa puissance militaire croissante), et l'Europe avec ASML et quelques marchés de niche.

Les États-Unis et l'Europe coopèrent toujours, mais ils essaient de se débarrasser de la puissance de la Chine, et ces derniers essaient de se sevrer d'ASML, qui est la carte la plus haute du jeu, celle qui permet à l'Europe de rester dans le jeu.

Pourtant, la Chine, l'Europe et la Russie misent toutes sur la technologie RISC-V pour s'éloigner d'ARM, et certains Européens parient même sur la sortie de leur propre noyau propriétaire... qui est actuellement fabriqué à Taïwan.

Tout cela conduit à une nouvelle course à l'installation d'usines de processeurs et de mémoires dans les différents blocs, dans le noyau central (c'est-à-dire en Allemagne, en France et peut-être en Italie du côté européen, en Espagne, nous pouvons oublier que nous sommes autorisés à être autre chose que leur grenier). Tout cela commodément saupoudré de papiers fraîchement imprimés, pardon, je voulais dire d'argent public.

Tout cela, ajouté à l'évolution de la situation sociale et économique, laisse présager des temps troublés, où l'offre et la demande, loin de se stabiliser, deviendront de plus en plus "oscillantes", surtout dans le secteur de l'électronique, mais avec de nettes extensions à d'autres secteurs.

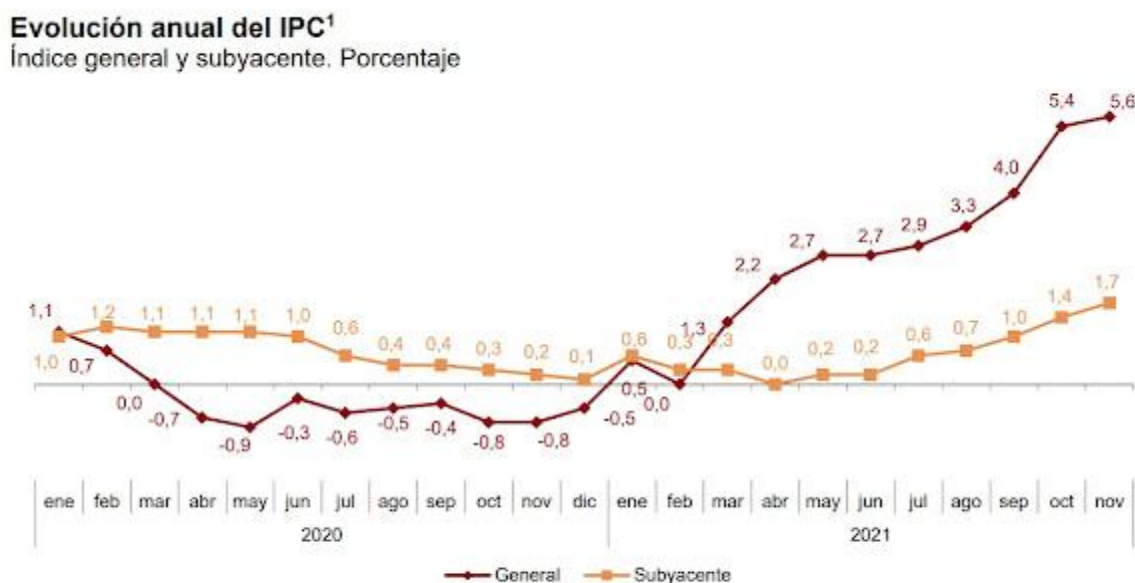
Il est plus que probable que l'étroitesse du marché des puces se poursuivra tout au long de l'année 2022, mais que d'ici 2024, il y aura une énorme surproduction dans certaines parties et un manque de demande dans d'autres. Tout cela entraînera d'importantes faillites et fusions de fabricants et de fonderies, qui finiront probablement par être nationalisées.

Ce sont précisément les Taïwanais qui risquent le plus d'être confrontés à ce genre de problème, car les nouvelles usines de haute technologie semblent être situées en dehors de leur petite île. C'est le livre de jeu des États-Unis et de l'UE.

Mais ils ne sont pas seuls, et l'Europe est confrontée à un certain nombre de problèmes qui constituent également une menace pour ses propres fabricants, à commencer par les problèmes économiques, sociaux et politiques qui se multiplient. Les interférences étrangères ne manquent pas non plus.

L'inflation, les turbulences économiques, notamment dans le domaine de l'énergie et de ses ramifications, ainsi que les tensions politiques extrêmes dans diverses parties du monde, bouleverseront bon nombre de prévisions et de plans.

La pénurie de semi-conducteurs n'est qu'une facette d'une situation que nous verrons de plus en plus : la pénurie de plus en plus de choses (à commencer par l'argent). Il peut y avoir des pénuries occasionnelles de certaines choses, qui seront réparées tôt ou tard, pour laisser place à des pénuries d'autres choses.



¹ El último dato se refiere al indicador adelantado

Le fait que les gouvernements se lancent dans la fabrication de puces est une autre façon de dire que la croissance de cette industrie est terminée "*par la force des choses*", c'est-à-dire uniquement sur la base du marché. L'objectif est donc de le faire croître "à la dure", par décret royal.

L'électronique a déjà passé son propre pic de Tainter.

La complexité de notre société ne peut plus être maintenue, de sorte que les forces poussant au désordre sont de plus en plus écrasantes. D'où les interventions de plus en plus autoritaires des gouvernements et des dirigeants.

Les problèmes énergétiques laissent présager que la situation va s'aggraver.

Une époque intéressante.

Des conseils de quartier pour faire face au déclin énergétique

Alice Friedemann Posté le 18 avril 2022 par energyskeptic

Peak Energy & Resources, Climate Change,
and the Preservation of Knowledge

Collapse or Extinction?

Collapse or Extinction?



Alice Friedemann oublie qu'il est totallement impossible de revenir au mode de vie de chasseur-cueilleur. Nous sommes beaucoup trop nombreux pour cela.



Je suis en train de lire "**The Dawn of Everything** : A New History of Humanity" qui est l'un des meilleurs livres que j'ai lu depuis des années, et un livre plein d'espoir - ce livre de 700 pages est plein de preuves que l'agriculture, le capitalisme, l'esclavage, la cupidité, et la distribution injuste des richesses que nous avons aujourd'hui dans le monde ne sont pas inévitables. Il n'y a pas d'évolution inévitable de la tribu à la chefferie, de la monarchie à l'État. De meilleures sociétés ont existé et pourraient exister dans **un futur post-carbone**. Plus les dernières nouvelles sur les douzaines de nouveaux sites archéologiques découverts au cours des dernières décennies de civilisations oubliées.

Les jésuites français et d'autres explorateurs ont enregistré les idées des indigènes avant qu'elles ne soient détruites par l'assaut des colons. Leurs idées, leur sophistication politique et leur compréhension de leurs cultures ont fait l'objet de best-sellers en Europe, et **Rousseau et d'autres philosophes ont volé leurs idées sans les citer**, ce qui a donné naissance à nos idées modernes sur la liberté, les sociétés égalitaires, etc.

Aujourd'hui, avec 8 milliards d'habitants, la planète est pleine, plus que pleine, il n'est pas possible de voyager aussi facilement qu'avant les civilisations alimentées par des combustibles fossiles et de trouver une meilleure tribu ou de lancer sa propre expérience.

Et à ma grande surprise, les voyages étaient possibles dans le passé. En Amérique, **le langage des signes** permettait aux indigènes de voyager largement, même s'ils ne parlaient pas la langue des villages qu'ils rencontraient, et cela a considérablement élargi la possibilité d'échanger des biens sur de longues distances. Il en a été de même en Australie, voir le livre étonnant de Bruce Chatwin "**The Songlines**".

Les gens, à travers le temps et les lieux, ont toujours été des acteurs politiques conscients. Un autre aspect de ce livre qui me donne de l'espoir pour le monde post-combustible fossile est que **de nombreuses sociétés ont délibérément rejeté l'agriculture comme seul moyen de subsistance**, peut-être en cultivant de la nourriture une partie du temps de façon saisonnière, mais en se déplaçant ensuite vers des terrains de chasse et de cueillette à un autre moment de l'année, souvent avec d'énormes célébrations de milliers de personnes. Burning Man n'est pas nouveau...

Les gens chérissaient la liberté par-dessus tout. La liberté de se déplacer ailleurs, la liberté de ne pas obéir aux ordres. Dans certaines citations de natifs américains, ils étaient horrifiés par la culture européenne. Par exemple

:

Des indigènes micmacs de Nouvelle-Écosse, qui avaient vécu pendant un certain temps à côté d'un fort français, ont déclaré qu'ils se considéraient meilleurs que les Français : "Car, disent-ils, vous êtes toujours en train de vous battre et de vous quereller entre vous ; nous vivons paisiblement. Vous êtes envieux et ne cessez de vous calomnier les uns les autres ; vous êtes voleurs et trompeurs ; vous êtes cupides, et n'êtes ni généreux ni bons ; quant à nous, si nous avons une bouchée de pain, nous la partageons avec notre voisin." Et par conséquent, les Mi'kmaq affirmaient qu'ils étaient, par conséquent, plus riches que les Français. Oui, les Français avaient plus de biens matériels, mais ils avaient d'autres atouts plus importants : la facilité, le confort et le temps.

Et comme les Mi'kmaq, les Wendats étaient particulièrement offensés par le manque de générosité des Français les uns envers les autres. " *Ils se rendent l'hospitalité et s'entraident de telle sorte que les besoins de tous sont satisfaits sans qu'il y ait aucun mendiant indigent dans leurs villes et villages ; et ils considéraient comme une très mauvaise chose d'entendre dire qu'il y avait en France un grand nombre de ces mendiants indigents, et ils pensaient que c'était par manque de charité de notre part, et ils nous le reprochaient sévèrement* ".

Les Wendats n'étaient pas non plus impressionnés par les habitudes de conversation des Français. Un Français était surpris et impressionné par l'éloquence et les capacités d'argumentation des Wendats, compétences affinées par des discussions publiques quasi quotidiennes sur les affaires communales ; tandis que les Wendats faisaient souvent remarquer que les Français semblaient constamment se bousculer et se couper la parole dans la conversation, employant des arguments faibles et ne se montrant pas particulièrement brillants. Ceux qui essayaient de s'emparer de la scène, refusant aux autres les moyens de présenter leurs arguments, agissaient de la même manière que ceux qui s'emparaient des moyens matériels de subsistance et refusaient de les partager ; il est difficile d'éviter l'impression que les Américains voyaient les Français comme existant dans une sorte d'état hobbesien de "*guerre de tous contre tous*".

Ce livre est trop volumineux pour en faire une recension. Dans ce billet, je ne veux en couvrir qu'une petite partie, à savoir **comment les gens ont délibérément évité les rois et les chefs autoritaires** en gouvernant avec **des conseils**.

Donc pas besoin de rois. Mais c'est compliqué. La plupart des grandes villes récemment découvertes n'étaient pas occupées toute l'année. Le passé était rempli de festivals, souvent de nature spirituelle, où des milliers de personnes se rassemblaient puis se dispersaient. Certaines de ces cultures avaient parfois des dirigeants pendant la période des fêtes, mais même dans ce cas, les gens avaient une grande liberté.

Avant de passer à la façon dont **les conseils** pourraient être l'un des moyens de faire face au déclin énergétique, pensez aux dirigeants dont l'étendue du pouvoir était absolue - mais aussi très limitée. Et comment les conseils pourraient essayer de contenir un tel dirigeant si cela se produit.

Ce livre me donne un grand espoir qu'après le déclin énergétique, nous pouvons réinventer les sociétés pour avoir plus de liberté, donner aux femmes le pouvoir politique et économique qu'elles avaient autrefois, et ~~ne pas revenir~~ **entièrement à l'agriculture** et à la perte de liberté qui en découle, et souvent à l'esclavage et à des dirigeants brutaux, comme Scott l'écrit dans **Against the Grain** (les auteurs soulignent que Scott ne dit jamais que c'est inévitable dans son livre).

Des rois qui ne pouvaient que tuer

[Les auteurs affirment que le pouvoir de l'État comporte trois aspects : le contrôle des connaissances, le droit de tuer et une bureaucratie pour faire respecter les ordres. Ils donnent ici l'un des nombreux exemples où un roi a le droit d'utiliser la violence en toute impunité, mais ne contrôle pas le savoir ou ne dispose pas de la bureaucratie nécessaire pour exercer sa volonté sur le territoire ou les concurrents à traiter].

Les récits français des Natchez du sud de la Louisiane au XVIIIe siècle semblent décrire ce genre d'arrangement. Les Natchez sont le seul cas incontesté de royauté divine au nord du Rio Grande. Leur souverain jouissait d'un pouvoir de commandement absolu qui aurait satisfait un Inca Sapa ou un pharaon égyptien ; mais ils avaient une bureaucratie minimale, et rien qui ressemble à un champ politique compétitif. Pour autant que nous le sachions, il n'est jamais venu à l'esprit de quiconque de qualifier cet arrangement d'"État".

Un jésuite français, le père Maturin Le Petit, a rendu compte de la vie des Natchez au début du 18e siècle. Il a été particulièrement frappé par leurs pratiques religieuses qui tournaient autour d'un établissement appelé *le Grand Village*, avec deux grandes plates-formes en terre séparées par une place. Sur l'une des plates-formes se trouvait un temple, sur l'autre une sorte de palais, la maison d'un souverain appelé le Grand Soleil, assez grand pour contenir jusqu'à 4 000 personnes, soit à peu près la taille de toute la population Natchez de l'époque.

Le temple, dans lequel brûlait un feu éternel, était dédié au fondateur de la dynastie royale. Le souverain actuel, ainsi que son frère "*le Serpent tatoué*" et sa sœur aînée "*la Femme blanche*", étaient traités avec quelque chose qui ressemblait beaucoup à un culte. Quiconque se trouvait en leur présence devait s'incliner, gémir et reculer. Personne, pas même les épouses du roi, n'était autorisé à partager un repas avec lui ; seuls les plus privilégiés pouvaient même le voir manger. Cela signifie que les membres de la famille royale vivaient en grande partie dans les limites du Grand Village, s'aventurant rarement à l'extérieur, sauf pour les grands rituels ou en temps de guerre.

Les observateurs français ont été particulièrement frappés par les exécutions arbitraires de sujets Natchez, les confiscations de biens et la manière dont, lors des funérailles royales, les serviteurs de la cour s'offraient - souvent, apparemment, de leur plein gré - à être étranglés pour accompagner le Grand Soleil et les membres les plus proches de sa famille dans la mort. Les personnes sacrifiées en de telles occasions étaient en grande partie celles qui, jusqu'alors, étaient immédiatement responsables des soins et des besoins physiques du roi, y compris ses épouses qui étaient toujours des roturières. Nombre d'entre elles sont allées à la mort volontairement, voire avec joie. Une épouse a fait remarquer qu'elle rêvait de pouvoir enfin partager un repas avec son mari dans un autre monde.

Un résultat paradoxal a été que, pendant la majeure partie de l'année, le Grand Village a été largement dépeuplé. Comme l'a noté le Père Pierre de Charlevoix, "*La raison que j'en ai entendue est que les Sauvages, dont le Grand Chef a le droit de prendre tout ce qu'ils ont, s'éloignent de lui le plus qu'ils peuvent ; et c'est pourquoi plusieurs Villages de cette Nation se sont formés à quelque distance*".

Loin du Grand Village, les Natchez ordinaires semblent avoir mené des vies très différentes, faisant souvent preuve d'un mépris total pour les souhaits de leurs dirigeants apparents. Ils menaient leurs propres entreprises commerciales et militaires indépendantes, et refusaient parfois catégoriquement les ordres royaux transmis par les émissaires ou les parents du Grand Soleil. Les études archéologiques menées dans la région des Natchez Bluffs le confirment, en montrant que le "royaume" du XVIIIe siècle était en fait composé de districts semi-autonomes, dont de nombreux établissements qui étaient à la fois plus grands et plus riches en biens commerciaux que le Grand Village.

On disait que le Grand Soleil descendait d'un enfant du Soleil qui était venu sur terre avec un code universel de lois, dont les plus importantes étaient les interdictions de vol et de meurtre. Pourtant, le Grand Soleil lui-même violait ostensiblement ces lois de façon régulière.

Le problème avec ce type de pouvoir, du point de vue du souverain, est qu'il tend à être intensément personnel. Il est presque impossible à déléguer. La souveraineté du roi s'étend à peu près aussi loin que le roi lui-même peut marcher, atteindre, voir ou être porté. À l'intérieur de ce cercle, elle est absolue. En dehors de ce cercle, elle s'atténue rapidement. Par conséquent, en l'absence d'un système administratif (et le roi des Natchez n'avait qu'une poignée d'assistants), les demandes de travail, de tribut ou d'obéissance pouvaient, si elles étaient considérées comme odieuses, être simplement ignorées.

Même si l'on développe un appareil administratif (comme ils l'ont fait bien sûr), il y a le problème supplémentaire de savoir comment faire pour que les administrateurs fassent réellement ce qu'on leur dit - et, par la même occasion, comment faire pour que quelqu'un vous dise s'ils ne le font pas.

Les Français voyaient la cour des Natchez comme une sorte de version hyper-concentrée de Versailles. D'une part, le pouvoir du Grand Soleil en sa présence immédiate était encore plus absolu (Louis ne pouvait pas vraiment claquer des doigts et ordonner l'exécution de quelqu'un sur-le-champ) ; d'autre part, sa capacité à étendre ce pouvoir était encore plus restreinte (Louis avait, après tout, une administration à sa disposition, bien qu'assez limitée par rapport aux États-nations modernes). La souveraineté des Natchez était, en fait, mise en bouteille.

Le cas des Natchez illustre un principe plus général selon lequel l'endiguement des rois devient l'une des clés de leur pouvoir rituel. La souveraineté se présente toujours comme une rupture symbolique avec l'ordre moral ; c'est pourquoi les rois commettent si souvent une sorte d'outrage pour s'établir, massacrant leurs frères, épousant leurs sœurs, profanant les ossements de leurs ancêtres ou, dans certains cas documentés, se tenant littéralement à l'extérieur de leur palais et abattant des passants au hasard. Pourtant, cet acte même fait du roi un législateur potentiel et un haut tribunal, de la même manière que les "grands dieux" sont si souvent représentés comme lançant des éclairs au hasard et comme jugeant les actes moraux des êtres humains.

Pendant la majeure partie de l'histoire, c'était la dynamique interne de la souveraineté. Les souverains essayaient d'établir la nature arbitraire de leur pouvoir ; leurs sujets, dans la mesure où ils n'évitaient pas tout simplement les rois, essayaient d'entourer les personnalités divines de ces souverains d'un dédale sans fin de restrictions rituelles, si élaborées que les souverains finissaient, en fait, par être emprisonnés dans leurs palais.

Jusqu'à présent, nous avons donc vu comment chacun des trois principes dont nous avons parlé au début - la violence, la connaissance et le charisme - pouvait, dans les régimes de premier ordre, devenir la base de structures politiques qui, à certains égards, ressemblent à ce que nous considérons comme un État, mais à d'autres, clairement pas. Aucune ne pouvait être décrite comme une société "égalitaire" - elles étaient toutes organisées autour d'une élite très clairement délimitée - mais en même temps, il n'est pas du tout clair dans quelle mesure l'existence de telles élites limitait les libertés fondamentales que nous avons décrites dans les chapitres précédents.

Il y a peu de raisons de croire, par exemple, que de tels régimes ont fait beaucoup pour entraver la liberté de mouvement : Les sujets des Natchez semblent avoir rencontré peu d'opposition s'ils choisissaient simplement de s'éloigner de la proximité du Grand Soleil, ce qu'ils faisaient généralement. Nous ne trouvons pas non plus de sens clair du fait de donner ou de recevoir des ordres, sauf dans le cadre immédiat (et décidément limité) du souverain.

Pour certains lecteurs, l'idée d'un monarque mort envoyé dans l'au-delà au milieu des cadavres de ses serviteurs peut évoquer des images des premiers pharaons. Certains des premiers rois connus d'Égypte, ceux de la première dynastie vers 3000 avant J.-C., ont en effet été enterrés de cette manière. Mais pas seulement en Égypte : Dans presque toutes les régions du monde où des monarchies se sont établies, de la cité-état dynastique d'Ur en Mésopotamie à la Chine des Shang, en passant par le système politique de Kerma en Nubie. On trouve également des descriptions littéraires crédibles en Corée, au Tibet, au Japon et dans les steppes russes. Quelque chose de similaire semble s'être produit dans les sociétés Moche et Wari d'Amérique du Sud, ainsi que dans la ville mississippienne de Cahokia.

Nous ferions bien de réfléchir un peu plus à ces massacres, car la plupart des archéologues les considèrent désormais comme l'une des indications les plus fiables de l'existence d'un processus de "formation d'un État". Ils suivent un schéma étonnamment cohérent. Presque invariablement, ils marquent les premières générations de la fondation d'un nouvel empire ou d'un nouveau royaume, et sont souvent imités par des rivaux dans d'autres

ménages d'élite ; ensuite, la pratique disparaît progressivement (bien qu'elle survive parfois dans des versions très atténuées, comme le sati ou le suicide des veuves dans des familles essentiellement kshatriya - la caste des guerriers - dans une grande partie de l'Asie du Sud). Dans un premier temps, la pratique du meurtre rituel autour d'un enterrement royal tend à être spectaculaire : presque comme si la mort d'un souverain signifiait un bref moment où la souveraineté se libérait de ses entraves rituelles, déclenchant une sorte de supernova politique qui anéantit tout sur son passage, y compris certains des individus les plus hauts et les plus puissants du royaume.

Ce pouvoir souverain dans des royaumes minuscules et des cours miniatures existait toujours avec un noyau de parents de sang et une collection hétéroclite d'hommes de main, d'épouses, de serviteurs et de parasites assortis. Certaines de ces cours semblent avoir été assez magnifiques, laissant derrière elles de grandes tombes et les corps de serviteurs sacrifiés. La plus spectaculaire, celle de Hierakonpolis, comprend non seulement un nain mâle (ils semblent être devenus très tôt un élément incontournable de la société de cour), mais aussi un nombre important d'adolescentes et ce qui semble être les vestiges d'un zoo privé : une ménagerie d'animaux exotiques comprenant deux babouins et un éléphant d'Afrique. Ces rois donnent tous les signes de revendications cosmologiques grandioses et absolues, mais peu de signes de maintien du contrôle administratif ou militaire de leurs territoires respectifs.

En résumé, le Natchez Sun, comme on appelait le monarque, habitait un village dans lequel il semblait exercer un pouvoir illimité. Le moindre de ses mouvements était salué par des rituels élaborés de déférence, de courbettes et de grattage ; il pouvait ordonner des exécutions arbitraires, s'approprier n'importe quelle possession de ses sujets, faire à peu près tout ce qui lui plaisait. Cependant, ce pouvoir est strictement limité par sa propre présence physique, qui à son tour est largement confinée au village royal lui-même.

La plupart des Natchez ne vivaient pas dans le village royal, en fait, la plupart avaient tendance à éviter l'endroit, pour des raisons évidentes. En dehors de celui-ci, les représentants royaux n'étaient pas traités sérieusement. Si les sujets n'étaient pas enclins à obéir aux ordres de ces représentants, ils s'en moquaient tout simplement. Ainsi, si la cour du Soleil Natchez n'était pas un pur théâtre vide - les personnes exécutées par le Grand Soleil étaient bel et bien mortes - elle n'était pas non plus la cour de Soliman le Magnifique ou d'Aurangzeb.

Il n'y a pas de signes de Rois, de violence, de murs construits pour la défense et la protection dans les dizaines de nouvelles villes et cités qui ont été découvertes ces dernières décennies. La Grèce n'était pas le premier État démocratique, il semble que les civilisations étaient dirigées par des conseils locaux. Ces exemples prendraient des centaines de pages à développer, alors laissez-moi aller à l'essentiel, ce que cela pourrait signifier pour notre avenir.

Je suis également en train de lire le remarquable ouvrage de Bill Bryson, paru en 2018, intitulé "Le corps : Un guide pour les occupants". Dans le chapitre sur les pandémies, il explique comment les scientifiques s'inquiètent de la grippe aviaire, qui peut tuer jusqu'à 60 % des personnes qui l'attrapent. Nous avons eu de la chance avec le covid-19, le taux de mortalité n'était pas assez élevé pour empêcher la plupart des travailleurs essentiels de se présenter. Mais dans le cas d'une grippe aviaire ou d'une autre pandémie avec un taux de mortalité de 10%, la société s'arrêterait. Personne n'irait au travail. Les magasins manqueraient de nourriture. Les incendies seraient hors de contrôle.

Sans doute inspiré par les livres de Graeber et de Bryson, j'ai rêvé que la grippe aviaire était arrivée et que, pour y faire face, le groupe de quartier progressiste dont je fais partie se réunissait et faisait du porte-à-porte pour demander aux gens de cultiver de la nourriture, en particulier des pommes de terre. Si un ménage n'était pas disposé à le faire, nous lui avons demandé s'il laisserait d'autres personnes cultiver dans son jardin en échange de la moitié de la production, et nous avons trouvé des gens prêts à le faire. Tout cela au sein du quartier pour maintenir la confiance. Nous avons également demandé s'il y avait des pommes de terre ou des graines en trop afin de commencer à les cultiver immédiatement et de les partager avec le voisinage.

Dans l'idéal, nous aurions déjà mis en place ces conseils pour faire face au dépassement, et nous aurions réalisé de nombreux projets, comme la plantation d'arbres fruitiers et de noix, l'installation de réservoirs d'eau qui isolent également les maisons, et bien d'autres choses encore, explorées plus en profondeur dans les Transition Towns, la permaculture, et des organisations telles que resilience et postvcarbon.org. Les villes locales, l'État et le gouvernement fédéral collaboreraient avec les conseils de quartier pour fournir des semences, des réservoirs d'eau, de la nourriture, etc. Aujourd'hui, les villes disposent de groupes de travail chargés de formuler des recommandations. Ces groupes pourraient peut-être devenir des conseils ou des départements existants dotés de plus de pouvoirs afin de donner aux citoyens un plus grand contrôle sur la gouvernance et de tenir à distance le chaos et la violence.

Et puis ce matin, j'ai lu un article sur les rêves dans "L'aube de tout". Voici comment une tribu amérindienne les voyait :

En 1649, le père Ragueneau a écrit que les Wyandots du lac Ontario croyaient que les désirs secrets sont communiqués dans les rêves dans un langage indirect et symbolique, difficile à comprendre, et qu'ils passaient donc beaucoup de temps à essayer de déchiffrer le sens des rêves des autres et à consulter des spécialistes. C'était bien avant que Freud n'écrive sur les rêves en 1899, considéré par beaucoup comme l'un des événements fondateurs de la pensée du XXe siècle.

Les "devinettes" étaient souvent pratiquées en groupe, et il arrivait qu'en hiver, une ville se consacre à l'organisation de fêtes collectives et de drames pour que les rêves d'un homme ou d'une femme importants se réalisent.

La plupart des traditions ne sont pas documentées. De nombreuses autres sociétés ont été entièrement détruites, ou réduites à des vestiges traumatisés, bien avant que de tels documents puissent être écrits. On ne peut que se demander quelles autres traditions intellectuelles ont pu être perdues à jamais.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Une nouvelle étude de Covid montre que les États où les mesures de confinement sont fréquentes présentent les pires résultats en matière de santé

Ryan McMaken 14/04/2022



MISES WIRE



Aussi difficile à croire que cela puisse paraître, le régime chinois applique toujours une stratégie de "zéro covid" et prétend pouvoir éradiquer entièrement le covid grâce aux mesures de confinement et aux vaccinations. La politique draconienne, cauchemardesque et quasi-totale de confinement de la Chine - qui reste notamment "nécessaire" en dépit de la vaccination généralisée - a récemment été relancée à Shanghai, où les habitants luttent désormais pour trouver de la nourriture. Mais le régime n'a fait que redoubler cette politique, le président chinois Xi Jinping déclarant que *"la persistance est une victoire"*.

Cette approche n'a cependant aucun fondement scientifique réel et contredit des décennies de recherches épidémiologiques condamnant les lockdowns. En outre, une étude conjointe réalisée en 2021 par l'USC et la Rand Corporation a conclu à une *"augmentation de la surmortalité"* à la suite de *"la mise en œuvre des politiques de SIP [abris sur place]"*.

Cette semaine, une nouvelle étude publiée par le **National Bureau of Economic Research** a révélé que les États où les lockdowns sont les plus sévères ont tendance à obtenir les pires résultats dans une mesure composite de la

mortalité, des performances économiques et de l'éducation. Les États qui ont obtenu les meilleurs résultats étaient souvent des États où les lockdowns étaient faibles ou inexistants, l'Utah et le Nebraska étant en tête de liste.

L'étude, rédigée par Phil Kerpen, Stephen Moore et Casey B. Mulligan, a également conclu que la Floride, l'Arkansas, la Virginie-Occidentale et l'Utah "étaient des exceptions" qui ont obtenu des résultats étonnamment bons par rapport à leurs voisins. La Californie, l'Illinois, le Nouveau-Mexique et le Colorado, en revanche, ont obtenu des résultats plus médiocres que leurs voisins.

La principale valeur du rapport est qu'il prend des variables économiques, éducatives et sanitaires et les normalise entre les États. Par exemple, il est difficile de comparer utilement les économies lorsque certains États sont beaucoup plus dépendants des industries de services que d'autres. Dans ce cas, les auteurs trouvent la *"performance économique combinée"* des États en tenant compte de la nature de l'économie de chaque État. Selon ce critère, les États qui ont obtenu les meilleurs résultats pendant la pandémie sont les États à faible taux d'isolement, à savoir le Montana, le Dakota du Sud, le Nebraska, l'Idaho et l'Utah. Les États qui ont obtenu les pires résultats sont ceux où le confinement est le plus fort, à savoir Hawaï, le New Jersey, le Connecticut, New York et l'Illinois.

En ce qui concerne l'éducation - dont les auteurs notent qu'elle est étroitement liée à la fois aux performances économiques et à la mortalité à long terme - les auteurs examinent l'interdiction de l'enseignement en personne, État par État, et la "perte d'apprentissage" présumée qui en résulte. Dans ce cas, les meilleurs résultats ont été obtenus par le Wyoming, l'Arkansas, la Floride, le Dakota du Sud et l'Utah. Les moins performants étaient la Californie, l'Oregon, le Maryland, Washington et Hawaï.

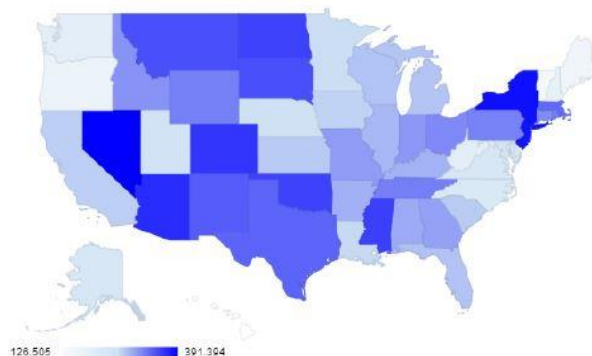
Bien sûr, face à de telles statistiques, les défenseurs du confinement admettront probablement que la perte d'opportunités éducatives et de prospérité économique est regrettable. Mais ils diront que l'éducation et les droits de propriété ont dû être limités au nom de la prévention de la mortalité et de la protection de la "santé publique".

Alors que constatons-nous en examinant les résultats réels en matière de mortalité et de santé ? Dans ce cas, les auteurs ont contrôlé des variables de santé clés comme la prévalence de l'obésité, du diabète et de la vieillesse.

Si l'on tient compte de ces variables, les États à forte densité de population ont effectivement obtenu de bons résultats, le Vermont, Hawaï, le Maine, l'Oregon et le New Hampshire arrivant en tête. Mais, dans ce cas, les États où l'éclatement de la famille est important figurent également parmi les moins performants, le Nevada, New York, le New Jersey, l'Arizona et le Colorado se classant en bas de la liste.

En outre, cette mesure souligne à quel point les fermetures peuvent être peu pertinentes lorsqu'on examine les résultats en matière de mortalité. Par exemple, si nous regardons au-delà des cinq premières et dernières places du classement de la mortalité, nous trouvons des comparaisons intéressantes.

Décès associés au COVID ajustés en fonction de l'âge et de la santé métabolique pour 100 000 habitants (mise à jour du 9 mars) :



Si l'on tient compte de l'âge et de l'obésité, la Floride et le Michigan sont pratiquement identiques, même si le Michigan, sous la gouverne de Gretchen Witmer, a fait preuve d'une grande fermeté. La Floride, en revanche, est connue pour avoir abandonné très tôt les mesures de restriction et les mandats de masquage. L'État de Géorgie, qui a été accusé de pratiquer le "*sacrifice humain*" lorsqu'il a abandonné le lockdown, se classe mieux qu'une grande partie de la Nouvelle-Angleterre (Massachusetts, Connecticut, Rhode Island), qui s'est distinguée par la sévérité de ses mandats pour les masques.

Les classements qui ne tiennent pas compte de l'obésité et de l'âge passent bien sûr à côté de facteurs clés, comme en témoigne le fait que les résultats non ajustés en matière de covidités ont tendance à être particulièrement mauvais dans le Sud profond. Mais le Sud profond est aussi une région où les taux d'obésité sont depuis longtemps parmi les plus élevés, ce qui reflète les mauvais résultats en matière de santé dans toute une série de domaines. Pendant ce temps, nous devrions généralement nous attendre à ce que les meilleurs résultats en matière de santé proviennent des États de l'Ouest (à l'exception du Nouveau-Mexique, qui est une exception régionale en termes d'obésité), où les résidents ont tendance à être plus minces et en meilleure santé. Les habitants de la Nouvelle-Angleterre sont également en meilleure santé générale.

Pourtant, une fois que nous avons ajusté ces variables, les modèles habituels ne tiennent pas du tout. Au contraire, nous ne trouvons aucun lien clair entre la durée et la sévérité des mandats et les résultats en matière de mortalité.

Bien sûr, même s'il s'avérait que les États où sont imposés des mandats figurent de manière fiable et indiscutable parmi les États présentant les meilleurs résultats en matière de santé, cela ne justifierait toujours pas la fermeture forcée d'entreprises et les violations des droits de l'homme fondamentaux tels que le droit de rechercher un revenu et le droit de voyager. Les droits de l'homme fondamentaux ne disparaissent pas simplement parce qu'un agent de santé *non élu* déclare une urgence.

Ryan McMaken (@ryanmcmaken) est rédacteur en chef à l'Institut Mises. Envoyez-lui vos propositions d'articles pour le fil Mises et Power and Market, mais lisez d'abord les directives relatives aux articles. Ryan est titulaire d'une licence en économie et d'un master en politique publique et relations internationales de l'Université du Colorado. Il a été économiste du logement pour l'État du Colorado. Il est l'auteur de *Commie Cowboys : The Bourgeoisie and the Nation-State in the Western Genre*.

▲ [RETOUR](#) ▲

Lettre ouverte d'un médecin français « *suspendu* » aux Conseils de l'Ordre des Médecins

Publié le [janvier 2, 2022](#) par [Zineb](#)

Au Dr BOUET Patrick, Président du Conseil National de l'Ordre des Médecins, 4, rue Léon Jost, 75855 PARIS Cedex 17

Dr DEVYS Pierre-Yves, Président du Conseil Régional Ile-de-France de l'Ordre des Médecins, 9, rue Borromée, 75015 PARIS

Dr THERON Patrick, 4, rue Octave du Mesnil, 94000 CRETEIL

Le 18/12/2021

Messieurs et chers confrères : rendons-la médecine aux médecins

Messieurs et chers confrères,

Je vous adresse cette lettre ouverte pour vous exhorter à réagir face à l'incurie gouvernementale. Cette mascarade de politique prétendument sanitaire que nous, français, vivons n'a que trop duré et je pense que le conseil national de l'Ordre des Médecins a toute sa place pour rappeler à l'État le rôle du médecin.

Je tiens tout d'abord à vous rappeler vos devoirs envers les médecins. Vous avez pour mission de « *défendre l'indépendance et l'honneur de la profession médicale auprès de l'ensemble de la société française* ». Vous êtes les « garant[s] de la relation médecin-patient ».

Depuis la loi honteuse du 5 août 2021, vous acceptez que l'agence régionale de santé outre passe ses fonctions et soumette les médecins libéraux. Pourquoi acceptez-vous que cette entité administrative boursouflée interdise aux médecins d'exercer ?

L'État français s'est arrogé, en opposition complète avec le [serment](#) d'Hippocrate, la [déclaration](#) de Genève de 1948, l'[article 36](#) du code de déontologie médicale, les articles [R4127-36](#) et [L1122-1](#) du code de santé publique, l'[article 16-1](#) du Code civil français, le [code de Nuremberg](#) de 1947, l'article 25 de la [déclaration](#) d'Helsinki de 1996, les articles 5 et 16 de la convention d'[Oviedo](#) sur les Droits de l'Homme et la biomédecine de 1997, l'article [L1111-4](#) de la loi Kouchner de 2002, l'arrêt [Salvetti](#) de 2002, l'article 3 de la directive européenne [2001/20/CE](#), **le droit d'imposer lâchement un traitement expérimental à base d'ARN messenger au peuple français.**

Un confrère du conseil m'a obligeamment indiqué en août dernier qu'il était de son devoir de me convaincre d'accepter cette « vaccination ». Je vous rappelle qu'en vertu des textes de lois cités et en tant que personne majeure, non soumise à tutelle ou curatelle, j'ai le droit de décider de mon intérêt à participer ou non à des essais de phase 3 dont la fin est prévue le 27 octobre 2022 pour le laboratoire [Moderna](#) et le 15 mai 2023 pour le laboratoire [Pfizer](#). Si l'État français me refuse ce droit, pourquoi m'a-t-il donc donné des diplômes de docteur en médecine et de spécialiste en dermatologie et vénéréologie en 2016 et m'a donc par ce biais autorisé à prendre des décisions pour la santé de mes patients ? Serais-je devenue, sans que personne ne m'en ait informé, une mineure perpétuelle ?

La situation est grave car le gouvernement actuel, qui n'a pas conscience des limites de son pouvoir, cherche à nous retirer, à nous, médecins, notre capacité de décider des traitements que nous administrons à nos patients. Il a également émis une [liste limitative](#) des contre-indications à l'injection d'ARN messenger. Cela signifie-t-il que les médecins n'ont plus de légitimité à faire valoir leur art et leur expérience ?

Un médecin a-t-il le droit d'injecter un traitement expérimental à une personne alors même qu'il a conscience que le consentement de cette personne a pu lui être extorqué par l'État ? Notre serment d'Hippocrate ne nous enjoint-il pas à ne pas exploiter « [notre] pouvoir hérité des circonstances pour forcer les consciences » ? Qu'en est-il alors des corps ? Le médecin aurait maintenant le droit de forcer les corps ? Jamais vous ne me convaincrez de cette ineptie.

Alors que les pouvoirs législatif, judiciaire, médiatique ont laissé l'*hubris* présidentielle se déchaîner et l'ont même parfois encouragée, je pense que le médecin, conscient qu'il est des limites de son art, doit affirmer le principe de sacralité du corps humain.

Sommes-nous encore des médecins si nous acceptons d'être les instruments de cet État ? N'avez-vous pas conscience que l'État veut faire des médecins des techniciens médicaux sans âme ?

Avez-vous conscience que le gouvernement qui utilise actuellement l'autorité des médecins pour imposer des restrictions de tous ordres utilisera demain, dès que le vent tournera, les médecins comme boucs-émissaires ?

Je pense que nous risquons de perdre définitivement la confiance des Français.

Nous avons collectivement montré notre refus de traiter dans les meilleurs délais les personnes atteintes de la maladie à SARS-CoV-2.

Nous avons abandonné les patients non atteints de la maladie à SARS-CoV-2.

Nous nous sommes réfugiés derrière nos écrans, avec la téléconsultation, alors même qu'une nouvelle maladie inconnue était à définir.

Nous avons montré notre incapacité à nous opposer au viol du consentement des Français.

Nous avons montré notre incapacité à évaluer correctement les bénéfices et les risques de l'injection d'ARN messager.

Nous avons montré notre mépris du principe de précaution, notamment pour les enfants, les adolescents et les femmes enceintes alors même que l'histoire de notre discipline regorge d'exemples sordides incitant à la prudence.

Nous avons montré notre incapacité à rapporter efficacement les effets indésirables de l'injection d'ARN messager aux services de pharmacovigilance.

Nous avons montré notre incapacité à défendre les infirmières, les aides-soignantes et tous les autres soignants.

Quel exemple donnons-nous aux jeunes étudiants en médecine ?

Que ferons-nous demain quand l'étendue des complications de l'injection d'ARN messager sur les enfants, les adolescents, les jeunes adultes, les personnes âgées et surtout les femmes enceintes sera révélée ? Que dirons-nous durant les procès qui s'annoncent pour les décennies à venir ? Pensez-vous réellement que les hommes politiques nous protégeront ?

Enfin, je pense qu'il est temps pour le conseil de l'Ordre des médecins d'exiger du gouvernement le respect qui nous est dû et de retirer du code de la santé publique la loi n°2021-1040 du 5 août 2021 dont l'article [L3136-1](#) menace d'emprisonnement les médecins et soignants qui exercent sans avoir au préalable participé aux études de phase 3 des laboratoires Pfizer et Moderna.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, je vous prie d'agréer, Messieurs et chers confrères, l'expression de ma considération distinguée.

Docteur Zineb Deheb

Médecine et totalitarisme (1/5)

Publié le [avril 16, 2022](#) par [Zineb](#)

Cet écrit fait suite à une [lettre ouverte](#) adressée à trois confrères du conseil de l'Ordre des médecins, restée sans réponse. Il s'agit d'une réflexion sur la responsabilité des médecins dans ce que je pense être le plus grand désastre sanitaire, à savoir l'injection généralisée d'un produit expérimental à base d'ARNm de la protéine spike du Sars-CoV-2.

... « imagine que c'est toi-même qui mènes toute cette entreprise d'édification du destin de l'humanité dans le but, au final, de faire le bonheur des hommes, de leur donner au bout du compte le bonheur et le repos, mais que, pour cela, il serait indispensable, inévitable de martyriser rien qu'une seule toute petite créature, tiens, ce tout petit enfant, là, qui se frappait la poitrine avec son petit poing, et de baser cette entreprise sur ses larmes non vengées, toi, est-ce que tu accepterais d'être l'architecte dans ces conditions, dis-le, et ne mens pas ! »

Dostoïevski, *Les Frères Karamazov*, Actes Sud, 2002

« L'état de tutelle est l'incapacité de se servir de son entendement sans être dirigé par un autre. Elle est due à notre propre faute lorsqu'elle résulte non pas d'une insuffisance de l'entendement, mais d'un manque de résolution et de courage pour s'en servir sans être dirigé par un autre. Sapere aude ! Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! Telle est la devise des Lumières . »

Kant, *Qu'est-ce que les Lumières ?*

Par Zineb Deheb – Le 16 avril 2022 – Le Saker Francophone

Il n'était pas besoin d'être médecin pour comprendre qu'inoculer la nouvelle technologie à base d'ARNm à nucléoside modifié de la protéine spike du Sars-CoV-2 était dangereux et téméraire : refuser ce poison était à la portée de n'importe quel étudiant de 2^e cycle des études médicales. Expliquer en quoi les études des laboratoires pharmaceutiques étaient trompeuses serait une perte de temps. Le but de cet article est de présenter les arguments recueillis directement auprès des médecins (hommes et femmes, exerçant en libéral ou salarié, avec ou sans fonction universitaire) légitimant l'injection. L'enthousiasme général des médecins pour la nouvelle potion à ARNm semble incontestable. Il est donc fort probable que la majorité des médecins a soutenu un ou plusieurs de ces arguments à un moment ou à un autre depuis l'irruption du Sars-CoV-2. On remarquera, après analyse, que ces arguments sont bien faibles. L'acceptation de cette nouvelle technologie expérimentale est survenue dans un cadre plus général d'abandon pur et simple de la médecine hippocratique. Cet article tentera en dernier lieu de comprendre l'origine d'une telle indigence intellectuelle et morale.

Au préalable, il est important de signaler que cette entreprise d'empoisonnement généralisé par la nouvelle technologie expérimentale à ARNm n'a pu survenir qu'avec la participation passive et active de toute la population française. Tout a été mis en œuvre pour décrédibiliser tout traitement contre la maladie à Sars-CoV-2 afin de permettre l'autorisation de mise sur le marché conditionnelle de produits présentés comme des vaccins. En effet, **si un traitement contre le Sars-CoV-2 avait été reconnu par les instances régulatrices, la mise sur le marché de ces «vaccins» aurait été interdite.** Les médecins n'ont été qu'un maillon bien faible de cette grande opération commerciale. Si l'industrie pharmaceutique en collaboration avec l'État français a pu faire oublier aux médecins leurs engagements et leurs tabous, elle a également réussi à franchir une grande partie des défenses physiques et mentales des Français.

Par ailleurs, ce qui suit n'est pas un travail de recherche et ne vise pas l'exhaustivité. J'espère aider toutes les personnes victimes de maltraitance médicale à traverser leur deuil quels que soient la nature et l'ampleur de leurs pertes.

L'abandon de la médecine

Pour commencer, je me permets de rappeler les principes de base de la médecine humaine. Ces principes ne peuvent pas avoir été oubliés par les médecins. Ceci n'est pas un excès d'exigence. C'est même ce que la société attend des médecins : *une obligation de moyens sans obligation de résultat*. Les médecins ont une

obligation de formation continue et sont tenus de connaître les limites de leurs connaissances théoriques et pratiques et d'agir en conséquence. Il est important de savoir que le seul dénominateur commun à tous les médecins est simplement d'être studieux et d'avoir une bonne mémoire. Ces principes me sont restés en mémoire depuis qu'ils m'ont été enseignés entre 2004 et 2019. Pour les autres principes que je n'ai pas pu retenir, je me suis contentée d'écouter les nombreux scientifiques et professeurs de médecine qui ont partagé leur savoir.

Petit rappel de la médecine normale :

- **Le secret médical** est la base de la relation entre le médecin et le patient : le patient a une confiance complète en son médecin pour lui révéler son intimité et le médecin a alors toutes les informations importantes nécessaires au diagnostic et au traitement.
- Le médecin donne à son patient une information loyale, claire et appropriée avant d'administrer un traitement.
- Un traitement doit être donné après avoir recueilli le consentement libre et éclairé du patient.
- Le médecin ne laisse pas une infection s'installer avant de traiter son patient.
- Le médecin voit en consultation des patients malades.
- Avant de donner un traitement, le médecin examine son patient.
- Avant de réaliser un test à visée diagnostique, le médecin examine son patient. Le but est de limiter les faux-positifs et les faux-négatifs.
- Un test à visée diagnostique n'a d'intérêt que si le médecin a un traitement à proposer.
- Un test PCR ne se fait pas à la légère car le risque de faux-positif est important.
- Dans la mesure du possible, on ne doit pas traumatiser les enfants par des tests ou des prises de sang car le traumatisme persiste toute leur vie.
- **Un produit expérimental n'obtient pas d'autorisation de mise sur le marché 1 an après sa fabrication mais après au moins 10 ans.**
- Les molécules n'ont pas une fonction unique dans le corps. Leur fonction dépend notamment de leur environnement et des molécules auxquelles elles se lient.
- Les vaccins sont des protéines.
- Les vaccins ne sont ni trimestriels, ni quadrimestriels, ni semestriels mais confèrent une immunité stable.
- **On ne donne pas en population générale un produit anti-infectieux partiellement efficace car cela favorise le développement de mutants résistants.**
- Les produits expérimentaux ne doivent, en aucun cas, être administrés en population générale et, en particulier, à des enfants ou à des femmes enceintes.
- La balance bénéfice-risque s'estime au niveau individuel et non au niveau collectif.

Tous ces principes ont été ignorés durant ces deux années avec une facilité déconcertante. L'engouement pour les études randomisées, contrôlées contre placebo, en double aveugle et multicentriques est également incompréhensible. Les médecins n'ont jamais attendu ce type d'étude pour traiter leurs patients. Seuls les laboratoires pharmaceutiques peuvent se permettre de sortir ce type d'étude onéreuse et laborieuse dans les meilleurs délais. L'infection à Sars-CoV-2 était une maladie rare au moment de sa survenue fin 2019 et les médecins ont toujours su agir face à une maladie rare. Je vous donne un exemple.

Durant la dernière année de mon internat, nous avons été confrontées à un cas très complexe d'une patiente sous immunosuppresseurs qui présentait un volumineux botriomycome digital avec un risque important d'hémorragie. La tumeur avait récidivé après son exérèse chirurgicale et les traitements antiviraux avaient échoué. Cette tumeur était causée par un parpox virus. Le nodule d'Orf n'a aucun traitement parce qu'il régresse spontanément chez les personnes qui ont une immunité saine. Pour les personnes plus fragiles, il n'y a pas de traitement «consensuel» car les cas sont exceptionnels. Le cas semblait désespéré : si on diminuait la dose des médicaments suppresseurs de l'immunité, la patiente risquait de perdre son greffon rénal. Une de mes co-internes s'était donnée pour mission de traiter cette patiente. Elle a donc épluché la littérature scientifique et

a trouvé un article décrivant un cas de guérison par cryothérapie. Elle s'est donné les moyens de mettre en œuvre le traitement proposé par le «*case report*». Elle a demandé l'aide d'un chirurgien plasticien qui lui a expliqué comment réaliser l'anesthésie loco-régionale du doigt puis, une fois par semaine, elle a traité la tumeur par cryothérapie jusqu'à régression complète. Les complications de l'anesthésie loco-régionale et de la cryothérapie sont bien connues parce que ce sont des traitements anciens. Avant cela, elle a demandé, en réunion, à ses supérieurs, l'autorisation de mener ce traitement. Personne ne l'avait accusée de charlatanisme, personne ne lui avait demandé de revenir avec une étude randomisée contrôlée contre placebo, en double aveugle, multicentrique. Ma consœur a pu ainsi, sur la base d'une seule étude sur un seul patient, éviter une amputation à sa patiente. Avant l'irruption du Sars-CoV-2, un médecin qui prenait ce genre d'initiative était considéré comme un bon médecin.

Les médecins ont oublié leur éthique, leurs connaissances médicales et leur rôle. S'ils ont pu justifier l'inoculation généralisée d'ARNm à la population française et en particulier l'inoculation des femmes enceintes, c'était sur la base d'arguments tout à fait contestables.

Les ressorts de l'abomination : de mauvaises prémisses

Comprendre comment l'abomination est rationalisée et justifiée m'intéresse au plus haut point. Je vous présente donc ce long travail de dissection. Afin de raccourcir les temps de discussion avec mes confrères, je m'étais tout de suite attaquée au problème de la femme enceinte. Les raisonnements tenus par ces médecins peuvent être généralisés à tout le monde : ce que l'on donne, les yeux fermés, à une femme enceinte, tout le monde peut le recevoir les yeux fermés. La femme enceinte représente virtuellement tout le monde : c'est une adulte saine qui «*héberge*» un enfant. Mais elle est extrêmement fragile et se rapproche dans une certaine mesure de la maladie : elle a un trouble immunitaire qui permet le développement de cellules du non-soi en elle. Quand on autorise un produit à une femme enceinte, cela équivaut quasiment à l'autoriser aux enfants, aux adultes, aux personnes saines, aux personnes présentant des troubles immunitaires et/ou des cancers. L'inoculation d'ARNm a d'ailleurs été infligée à l'ensemble de ces catégories de la population française.

Avant l'irruption du Sars-CoV-2, les médecins ne donnaient aucun traitement aux femmes enceintes, à moins d'un risque de mort imminente ou de maladie chronique très grave. J'ai donc été consternée de constater que les médecins avaient accepté d'inoculer l'ARNm aux femmes enceintes. Voici quelques-uns de leurs arguments :

- La vaccination est indispensable parce qu'elles sont sujettes à des formes graves.
- En plus, les femmes enceintes «*vaccinées*» ont un moindre risque de thrombose que les femmes enceintes «*non vaccinées*» .
- Les femmes enceintes «*vaccinées*» qui développent tout de même des thromboses suite au «*vaccin*» auraient eu, de toute façon, des complications thrombotiques dans le cas d'une infection par Sars-CoV-2.
- Et les informer de notre méconnaissance des effets secondaires à long terme sur elles comme sur leur enfant reviendrait à influencer leur décision (ce qu'il ne faut surtout pas faire).

Ces propos m'ont fait comprendre après une longue période de déni que les médecins avaient abandonné la médecine. Ils ont abandonné les connaissances apprises en faculté de médecine et les principes éthiques du Serment d'Hippocrate que tous les médecins prononcent le jour de l'obtention de la thèse d'exercice. Leur raisonnement est vicié et ne peut plus être qualifié de «*médical*» .

La mauvaise estimation de la balance bénéfice-risque

Le 1^e argument est le signe d'une mauvaise évaluation de la balance bénéfice-risque. Il s'agit d'une évaluation du risque d'effets indésirables que l'on accepte de prendre en regard du bénéfice attendu, à savoir l'amélioration de l'état de santé. Une personne en danger de mort acceptera un traitement dangereux si elle pense que sa survie peut être prolongée. Une personne handicapée par une maladie rare acceptera d'être cobaye si on lui fait

caresser l'espoir que le handicap pourrait disparaître. A l'inverse, une personne atteinte d'un rhume n'acceptera pas de finir aveugle suite à la prise d'un médicament contre la toux.

Il est impossible de conclure qu'injecter l'ARNm est moins dangereux pour une femme enceinte que de développer l'infection à Sars-CoV-2 tout simplement parce que personne ne sait si l'ARNm est sûr. Les effets secondaires d'un traitement peuvent être dangereux pour la femme enceinte par plusieurs aspects : pour sa propre santé, pour la survie et le développement de son enfant, pour la poursuite de la grossesse, pour le déroulement d'une grossesse ultérieure.

Les médecins se sont révélés plus confiants que le laboratoire lui-même puisque le laboratoire Pfizer n'a pas fait d'étude sur l'innocuité de l'ARNm dans la population des femmes enceintes. De toute façon, les études sur les femmes enceintes ne sont pas éthiques.

Le principe de la balance bénéfice-risque, qui n'est qu'une forme de pragmatisme, ne s'évalue qu'au niveau individuel. Un médecin ne traite que son patient et son entourage proche. Un médecin n'a pas pour vocation de traiter la population française générale avant son patient ou de sacrifier son patient pour la population française.

Une méconnaissance des statistiques

Le 2^e argument confine au ridicule. En voici une petite reformulation : injecter l'ARNm chez une femme enceinte pourrait empêcher la survenue de thromboses. Autrement dit, l'ARNm pourrait être un anticoagulant. Cet argument ne tient pas non plus du point de vue d'un statisticien. En effet, pour pouvoir comparer deux groupes : les femmes enceintes «*vaccinées*» et les femmes enceintes non «*vaccinées*», il faut que les femmes enceintes soient comparables du point de vue, notamment, de l'âge et de l'état de santé avant et pendant la grossesse. La deuxième condition essentielle est que ces femmes «*vaccinées*» soient en nombre suffisant. Il s'agit du principe de puissance statistique. Si une étude scientifique a une grande puissance, le résultat de l'étude sera dit «*significatif*» et exploitable pour aider à établir des liens de causalité entre un produit et ses effets. Il faut beaucoup de cobayes «*vaccinés*» pour juger de l'effet de l'ARNm. Si vous ne «*vaccinez*» que 2 femmes enceintes et que vous comparez la probabilité qu'elles développent une thrombose par rapport à la probabilité que 5000 femmes enceintes non «*vaccinées*» développent une thrombose, vous n'êtes pas crédible. La probabilité de trouver une thrombose chez 5000 femmes est plus élevée que chez 2 femmes. C'est le hasard : cela ne signifie pas que votre nouvelle potion protège des thromboses.

En somme, pour savoir si les femmes enceintes peuvent développer des thromboses à cause de l'ARNm, les femmes enceintes doivent devenir des cobayes. Et il faut un nombre conséquent de cobayes pour tirer des conclusions exploitables sur les effets de l'ARNm. C'est la raison pour laquelle vous remarquerez que, quand des effets délétères sont découverts chez des femmes enceintes «*vaccinées*», dans une étude de pharmacovigilance¹, la conclusion sera que le lien entre les effets délétères et la «*vaccination*» n'est pas prouvé. Autrement dit, il n'y a pas eu assez de cobayes pour dire que l'ARNm est dangereux.

Une méconnaissance de l'immunologie

Le 3^e argument dénote une méconnaissance de l'immunologie. La réaction immunitaire à un agent viral dépend de la porte d'entrée empruntée par cet agent. Quand le virus est inhalé, il rencontre le système immunitaire des muqueuses. Quand le virus est injecté, il dépasse la barrière cutanée et rencontre un système immunitaire différent. Des systèmes immunitaires différents réagissent différemment. Si on suppose que le dérèglement immunitaire au contact de l'ARNm de la protéine spike est une des causes de thromboses, on ne peut pas conclure que le risque de thrombose est identique que l'on reçoive le virus par inhalation ou par injection.

Le 3^e argument présente également un problème éthique : pourquoi exposer avec certitude une femme enceinte à un risque en la «vaccinant» ? Alors qu'il est tout à fait possible qu'elle ne rencontre jamais le Sars-CoV-2 durant sa grossesse.

Le paternalisme

Le 4^e et dernier argument montre que certains médecins cachent intentionnellement les risques à la femme enceinte. Ils supposent savoir mieux que la femme enceinte quel risque elle peut prendre pour sa grossesse sans l'informer de la nature de ce risque. Il s'agit d'un abus de confiance. Personne ne connaît précisément les risques d'une injection d'ARNm : ni à court terme ni à long terme. Dire que le produit est expérimental et que le risque est inconnu aurait été plus honnête et aurait permis à la femme enceinte de décider de manière un peu plus «éclairée» .

Le mépris du principe de précaution

Le principe de précaution est aussi connu dans sa formulation latine *primum non nocere*. Le but de tout médecin normal est que son patient sorte de son cabinet en étant en meilleur santé qu'en y rentrant. Tous les médecins savent qu'ils ne doivent donner aucun traitement aux femmes enceintes et, ceci, sous aucun prétexte, en dehors du risque de mort plus ou moins imminente ou de maladie très grave. Ce principe est un des plus ancrés chez les médecins, c'est un tabou ultime. Ce tabou est le résultat de décennies de scandales sanitaires plus ou moins connus. Par exemple, dans les années 60, le thalidomide administré à des femmes enceintes pour des vomissements a provoqué des malformations graves visibles dès la naissance de leur enfant. Dans les années 70, le distilbène administré à des femmes enceintes en prévention des fausses couches a provoqué une stérilité chez les filles de ces femmes. Cet effet indésirable a donc été découvert quand ces filles ont souhaité devenir mères. Depuis les années 80, le valproate administré aux femmes enceintes a provoqué de nombreuses malformations graves et des troubles du spectre autistique.

Il n'est pas non plus admissible qu'un médecin administre un produit expérimental à une femme en âge de procréer. Ces femmes ont effectivement une capacité limitée en ovocytes que le médecin ne se permet de détruire en administrant des médicaments qu'en cas de cancer ou de maladie auto-immune engageant le pronostic fonctionnel d'un organe (risques d'insuffisances cardiaque, pulmonaire, hépatique, rénale etc...) voire le pronostic vital. Ce commandement est aussi le résultat de la découverte que certaines molécules restent stockées dans l'organisme des femmes et causent des malformations en cas de grossesse. Par exemple, l'acitrétine utilisée pour les troubles de la kératinisation est prescrite avec un protocole de prévention des grossesses strict pour les femmes jeunes. On a d'ailleurs découvert en 2017 que le métabolite de l'acitrétine ne restait pas dans le corps 2 ans mais 3 ans ². Les médecins savent se prémunir contre l'incertitude des connaissances médicales et, pour ce que j'en sais, les dermatologues ne prescrivent tout simplement plus cette molécule aux femmes jeunes.

Les médecins savent également stériliser les hommes. La stérilisation des hommes reste un effet secondaire accepté par le médecin et la personne malade en regard du risque de décès ou de perte d'organe vital, par exemple, en cas de cancer du système hématopoïétique.

Il n'est pas admissible de donner un traitement à un enfant ou un adolescent en pleine croissance. En effet, le développement de l'enfant est un processus extrêmement complexe qui n'est que partiellement compris, notamment par les endocrinologues. Une molécule administrée durant la croissance peut l'altérer par des biais souvent inattendus et dans des délais inconnus. L'exemple connu de tous les médecins est celui de la corticothérapie qui peut tout simplement ralentir la croissance des enfants et adolescents. Je donne un autre exemple dans la deuxième partie de l'article.

Pour conclure, ce produit n'aurait dû être administré à aucun Français car l'étude dont il a fait l'objet était officiellement beaucoup trop courte et n'est toujours pas finie. Les études scientifiques sont censées durer au moins 10 ans. La durée extrêmement longue est liée au fait que l'effet des médicaments que l'on donne est tellement incompris, vu la complexité de la physiologie humaine, que les expérimentateurs attendent de voir si un cancer ou une maladie autre apparaît dans ce laps de temps. Cette longue durée ne garantit pas non plus l'innocuité d'un médicament. En généralisant l'administration du médicament à une population qui, très souvent, n'était pas incluse dans les tests, des nouveaux effets apparaissent. En augmentant le nombre de personnes recevant le médicament, les effets rares du médicament apparaissent enfin.

Prévoir que l'ARNm provoquerait de [nombreux](#) effets délétères ne relevait donc ni du génie ni de la prescience mais d'un calcul élémentaire de probabilité appliquée à la pharmacologie et la physiologie humaines, disciplines enseignées durant le 2^e cycle des études médicales. L'administration généralisée de la technologie expérimentale à l'ARNm est une mise en jeu du potentiel de reproduction de l'espèce humaine. Nous saurons dans environ 40 ans (voire [plus tôt](#) selon l'ampleur de la catastrophe) si la fertilité des Français aura diminué à cause de cette nouvelle technologie expérimentale. D'où l'importance de garder, en France, un groupe «*témoin*» de personnes non inoculées pour effectuer la comparaison.

L'engouement des médecins pour cette entreprise mortifère est tellement incompatible avec les missions dont ils se prévalent qu'une tentative d'explication s'impose.

Le phénomène totalitaire en bref

La France s'est confortablement installée dans un système totalitaire qui cherche à contrôler tous les aspects de la vie des Français : leurs actes privés et publics, leurs pensées, leurs émotions. Ce contrôle s'est d'abord exercé par le biais de lois absurdes que les rouages de la machine étatique se sont chargés de faire appliquer. Ce contrôle s'exerce ensuite au domicile par le biais des médias de masse au service direct du pouvoir. Un grand nombre de Français s'est ensuite senti investi de la mission de transmettre et de faire appliquer la bonne parole par le biais de la pression sociale, de la délation, de l'exclusion. Le monde tente de garder l'apparence de la normalité mais s'est transformé en cauchemar grâce au pouvoir de la perversion. Un petit exemple : avant l'irruption du Sars-CoV-2, un test à visée diagnostique était un mauvais moment à passer que les personnes malades acceptaient en vue d'améliorer leur état de santé. Depuis l'irruption du Sars-CoV-2, un test à visée diagnostique est devenu un viol dont le but est de stigmatiser une personne saine et de dégrader son état de santé. La dégradation de la santé est directe : se faire racler la lame criblée de l'ethmoïde par un long écouvillon peut provoquer des [dommages](#) ; et indirecte : être déclaré paria au sein même de sa famille et de son lieu de travail n'aide en rien le système immunitaire. Un long travail de sape a été nécessaire pour que des êtres humains acceptent une telle atteinte à leur intégrité physique et mentale et pour que des êtres humains acceptent que leurs enfants subissent ensuite de tels outrages.

Ariane Bilheran, docteur en psychopathologie, [explique](#) que le phénomène totalitaire est caractérisé par «*l'arbitraire, la logique de quotas, la recherche du mouvement éternel permettant d'assurer un contrôle des masses*». La paranoïa s'installe et l'ennemi change régulièrement : le vieux, le jeune, l'enfant, le soignant, le mono-dosé, le double-dosé, le triple-dosé, etc... Les outils classiques du harcèlement (conflit de loyauté, injonctions contradictoires, culpabilisation, instillation de la peur, isolement) sont utilisés. Le but est d'isoler et de développer la méfiance de tous contre tous. «*Le pouvoir paranoïaque veut dévorer*» l'«*intime*» et s'attaque à la sacralité de la personne humaine.

Ce harcèlement³ a également utilisé les outils de l'hypnose qui consiste à mener les victimes à un état modifié de conscience par différents procédés. Parmi eux, le «*refrain et le saupoudrage*» de mots scandés à l'infini, régulièrement, quotidiennement servaient à créer la transe hypnotique. La confusion et la saturation induites par des informations contradictoires, incongrues, choquantes visaient à sidérer et créer une brèche psychique. Les suggestions hypnotiques insérées alors ont la particularité de résister à l'épreuve de la réalité. Pour soumettre

ceux qui n'ont pas cédé à l'hypnose et ceux qui sont sortis de l'état d'hypnose, il reste, en dernier recours, la violence avec la promesse de la mort économique et la promesse de la mort sociale.

Les médecins ont été les premières cibles de ce harcèlement de masse et de cette hypnose, ce qui les a conduits à abandonner leur rôle de médecin.

Zineb Deheb

Notes

1. Si vous prenez le temps d'éplucher ce [rapport](#) de pharmacovigilance de Lyon et Toulouse, vous remarquerez des coïncidences répétées : des événements graves surviennent quelques jours après l'inoculation d'ARNm
2. Décembre 2017, *Prescrire*, Tome 37 N°410, pp.905-906
3. Paragraphe inspiré par la [présentation](#) du Dr Louis Fouché lors de la 39^e réunion du Conseil Scientifique

Indépendant, datée du 20/01/2022

▲ [RETOUR](#) ▲

.C'est mon histoire et je ne m'y tiendrai pas

Par Tom Lewis | 14 avril 2022

THE DAILY IMPACT



Comme de minuscules ruisseaux d'eau de fonte s'écoulant des bancs de neige du mois de mars, des récits modestes mais croissants commencent à couler à contre-courant des opinions qui ont dominé les têtes parlantes et les mains d'écriture pendant de nombreux mois. Des opposants apparaissent de plus en plus souvent pour dire : "Attendez un peu ! Arrêtez de serrer vos perles et de grincer des dents, les choses ne sont pas aussi mauvaises que nous le pensions."

ITEM : Le redécoupage des districts du Congrès, requis tous les dix ans à l'issue du recensement national, est presque terminé.

Pendant deux ans, les tambours de guerre nous ont dit que les responsables des États rouges allaient redessiner leurs circonscriptions de manière à ne plus jamais perdre une élection et à devenir, au moins dans ces États, une classe dirigeante permanente. Le processus est presque terminé, et le résultat semble être la carte politique la plus équitable depuis 50 ans, avec un nombre identique de districts à tendance républicaine et démocrate. Dans chaque cas, il s'agit de 216 à 219 sièges, 218 étant le nombre requis pour obtenir la majorité.

ITEM : En 2021, plus de 440 projets de loi visant à restreindre l'accès au vote ont été déposés dans les législatures de 49 États (cependant, seuls 39 projets de loi ont été adoptés, dans 19 États). Encore une fois, les tambours de guerre ont proclamé sans relâche la fin de la démocratie, alors que de plus en plus de personnes étaient privées du droit de vote. Il s'avère cependant que a) la plupart des restrictions adoptées n'ont, en fait, fait que supprimer des mesures récentes conçues pour faciliter l'accès au vote pendant la pandémie (des choses comme le vote en voiture et les boîtes de dépôt des bulletins de vote par courrier étaient inconnues avant 2020), et b) en tant que restrictions, elles ne semblent pas fonctionner. Un exemple concret : le mois dernier, le Texas a organisé les premières primaires depuis la promulgation de ce que les vendeurs de perles ont décrit comme leurs lois

draconiennes contre le vote. Mais il s'est avéré que près de trois millions de Texans ont voté - une augmentation à deux chiffres de la participation électorale par rapport à 2018.

ITEM : Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous avons été éduqués à avoir peur de la Russie. C'était bon pour le budget de la "défense". Nous avons dû y renoncer pendant un certain temps après l'effondrement de l'Union soviétique, mais nous l'avons repris avec joie pendant que Poutine reconstruisait la Fédération de Russie pour lui redonner - dans son esprit - sa gloire passée. (J'avais un chien qui, lorsque je lui parlais brusquement, glapit de consternation. Nous étions - et sommes toujours - comme ça avec la Russie). Aujourd'hui, la Russie a exposé toute sa puissance au monde entier avec son invasion de l'Ukraine. Son armée de conscrits a un moral terrible, est mal entraînée et dirigée, abandonne son matériel et le champ de bataille à la première occasion. Son équipement est vieux, fragile et inadapté à l'usage qui en est fait. Ses quartiers-maîtres semblent incapables de maintenir les troupes nourries et équipées, les machines alimentées en carburant ou les canons approvisionnés en munitions. Ses communications ne fonctionnent pas, ne sont pas utilisées correctement ou sont peu sûres. **Je propose que nous cessions simplement d'avoir peur de la Russie : son économie représente un vingtième de la taille des États-Unis et est plus petite que celle de la France.**

PAS UN OBJET : D'autre part, le récit qui devrait nous faire sortir de nos collants de yoga et nous pousser à une telle clameur qu'aucun politicien n'oserait l'éviter, c'est le récit sur **le changement climatique**. Le récit accepté est le suivant : *"de mauvaises choses vont se produire dans une cinquantaine d'années, et nous devons faire quelque chose rapidement"*. La réalité est que des choses terribles se produisent déjà, avec une fréquence et une gravité toujours plus grandes, et qu'aucun pays au monde ne fait un effort sérieux pour y faire face.

Il ne s'agit donc pas de dire *"ne vous inquiétez pas, soyez heureux"*. Il s'agit de vérifier vos récits pour vous assurer que vous êtes effrayé par les bons.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les renouvelables dépassent maintenant le nucléaire dans le monde

Philippe Gauthier 2 avril 2022

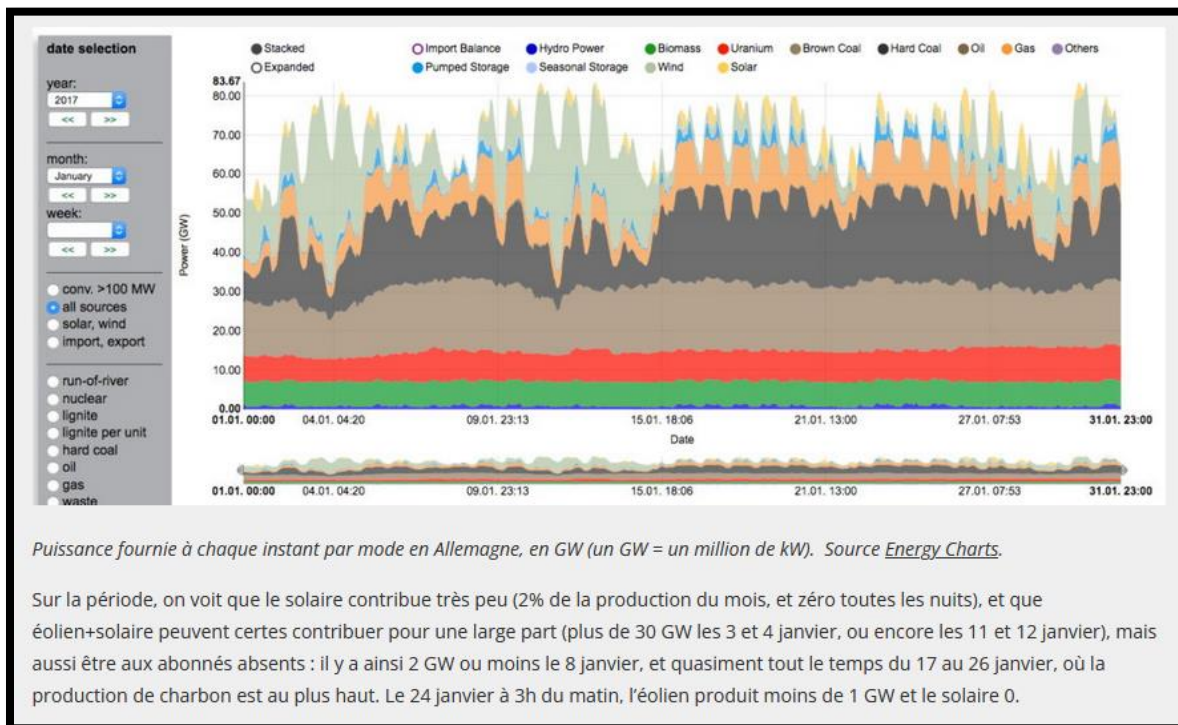
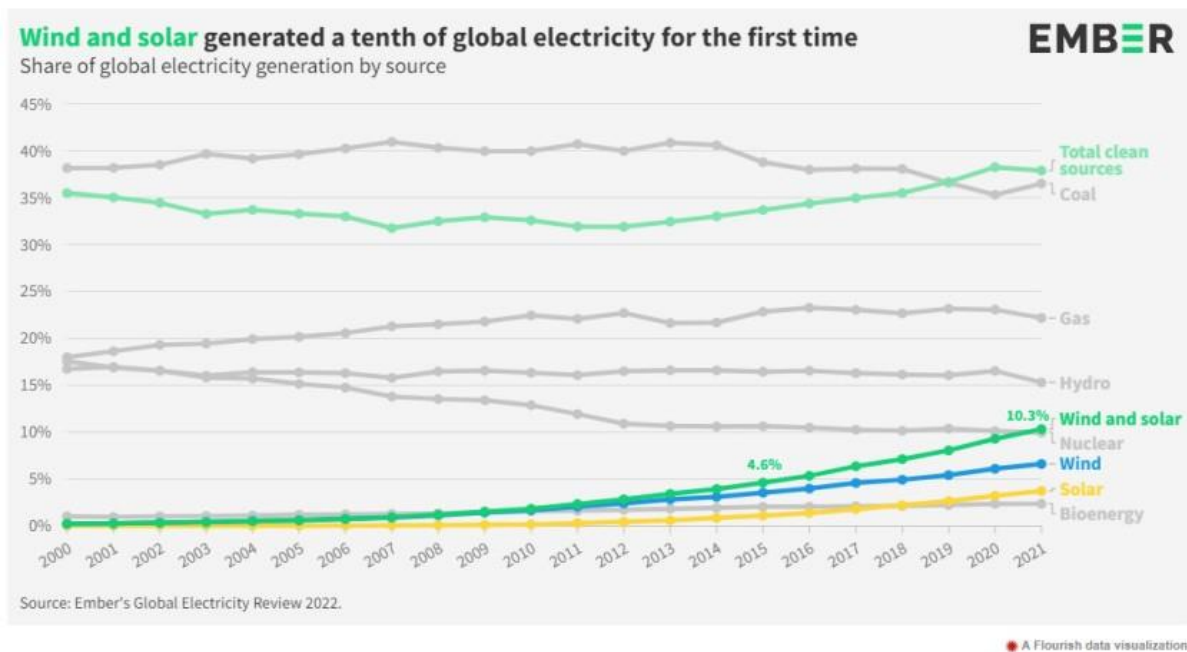


Tableau de **Jean-Marc Jancovici** (<https://jancovici.com/transition-energetique/electricite/50-ou-50/>). Plus vrai que les chiffres de notre menteur Québécois national Philippe Gauthier (mensonges par « omissions »)

ou par « vérité sélective »). Constatez la régularité du nucléaire (en rouge), de la biomasse, de l'hydroélectrique et du charbon brun par rapport à l'extrême irrégularité de l'éolien (en vert clair) et du solaire (en jaune). Les énergies solaire et éolien : des énergies sur lesquelles on ne peut pas compter.

Le groupe de recherche et de réflexion sans but lucratif Ember, basé en Angleterre, vient de publier son [rapport annuel sur la production électrique](#) dans le monde en 2021. Son principal constat : pour la première fois, la contribution des énergies renouvelables intermittentes (photovoltaïque et éolien) vient de dépasser celle du nucléaire : 10,3 % du total, contre 9,9 %. Autre constat, plus alarmant : la très forte hausse de la demande en électricité dans le monde en 2021 (+7 %) a principalement été comblée avec du charbon, puis avec des renouvelables. Les autres formes d'énergie, dont le gaz, n'ont joué qu'un faible rôle.



Pour être plus précis, en 2021, la production éolienne a augmenté de 14 % et la production solaire, de 23 %. Leur part du marché de l'électricité, qui était de 4,6 % en 2015 et de 9,3 % en 2020, atteint maintenant 10,3 %. Mises ensemble, l'ensemble des sources renouvelables d'électricité (incluant la biomasse et l'hydroélectricité) représentaient 38 % de la production dans le monde, contre 36 % pour le charbon et 22 % pour le gaz. La part totale des carburants fossiles était de 62 %.

Le PV et l'éolien combinés ont progressé de 17 % en 2021. Ceci se compare avantageusement à une baisse de 2 % de l'hydroélectricité (surtout en raison de la sécheresse en Chine) et une faible hausse de 4 % du nucléaire. La biomasse a cru de 6 %. Les technologies émergentes, comme l'hydrogène, les carburants de synthèse, le solaire à concentration, la géothermie et les énergies marines, n'ont à peu près pas bougé et ne représentent pas un apport important.

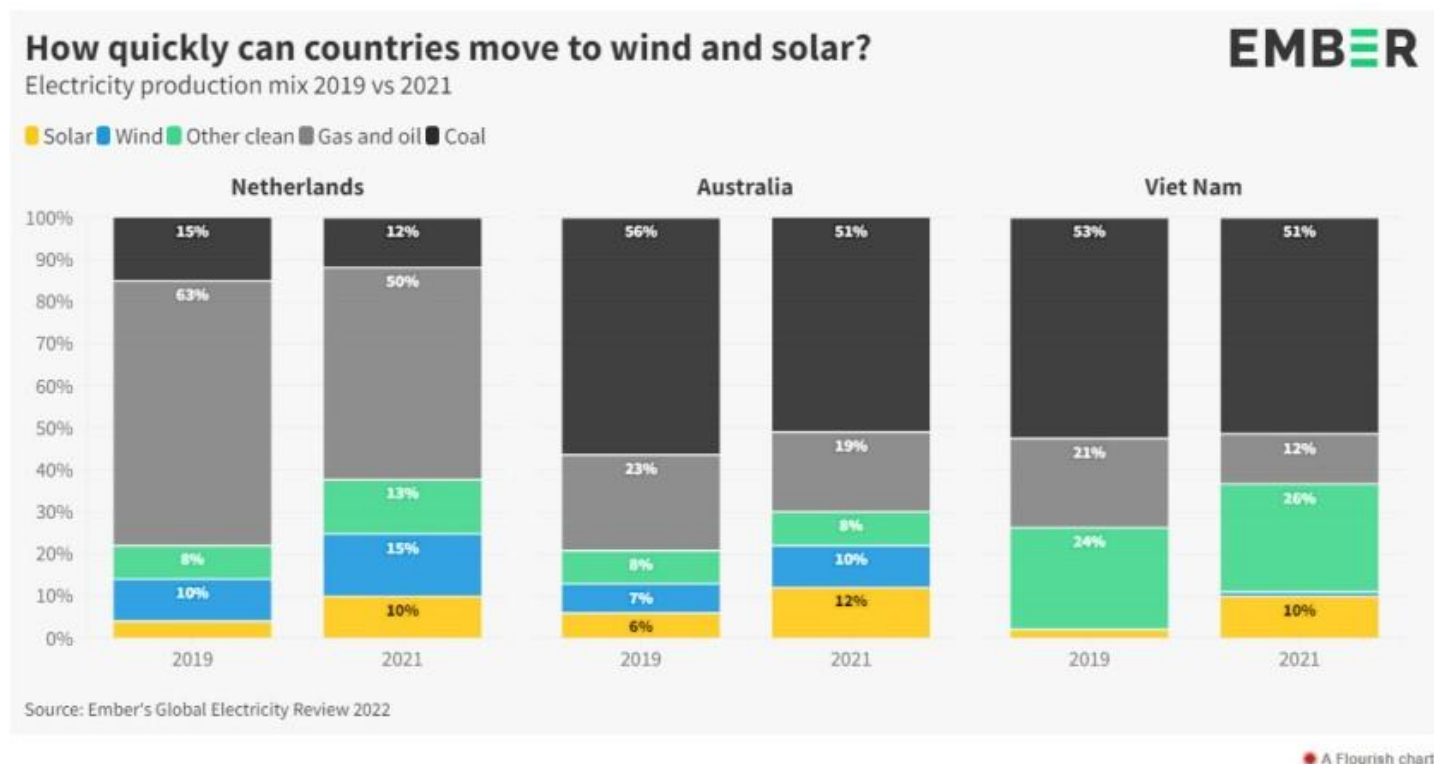
La poussée du charbon

En dépit de leur forte croissance, l'éolien et le solaire n'ont répondu qu'à 29 % de la demande supplémentaire d'électricité en 2021. Le charbon a comblé 59 % de cette nouvelle demande à lui seul. Le gaz et le pétrole combinés n'ont contribué qu'un maigre 10 %. En chiffres absolus, la production électrique basée sur le charbon a augmenté de 9,0 % en 2021, annulant la baisse de 4,2 % enregistrée en 2020 et battant le record de tous les temps établi en 2018. Soulignons qu'on parle ici de la part du charbon dans la production électrique, pas de sa part dans le mix énergétique total.

Ce retour du charbon a été provoqué par une forte hausse de la demande en électricité, mais il a été exacerbé par les prix élevés du gaz naturel. Trois événements semblent avoir fortement contribué à la croissance du charbon : la crise énergétique provoquée par la vague de froid au Texas en février 2021, une hausse de la demande au Japon et la hausse des prix du gaz en Europe à l'automne. Ceci marque-t-il la fin du gaz comme énergie de transition ? Si oui, ~~il ne reste plus guère que les renouvelables comme alternative rapidement déployée au charbon.~~ Les centrales au charbon étant globalement sous-utilisées en Europe, elles représentaient une capacité de réserve tentante pour faire face rapidement à la crise.

Il est à noter que pour rester dans la trajectoire de +1,5 degré définie par l'Agence internationale de l'énergie, la part du charbon dans la production électrique doit chuter de 73 % d'ici 2030. Il n'y a que les renouvelables pour nous permettre d'atteindre cet objectif en temps voulu ou, à tout le moins, de s'en approcher.

La forte hausse du charbon en 2021 signifie que les émissions du secteur électrique mondial ont augmenté de 7 % en 2021, soit 778 millions de tonnes de CO₂. C'est la plus forte hausse jamais enregistrée en quantité et la plus grande en pourcentage depuis 2010. Elle annule la baisse de 3 % enregistrée en 2020. Les émissions totales du secteur de la production électrique sont de l'ordre de 12 milliards de tonnes. L'intensité des émissions reste toutefois relativement stable : la moyenne mondiale était de 442 grammes par kWh en 2021, contre 437 en 2020. **Nous restons toutefois loin de l'objectif de zéro, fixé pour 2035 dans les pays avancés et pour 2040 pour l'ensemble de la planète.**



Expériences nationales

Ces données quelque peu décourageantes ne doivent pas faire perdre de vue les progrès réels qui ont été réalisés à l'échelle nationale et qui montrent qu'~~une forte accélération de la transition est possible.~~ Ainsi, le nombre de pays où le PV et l'éolien combinés représentent 10% et plus de la production électrique est passé de 43 en 2020 à 50 en 2021. Les nouveaux venus dans le groupe sont la Chine (11,2 %), le Japon (10,2 %), la Mongolie (10,6%), le Vietnam (10,7%), l'Argentine (10,4 %), la Hongrie (11,1 %) et El Salvador (12,0 %).

Parmi les pays qui se démarquent, on note l'Australie, où la part du PV + éolien est passée de 13 à 22 % de 2020 à 2021, tandis que la part des fossiles glissait de 79 à 70 %. Au Vietnam, le PV+ éolien est passé de 3 à 11 %, tandis que la part des fossiles chutait de 73 à 63 %. ~~Une transition rapide est donc possible avec des politiques déterminées.~~ Comme je le rapportais il y a quelques mois, [l'Australie a mis en place un plan](#) pour passer à près de 100 % d'électricité renouvelable en 2030.

La France ne compte pas parmi les 50 pays à avoir franchi le seuil des 10 % de PV + éolien. Leur part de la production électrique n'atteignait que 9,35 % en 2021. Les champions européens étaient le Danemark (51,85 %), la Lituanie (36,87 %), l'Espagne (32,89 %), l'Irlande (32,87 %) et le Portugal (31,51 %). La part de l'Allemagne était de 28,81 %, celle de la Grande-Bretagne, de 25,15 %. La moyenne mondiale était de 10,31 %.

Source : Ember, [Global Electricity Review 2022](#), 30 mars 2022.

▲ [RETOUR](#) ▲

**Jean-Marc Jancovici** ✓
14 avril, à 07 h 57 · 🌐

Bon... sinon à part ça ça va ? ça se passe bien la transition énergétique et la croissance verte ?

Crise des métaux. Les voitures électriques coûtent de plus en plus cher et l'écart de prix se creuse défavorablement par rapport à la voiture à essence. On retrouve notamment dans cet article une analyse de l'ami [Nicolas Meilhan](#).

<https://www-bfmtv-com.cdn.ampproject.org/.../les-voitures.....> Afficher la suite



WWW-BFMTV-COM.CDN.AMPPROJECT.ORG

Les voitures électriques coûtent de plus en plus cher

Alors que la France a engagé sa transition vers la voiture 100% élect...

▲ [RETOUR](#) ▲

L'hydrogène est un gaz à effet de serre deux fois plus puissant qu'on ne le pensait

Bernard Deboyser 10 Avril 2022



Une étude publiée ce vendredi par le département britannique de l'Economie, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle (BEIS) a révélé que l'hydrogène est un gaz à effet de serre deux fois plus puissant qu'on ne le pensait auparavant.

Le rapport explique que la molécule d'hydrogène exerce une action indirecte sur le climat. Elle réagit avec d'autres gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère en augmentant leur potentiel de réchauffement global (PRG)^[1]. Le résultat de [cette étude](#) confirme ainsi l'alerte lancée précédemment par d'autres scientifiques.

Effet néfaste indirect sur le réchauffement climatique

Alors que l'effet néfaste induit par l'hydrogène sur le méthane et l'ozone dans la troposphère – la couche la plus basse de l'atmosphère – était déjà connu, « nous avons maintenant considéré aussi, pour la première fois dans nos calculs du PRG de l'hydrogène, l'influence ignorée jusqu'ici de ce gaz sur la vapeur d'eau et l'ozone présents dans la stratosphère » expliquent les auteurs du rapport, des scientifiques du National Center for Atmospheric Sciences et des universités de Cambridge et de Reading. « Nous estimons maintenant que le PRG de l'hydrogène pour une période de 100 ans est en moyenne de 11, c'est-à-dire qu'il est 11 fois plus néfaste pour le climat que le dioxyde de carbone (CO₂) », précisent-ils. Une précédente étude publiée en 2001 et fréquemment citée depuis, évaluait le PRG de l'hydrogène à 5,8.

« Toute fuite d'hydrogène entraînera indirectement une augmentation du réchauffement climatique, et atténuera les réductions d'émissions de gaz à effet de serre qui pourraient résulter du remplacement de combustibles fossiles par de l'hydrogène », soulignent les chercheurs.

Minimiser les fuites doit être une priorité

Or la molécule d'hydrogène est beaucoup plus petite que celle du méthane ; elle pourrait donc s'échapper très facilement des installations de transport de gaz fossile, telles que les pipelines et les conduites, si celles-ci étaient utilisées pour transporter de l'hydrogène, en particulier autour des joints, dans les raccords, les stations de compression, etc. « La minimisation des fuites doit être une priorité si l'hydrogène est adopté comme source d'énergie importante », conclut le rapport.

Une autre étude s'est penché sur le volume des fuites

Une [deuxième étude publiée le même jour](#) par le **BEIS**, s'est justement penchée sur le volume des fuites lors de la production, du transport, du stockage et des utilisations finales de l'hydrogène. Le rapport, *Fugitive Hydrogen Emissions in a Future Hydrogen Economy*, indique que lors de la fabrication d'hydrogène par électrolyse 9,2% de la production s'échappe par «ventilation et purge», mais que cette perte pourrait se réduire à 0,52 % par une « *recombinaison complète de l'hydrogène provenant de la purge et de la ventilation croisée* ».

L'étude indique que le transport par camion-citerne d'hydrogène liquide est la plus mauvaise solution puisque **13,2 %** du volume transporté s'échappe dans l'air pendant l'opération. Le stockage d'hydrogène comprimé [dans des réservoirs en surface](#) est responsable de pertes à hauteur de 6,52 %, dans les piles à combustible c'est 2,64 % et les stations de distribution 0,89 %. Pendant les autres opérations de production, transport et stockage, les fuites inférieures à 0,53%.

Un autre risque

L'autre risque lié aux fuites d'hydrogène est dû à la grande inflammabilité de ce gaz, comme l'ont démontré des [accidents survenus dans des stations de distribution d'hydrogène](#).

Mais « *l'hydrogène est plus cher que le gaz naturel* » explique Gniewomir Flis, un expert du groupe de réflexion allemand **Agora Energiewende**. Pour ces raisons, il estime, de son côté, que les industriels seront incités à prévenir les fuites dans les infrastructures.

NOTE : [\[1\]](#) Le potentiel de réchauffement global ou PRG est un facteur de conversion qui permet de comparer l'influence de différents gaz à effet de serre sur le réchauffement climatique.

▲ [RETOUR](#) ▲



<https://www.youtube.com/watch?v=sPLOwsTW1g8>

▲ [RETOUR](#) ▲

.Ce dont les médias ne parlent pas n'existe pas

Par biosphere 17 avril 2022



La ligne éditoriale des grands médias audiovisuels a rendu presque impossible l'affirmation d'un débat politique sur l'écologie.

Stéphane Foucart : Selon les estimations, le climat n'aura occupé qu'environ 5 % du temps des débats animés par les grands médias audiovisuels, au cours de la campagne présidentielle qui s'achève. Cette quasi-absence a des effets majeurs sur notre perception collective, les questions qui ne sont pas posées disparaissent de la conversation publique. L'interview politique est performative : l'habitabilité de la planète à échéance de quelques décennies devient une question de second ordre. En termes de tactique politique, il y a peu d'intérêt pour les candidats à travailler une matière réduite à la portion congrue. Résultat, les trois quarts des suffrages sont allés, le 10 avril, à des programmes dépourvus de toute ambition en la matière. **La formation intellectuelle du journaliste politique conduit à privilégier les questions économiques, sociétales, ainsi que les affrontements d'ego.** Les thématiques de l'insécurité, de l'immigration, du « wokisme » se sont ainsi mécaniquement imposées face aux sujets environnementaux. Ce déséquilibre pose évidemment une question démocratique majeure ; les débats sur les inégalités, la répartition des efforts, la distinction entre l'essentiel et le superflu... brillent par son absence.

Place aux commentaires :

le sceptique : Le baromètre LM-Cevipof disait que 25% des citoyens désignaient l'environnement comme important. Mais les militants verts doivent être lucides : **quand un citoyen dit que l'environnement est important, il ne dit pas « je veux décroître mon revenu et mes activités pour ne plus perturber le climat et la biodiversité ».** L'environnement agrège des préoccupations et des solutions différentes, cela exprime rarement une croyance forte faisant passer l'intégrité de la nature avant le reste. Un peu d'inflation et le très peu écolo « pouvoir d'achat » explose en tête des sujets de préoccupation.

Philobae : La « ligne » éditoriale consistant entre autres à s'assurer d'une audience maximum, les médias doivent aussi mesurer l'intérêt que portent leurs lecteurs/auditeurs/télespectateurs/follower à ce sujet.

Savinien : L'insuffisance de la couverture du changement climatique n'est-elle pas aussi due à **la complexité du problème** : entre les politiques décroissantes/sobres qui n'ont de chance qu'à l'échelle mondiale, les renouvelables dont certaines créent des dépendances (terres rares pour les batteries) ou soulèvent des débats d'acceptabilité (éoliennes), le débat décarbonation avec ou sans nucléaire...

▲ RETOUR ▲

.CHEZ LES PAPOUS...

15 Avril 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND

Il y a des papous papas et des papous pas papas...

C'est ce qui arrive chez Joe-le-vieux-débris. Là-bas, ils n'ont rien compris au film. Les américains, les firmes américaines, en bref, tout le monde s'est habitué à voir et à payer le gaz à un taux bas.

Pétant de joie à l'idée qu'ils allaient pouvoir en vendre à leurs larbins, et que ça ferait remonter les prix, ils n'ont pas vu que le mécontentement de tous les consommateurs de gaz (1/3 industrie, 1/3 particuliers, 1/3 centrales électriques) allait monter parallèlement, et que 10 ans, dans les mentalités, c'est très long. Assez long pour qu'on croit que c'était la norme...

Donc, même problème pour les prix intérieurs que dans l'Argentine de Kirchner (pour la viande) et en Indonésie (pour le charbon), l'exportation est vue comme une malédiction, surtout si le prix élevé se traduit aussi par "pénurie".

En un mot, comme en cent, ils sont cons.

▲ [RETOUR](#) ▲



.3 facteurs qui vont aggraver les pénuries alimentaires à venir

par Michael Snyder le 17 avril 2022

The Economic Collapse

Are You Prepared For The Coming Economic Collapse And The Next Great Depression?



Un concours de circonstances a créé une "tempête parfaite" pour la production alimentaire mondiale, et cette "tempête parfaite" est sur le point d'empirer.

Pendant des mois, j'ai prévenu que cette crise était imminente et, ces dernières semaines, j'ai documenté à quel point les conditions sont déjà catastrophiques dans le monde entier. Le directeur du Programme alimentaire mondial des Nations unies prévient qu'il s'agira de la pire crise alimentaire mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale, et même Joe Biden admet que les pénuries alimentaires à venir "seront réelles". Malheureusement, de nouveaux développements menacent

d'aggraver considérablement la situation.

Ces derniers jours, le nombre de cas de COVID nouvellement confirmés en Chine a atteint un niveau record et les autorités chinoises ont réagi par des mesures de confinement sans précédent.

En conséquence, **près de 400 millions de Chinois sont maintenant "sous confinement total ou partiel"...**

Près de 400 millions de personnes réparties dans 45 villes chinoises sont soumises à un verrouillage total ou partiel dans le cadre de la stricte politique chinoise du "zéro coco". Ensemble, ils représentent 40 %, soit 7,2 trillions de dollars, du produit intérieur brut annuel de la deuxième plus grande économie du monde, selon les données de Nomura Holdings.

Les analystes tirent la sonnette d'alarme, mais disent que les investisseurs n'évaluent pas correctement la gravité des retombées économiques mondiales de ces mesures d'isolement prolongées.

Les confinements chinois sont beaucoup plus brutaux que les confinements dans le monde occidental.

Vous avez probablement déjà vu des images vidéo montrant des habitants de Shanghai hurlant littéralement par

la fenêtre de leur appartement.

Je n'ai jamais rien vu de tel auparavant, et ces mesures de confinement se poursuivront tant que le COVID continuera de se propager.

Pour mettre cela en perspective, le nombre de personnes actuellement enrhumées en Chine est supérieur à la population totale des États-Unis.

Inutile de dire que ces lockdowns entraînent un arrêt brutal de l'économie chinoise, ce qui va affecter la planète entière. Au port de Shanghai, l'activité "est essentiellement au point mort"...

Le port de Shanghai, qui a traité plus de 20 % du trafic de marchandises chinois en 2021, est essentiellement à l'arrêt. Les denrées alimentaires coincées dans des conteneurs d'expédition sans accès à la réfrigération sont en train de pourrir.

C'est un énorme problème pour ceux d'entre nous qui vivent dans le monde occidental, car nos magasins sont normalement remplis de marchandises qui ont été fabriquées en Chine.

Et cela s'étend même à notre approvisionnement alimentaire. Par exemple, nous envoyons des montagnes de pommes en Chine où elles sont transformées et nous sont renvoyées sous forme de jus de pomme.

Nous devons espérer que les blocages en Chine cesseront bientôt, car si cela ne se produit pas, cela créera probablement d'énormes pénuries sur toute la planète.

Pendant ce temps, la crise des engrais aux États-Unis est sur le point de s'aggraver.

J'ai déjà écrit sur la façon dont la montée en flèche du coût des engrais va causer d'énormes problèmes à de nombreux agriculteurs américains, et maintenant beaucoup de ces agriculteurs pourraient ne pas être en mesure d'obtenir les engrais dont ils ont besoin en raison des "réductions d'expédition imposées par les chemins de fer". Ce qui suit provient directement d'un avis publié par CF Industries...

CF Industries Holdings, Inc. (NYSE : CF), l'un des principaux fabricants mondiaux d'hydrogène et de produits azotés, a informé aujourd'hui les clients qu'elle dessert par les lignes ferroviaires d'Union Pacific que les réductions d'expédition mandatées par les chemins de fer entraîneraient des retards dans l'expédition d'engrais azotés pendant la saison d'application du printemps et qu'elle ne pourrait pas accepter de nouvelles ventes ferroviaires impliquant Union Pacific dans un avenir prévisible. La société comprend qu'elle est l'une des 30 sociétés seulement à faire face à ces restrictions.

CF Industries expédie ses produits à ses clients via les lignes ferroviaires de l'Union Pacific, principalement à partir de son complexe de Donaldsonville en Louisiane et de son complexe de Port Neal en Iowa. Ces lignes ferroviaires desservent des régions agricoles clés telles que l'Iowa, l'Illinois, le Kansas, le Nebraska, le Texas et la Californie. Les produits qui seront touchés comprennent les engrais azotés tels que l'urée et le nitrate d'ammonium uréique (UAN) ainsi que le fluide d'échappement diesel (DEF), un produit de contrôle des émissions requis pour les camions diesel. CF Industries est le plus grand producteur d'urée, de nitrate d'ammonium et de fluide d'échappement diesel en Amérique du Nord, et son complexe de Donaldsonville est la plus grande installation de production de ces produits en Amérique du Nord.

J'ai été stupéfait d'apprendre que 30 entreprises différentes seront touchées par ces réductions.

Quelqu'un à l'Union Pacific doit nous donner des réponses claires sur ce qui se passe réellement, car le PDG de CF Industries dit que ce changement "ne pourrait pas arriver à un pire moment pour les agriculteurs"...

"Cette action de l'Union Pacific ne pouvait pas tomber à un pire moment pour les agriculteurs", a déclaré Tony Will, président et directeur général de CF Industries Holdings, Inc. "Non seulement les engrais seront retardés par ces restrictions d'expédition, mais les engrais supplémentaires nécessaires pour compléter les applications de printemps pourraient ne pas pouvoir atteindre les agriculteurs du tout. En imposant cette restriction arbitraire à une poignée d'expéditeurs seulement, l'Union Pacific met en péril les récoltes des agriculteurs et augmente le coût des aliments pour les consommateurs."

Bien entendu, cette décision intervient au lendemain d'une récolte de blé d'hiver désastreuse aux États-Unis, et la récolte de blé d'hiver en Chine est considérée comme la pire de l'histoire.

Nous avons donc désespérément besoin d'une très bonne saison de croissance dans les mois à venir, et cela est maintenant mis en péril par de nouveaux problèmes de chaîne d'approvisionnement.

Dans le même temps, la nouvelle pandémie de grippe aviaire aux États-Unis continue de s'intensifier.

Vendredi, nous avons appris que l'Idaho est devenu le 27e État américain à avoir des cas confirmés dans une installation commerciale...

Vendredi, le ministère américain de l'agriculture a annoncé l'apparition d'un nouveau foyer, cette fois dans deux troupeaux de l'Idaho, ce qui en fait le 27e État dans lequel le virus a été découvert depuis février.

Selon le ministère américain de l'agriculture, le prix d'une douzaine d'œufs en novembre oscillait autour de 1 \$. Actuellement, ce prix est de 2,95 \$ et augmente.

Le coût des œufs a déjà complètement explosé, et il ne fera qu'augmenter.

Si vous ne mangez pas d'œufs ou de produits qui en contiennent, cela ne vous affectera pas.

Malheureusement, la grande majorité d'entre nous sera touchée par ce phénomène, et l'on nous avertit que cette pandémie pourrait s'aggraver considérablement dans les mois à venir.

Bien entendu, le coût de la viande de poulet et de la viande de dinde va continuer à grimper en flèche. En fait, un de mes lecteurs vient de m'écrire pour me dire que le prix des blancs de poulet dans son magasin local a augmenté de 43 %...

J'ai pensé que je pourrais vous donner une mise à jour rapide sur l'inflation et les pénuries alimentaires.

Je viens de rentrer du magasin Dollar General à Holden, MO. J'allais acheter des blancs de poulet Tyson pour faire des réserves pour l'avenir. Elles sont passées de 6,95 \$ à 9,95 \$. C'est une augmentation de 43% du prix !!! Il y en avait beaucoup (6 paquets), mais j'ai senti que je ne pouvais pas me les permettre et je n'en ai pas acheté.

Michael, avez-vous entendu parler de pénurie de crackers ? ??? J'ai dû attendre 4 mois pour qu'un certain type de crackers soit réapprovisionné dans le magasin Dollar General. J'ai également eu beaucoup de mal à trouver des crackers salés dans notre épicerie locale. Il y a deux semaines, ils avaient enfin une boîte du type que j'achète et je l'ai prise immédiatement. Cette semaine, plus rien. Je ne sais pas quel est le problème.

L'essence ici est à 3,49 \$. Le carburant diesel est à 4,69 \$. J'ai de la peine pour les gars qui ont ces gros pickups diesel avec des réservoirs de 40 gallons. J'ai combiné les achats et les courses en un seul

voyage et j'ai laissé mon pick-up dans l'allée pour économiser l'essence.

Une grande partie des facteurs qui contribuent à cette crise alimentaire mondiale croissante sont hors de notre contrôle.

Mais si nous pouvions au moins faire cesser les tirs en Ukraine, cela nous donnerait une lueur d'espoir.

Malheureusement, les négociations sont totalement rompues, et le secrétaire d'État américain Antony Blinken vient de déclarer à CNN que la guerre pourrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année...

Le secrétaire d'État Antony Blinken a déclaré aux alliés européens de Washington que les États-Unis pensent que la guerre en Ukraine pourrait durer jusqu'à la fin de 2022, a rapporté CNN vendredi, citant deux responsables européens.

Le rapport indique que de nombreux responsables occidentaux ont estimé qu'il n'y a pas de fin à court terme en vue pour la guerre, et les commentaires publics des responsables américains ont reflété cela. Le conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, a mis en garde contre un "conflit prolongé" qui, selon lui, pourrait durer "des mois, voire plus longtemps".

L'Ukraine et la Russie représentent habituellement environ 30 % de toutes les exportations mondiales de blé, et nous avons donc désespérément besoin que cette guerre prenne fin.

Malheureusement, cela ne va pas se produire.

Ces jours-ci, il semble que presque tout ce qui peut aller mal pour la production alimentaire mondiale va mal, et le décor est planté pour le genre d'horrible famine mondiale contre laquelle je n'ai cessé de mettre en garde.

Nos dirigeants sont peut-être capables d'imprimer de l'argent, mais ils ne peuvent pas imprimer de la nourriture.

Si vous attendez d'eux qu'ils brandissent leur baguette magique pour trouver une solution parfaite à cette crise, je crains que vous ne soyez amèrement, amèrement déçu.

▲ [RETOUR](#) ▲

« Quelle monnaie acheter pour se protéger de l'inflation ? »

par [Charles Sannat](#) | 15 Avril 2022



... Ben... celle qui rend les fesses les plus propre

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Vous êtes de plus en plus nombreux à me poser la question *quelle monnaie acheter pour se prémunir de l'inflation ?*

Si j'étais taquin, je vous dirais de vous abonner à la lettre STRATEGIES et particulièrement de lire le dossier dont vous avez l'image en bas de cet article et tous les autres que je publie régulièrement pour vous permettre de construire les meilleures stratégies de protection patrimoniale !! Mais avant d'aller plus loin en vous abonnant à [la lettre STRATEGIES en cliquant ici](#), voici quelques éléments de réflexion pour répondre à cette question qui vous permettront également de comprendre pour ceux qui ne sont pas abonnés comment une lettre Stratégies fonctionne.

Quelle monnaie acheter pour se protéger de l'inflation ?

Si vous me demandez quelle monnaie il faut acheter pour se protéger de l'inflation, je vais vous répondre que cette question n'est valable que si vous pensez que certaines monnaies sont moins touchées par l'inflation que d'autres.

Donc, il faut commencer par regarder l'inflation pays par pays.

Que constate-t-on ?

Que tous les pays qui ont de grandes économies dites « sûres », genre pas le Zimbabwe ni le Venezuela, ou pas l'Argentine, sont tout de même touchés par l'inflation à commencer par... les Etats-Unis la 1ère économie au monde qui vient de dépasser les 8.5 % d'inflation annuelle, ce qui est un plus haut depuis 41 ans !

Si toutes les économies sont touchées de manière relativement identique par l'inflation alors il n'y a pas une meilleure monnaie que la nôtre...

Donc il ne faut pas acheter de dollars américains !

Mais il faut nuancer tout de même cette remarque.

Pourquoi ?

Parce qu'il y a aussi des évolutions de parités relatives.

Les changes flottants.

Oui, nous sommes dans un système de changes flottants ce qui veut dire que la valeur des monnaies évolue les unes par rapport aux autres et fluctue en fonction d'un certain nombre de paramètres que je ne vais pas tous lister ici, mais disons que pour simplifier sans être totalement simpliste, le dollar est la monnaie de la 1ère puissance mondiale donc quand il y a des risques de guerre, le réflexe c'est d'acheter du dollar qui devient une monnaie valeur refuge qui s'apprécie par rapport à toutes les autres et c'est le cas actuellement. L'euro baisse par rapport au dollar.

Si le dollar s'apprécie de 10 % par rapport à l'euro et que vous n'avez que 8 % d'inflation en euro, alors les 10 % de gains sur votre opération de change va même vous laisser un profit de 2 % !

Donc, il faut acheter du dollar américain !

Comme vous le voyez sur ce graphique l'euro dollar est en nette baisse puisqu'il passe de 1.16 euro pour 1 dollar à 1.08 entre novembre 2021 et aujourd'hui. Surtout on voit qu'il passe 1.14 à 1.08 entre le déclenchement de la guerre en Ukraine et aujourd'hui.

Penser que le dollar va aller à la parité 1 pour 1 est assez logique. Cela laisse un potentiel d'appréciation de 8 % sur une opération de change de ce type, ce qui avec une inflation de 7.5 % en Europe en moyenne vous permet de compenser les pertes.

EUR/USD - Vue d'ensemble



Pour autant est-ce que le dollar est une bonne monnaie ?

La réponse est non lorsque l'on connaît le niveau d'endettement abyssal des Etats-Unis et leurs déficits chroniques annuels.

Cela veut dire deux choses.

A court terme le dollar est une monnaie qui va s'apprécier face à l'euro parce que la guerre fait qu'il sert de valeur refuge et si la situation s'aggrave tous les Européens tenteront de mettre des sous à l'abri aux Etats-Unis, et que la FED, la banque centrale américaine, va augmenter ses taux avant que la BCE ne le fasse de son côté. Christine Lagarde appelle cela pompeusement la « désynchronisation des

politiques monétaires ». Étant un modeste économiste de grenier normand, on peut dire plus simplement les choses en expliquant simplement que les taux ne vont pas monter en même temps, ce qui implique que les placements en « dollars » seront plus rémunérateurs que les placements en « euros », donc... **Il faut acheter du dollar.**

A plus long terme, le dollar est une monnaie moisie et pourrie comme les autres, qui ne vous protégera pas plus de l'inflation que l'euro ou la livre sterling.

Nous avons deux problèmes.

Le premier c'est une politique de création monétaire trop expansive. Trop de monnaie est créée donc chaque quantité de monnaie vaut moins en pouvoir d'achat. Le second c'est que nous avons un problème de ressources et de matières premières. Il n'y en a plus assez pour tout le monde pour qu'elles continuent à être bon marché ! Donc nous avons une inflation structurelle liée à la raréfaction des ressources naturelles. Et là les politiques de banques centrales ne peuvent rien faire si ce n'est créer des récessions pour réduire la demande et faire durer les ressources un peu plus longtemps. D'où la forte volatilité des prix de l'énergie ces 10 dernières années.

Donc, il ne faut pas acheter de dollar mais de l'or.

Oui mais avec les hausses de taux, l'or va baisser. Donc il ne faut pas acheter d'or à court terme, sauf que l'or pourrait monter même si les taux montent ?

Ah bon ?

Mais dans quel cas ?

Et bien si par exemple l'inflation reste plus forte que les taux d'intérêt et c'est exactement ce qu'il se passe. Basiquement votre livret A rapporte 1 % et l'inflation est de 5 %, donc le taux d'intérêt réel est de -4 % !

Ce qui fait la valeur de l'or ce n'est pas les taux nominaux (le taux facial annoncé) mais le taux réel, celui auquel on retranche l'inflation. Tant que les taux réels sont négatifs l'or monte. C'est vieux comme le monde.

Donc on peut acheter de l'or.

Mais alors faut-il acheter du dollar ?

Oui à court terme et pour vous désensibiliser au risque « euro » et au risque « guerre en Europe », mais pour le long terme il faut acheter de l'or.

Allez une dernière réflexion pour la route.

L'euro baisse face au dollar, mais l'or monte en dollar, alors que vaut-il mieux acheter ? De l'or ou du dollar ?

Hahahahahahahahahahahahaha.

Je suis taquin, mais si vous avez bien suivi le raisonnement jusque-là vous avez vous même trouvé la réponse, et c'est cela le travail que je fais pour mes abonnés à la lettre STRATEGIES. J'ai pour ambition de vous permettre de comprendre ce qu'il se passe pour que vous puissiez comprendre par vous-même les choses et prendre des décisions de manière libre et éclairée, parce que c'est votre argent, votre vie, vos familles, et que vous serez toujours les mieux placés pour savoir ce qui est le meilleur pour vous et pour ceux que vous aimez et que vous voulez protéger.

Ceux qui veulent en savoir plus sur [les abonnement STRATEGIES, tous les renseignements sont ici](#).

La réponse c'est que l'on peut acheter du dollar à court terme et de l'or pour le long terme, et que si on veut prendre un raccourci et ne pas gérer un éventuel risque de change, on achète directement de l'or qui vous permet d'acheter... dans le présent comme dans le futur toutes les devises de la planète !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Charles SANNAT

.La famine arrive. La liste des pays les plus concernés



L'Ukraine et la Russie ne sont pas des « grandes » économies. Lorsque l'on regarde les choses comme cela et de manière simpliste en prenant juste en considération le PIB de ces deux pays on peut se dire qu'ils sont quantité négligeable.

Mais faire cela c'est négliger justement que ce qui a de la valeur dans notre monde actuel n'est pas forcément cohérent.

Je m'explique.

Un smartphone a beaucoup de valeur !

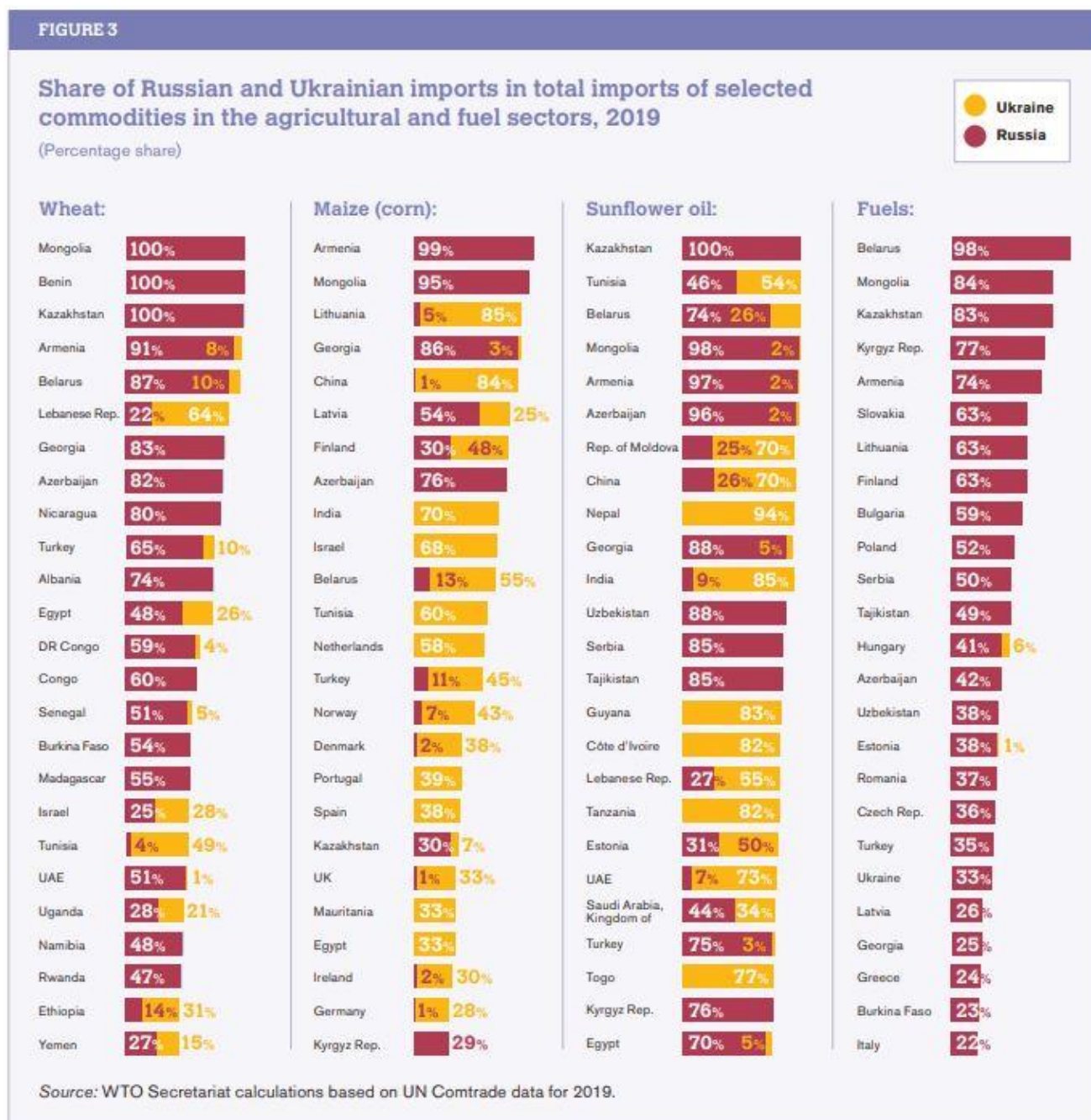
Non seulement certains valent largement plus que 1 000 euros, mais surtout si vous prenez le smartphone de votre « *adoleschiant* » vous allez voir la valeur que ce dernier accorde à son bidule.

Le problème c'est que notre société ne fonctionne qu'en bout de chaîne avec les smartphones, tout le début de la chaîne ne marche que grâce aux denrées de bases que des pays comme la Russie et l'Ukraine fournissent au reste du monde.

L'énergie comme certains biens agricoles ou encore les engrais ou les aciers valent très peu chers et ne valent certainement pas leur véritable prix écologique.

Sur la Chaîne de valeur mondiale l'Ukraine comme la Russie semble ne pas valoir grand-chose, sauf que sans énergie russe et sans blé ukrainien ce sera la famine dans le froid mondial.

Sur le tableau ci-dessous issu du dernier dossier publié par l'OMC page 8 ([source ici](#)), vous avez la liste des pays les plus dépendants par leurs importations des matières premières russes ou ukrainiennes.



.Poutine réoriente les productions russes de gaz et pétrole vers l'Asie



Dans la mesure où nos relations avec la Russie de Vladimir Poutine ne sont pas franchement au beau fixe, il ne faut pas s'étonner que le président russe explique qu'il va « partir du principe que les livraisons vers l'Ouest vont baisser » !

C'est presque une évidence et l'enfoncement de portes ouvertes.

« Vladimir Poutine a appelé jeudi 14 avril à réorienter les exportations énergétiques russes de l'Europe vers l'Asie, du fait de la crise provoquée par son offensive en Ukraine, accusant les Européens de « déstabiliser le marché » en voulant se passer d'hydrocarbures russes. »

« On va partir du principe qu'à l'avenir les livraisons vers l'Ouest vont baisser », a dit le président russe lors d'une réunion gouvernementale consacrée au secteur de l'énergie dans le contexte des sanctions internationales. Il faut donc « réorienter nos exportations vers les marchés au Sud et à l'Est qui croissent rapidement », a-t-il ajouté. « Les pays européens parlent constamment de se passer des approvisionnements russes et en faisant cela ils déstabilisent le marché et font monter les prix », a accusé le président russe. « Les tentatives des pays occidentaux d'évincer les fournisseurs russes, de remplacer nos ressources énergétiques par des approvisionnements alternatifs, affecteront inévitablement l'ensemble de l'économie mondiale », a mis en garde Vladimir Poutine, assurant que « les conséquences d'une telle démarche peuvent devenir très douloureuses, et d'abord pour les initiateurs d'une telle politique ».

Pendant ce temps la présidente de la Commission européenne, ~~Ursula von der Leyen~~, a indiqué qu'elle proposerait l'objectif d'une indépendance de l'UE envers les énergies fossiles russes d'ici à 2027 ! Mais c'est bien que la Cruella de la grosse commission veuille l'indépendance d'ici 2027, parce que mon petit doigt me dit que lorsque Poutine vendra son gaz à l'Asie et qu'il aura réorienté ses flux, les livraisons pourraient ne plus arriver en Europe largement avant 2027 et dès éventuellement l'hiver prochain, 2022/2023 qui pourrait laisser de très mauvais souvenirs à nos populations occidentales.

Charles SANNAT

Avertissement du FMI. Inflation et guerre en Ukraine vont plomber la croissance !



Quand le FMI prévient qu'il va y avoir des problèmes de croissance économique liés à la guerre et à l'inflation, vous devez comprendre que nous allons vers des moments peu amusants même si le FMI pour ne pas semer la panique dira forcément que « tout va bien se passer » !

« Nous sommes confrontés à une crise se rajoutant à une crise », a expliqué la directrice générale du FMI. La majorité des pays devrait malgré tout continuer à voir leur PIB progresser. Pas de récession mondiale mais une croissance qui s'essouffle

durablement: la guerre en Ukraine a aggravé l'inflation compromettant la reprise dans le monde non seulement cette année mais encore en 2023, a prévenu jeudi Kristalina Georgieva, la directrice générale du FMI.

En janvier, avant même l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Fonds monétaire international avait déjà abaissé ses prévisions de croissance mondiale pour cette année, à 4,4 %, en raison du variant Omicron. Il avait en revanche révisé en hausse ses projections pour l'année prochaine. Le conflit en Ukraine a changé la donne.

« Pour dire les choses simplement: nous sommes confrontés à une crise se rajoutant à une crise », a déclaré Mme Georgieva dans un discours prononcé en amont des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale. La dirigeante ne dévoile pas les projections de croissance qui seront publiées pour chaque pays mardi prochain.

Elle indique néanmoins que « l'économie de la plupart des pays restera en territoire positif ». En d'autres termes, les économistes du FMI n'anticipent pas de récession pour le moment. Pour autant, « l'impact de la guerre en Ukraine va contribuer à dégrader cette année les prévisions de croissance de 143 pays représentant 86 % du PIB mondial », a indiqué Kristalina Georgieva.

On va évidemment dégrader les prévisions de croissance.

Maintenant, à cette crise qui s'ajoute à une crise, nous allons en rajouter une troisième qu'on oublie de mentionner la patronne du FMI à savoir *l'augmentation des taux d'intérêt et l'arrêt des injections monétaires à travers les rachats d'actifs*.

En clair, quand on est confronté à une crise de type Covid, ce sont des déficits à outrance pour financer les pertes et maintenir le tout à flot.

Guerre, inflation + Covid (pas encore terminé) = 3 crises en une, mais les banques centrales cessent leurs aides et soutiens.

A cela en plus elles rajoutent les hausses de taux.

C'est un effondrement calculé et volontaire qui va se produire.

On pourra accuser Poutine, mais la réalité c'est que **si les banques centrales montent les taux en pleine crise elles détruiront tout.**

D'ailleurs que dit le FMI que « l'inflation, qui a atteint un sommet en quatre décennies aux États-Unis, est « actuellement un réel danger » pour de nombreux pays et affecte durement les plus pauvres, a déploré Georgieva dans ce discours prononcé au Carnegie Endowment for International Peace à Washington, un centre de réflexion, notant que *la tendance durera probablement plus longtemps que prévu*. « C'est un frein massif pour la reprise mondiale », a-t-elle ajouté.

Cela complique aussi considérablement la tâche des décideurs car en relevant leurs taux d'intérêt, les principales banques centrales augmentent les coûts d'emprunt des pays émergents et en développement, qui sont lourdement endettés. « Il s'agit de l'environnement politique le plus complexe de notre époque », a également opiné Kristalina Georgieva, appelant les institutions monétaires à « agir de manière décisive ».

Partout dans le monde les pays les moins riches sont en pleine crise monétaire ! Du Sri Lanka à la Turquie, l'inflation partout est de plus en plus forte et les taux d'intérêt montent dans tous les pays émergents **poussant les populations vers des difficultés économiques qui seront ingérables d'ici quelques mois.**

Misère, famines, inflation endémique, effondrement politique et émeutes, voici ce qui nous attend avec les politiques menées actuellement.

C'est tout simplement suicidaire. De la pure folie.

Charles SANNAT

.Pénurie d'Aluminium. Plus de fenêtre en alu !



« Sur un chantier de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), tout augmente : le prix du sac d'enduit, celui des rouleaux de fibre de verre ou encore du carrelage. Les fenêtres ne font pas exception. Facturées 9 000 euros à un entrepreneur avant la récente flambée du coût de l'aluminium, elles ont depuis augmenté. L'entreprise qui lui vend les fenêtres transforme 500 mètres de barres d'aluminium chaque mois. La patronne s'inquiète de l'approvisionnement.

Son fournisseur vend désormais plus cher les barres d'aluminium. « Sur la partie aluminium, on l'achète deux fois plus cher qu'il y a 18 mois, et entre l'année dernière et cette année, pour la même barre, vous allez prendre 20 % d'augmentation », détaille Quentin Rodde, directeur marketing de Sepalumic. La barre représente une grande partie du coût d'une fenêtre. La seule alternative à la fenêtre en aluminium est celle en PVC, qui coûte deux fois moins cher. Son prix a toutefois également commencé à augmenter ».

Alors évidemment, vous me direz qu'il n'y a qu'à poser des fenêtres en PVC.

Certes.

Mais ce n'est pas aussi simple que cela.

D'abord le PVC augmente lui aussi, mais surtout vous avez tout un tas de copropriétés ou de communes qui interdisent tout simplement de poser du PVC parce que cela ne fait pas assez chic (les copro) ou respectent les avis des architectes des bâtiments de France qui veillent au grain partout ou traîne une vieille église classée.

Alors nous sommes dans un pays qui édicte des règles, lois et règlements comme si tout allait bien.

Nous faisons des règles pour les hôpitaux comme si nous avions assez de médecins, alors forcément cela foire.

Nous faisons des règles pour les trains comme si nous savions encore les faire rouler alors forcément cela foire.

Nous faisons des règles pour le BTP comme s'il n'y avait pas de pénurie, alors je vous l'annonce, forcément, cela va foirer dans les grandes largeurs également !

Il va donc falloir assouplir les règles rapidement si l'on ne veut pas que tout se grippe brutalement et permette de poser du PVC quand il n'y a plus d'alu, de moins bien isoler quand il n'y a plus d'isolant etc, etc.

Autant vous dire que ce n'est pas gagné tant nous sommes dirigés par des branquignols.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le "fossé de la liberté" et pourquoi il sera bientôt comblé

par Doug Casey 14 avril 2022





L'homme international : Les États-Unis s'écartent de leurs principes fondateurs depuis longtemps.

Cependant, ces dernières années, cette tendance est devenue parabolique.

Comment les États-Unis en sont-ils arrivés là, et où vont-ils ?

Doug Casey : C'est le cours naturel des choses. J'attire votre attention sur **la deuxième loi de la thermodynamique, qui stipule, entre autres, qu'avec le temps, tous les systèmes s'amenuisent et se dégradent.**

Cela inclut certainement les idées sur lesquelles les États-Unis ont été fondés. Les principes fondateurs de l'Amérique étaient uniques et différents de ceux de tout autre État. Mais leur dégradation a commencé très tôt avec les *Alien and Sedition Acts* en 1798. Le gouvernement a commencé à violer les principes fondateurs du pays presque aussitôt que l'encre de la Déclaration des droits était sèche. Depuis lors, le gouvernement américain a constamment prouvé qu'il n'était pas le défenseur des droits et libertés individuels, mais leur principal ennemi. Il faut s'y attendre, bien sûr. C'est la nature du gouvernement.

Au fil des ans, les États-Unis ont construit un gigantesque État régulateur, soutenu par des taxes, des lois et des punitions toujours plus importantes. Cela a commencé sérieusement avec la Commission du commerce interétatique en 1887, qui a politisé les transports, ce qui a conduit à la dégradation et à la faillite de presque tous les chemins de fer américains dans les années 1960. Des dizaines de grandes agences à trois ou quatre lettres, et des centaines de petites agences ont suivi. Chaque année, leurs employés s'efforcent d'accroître leur portée et leurs budgets. On dit qu'elles sont bien intentionnées, mais en fait, elles existent pour dire aux Américains ce qu'ils doivent et ne doivent pas faire.

Et comme la guerre est la santé de l'État, chaque fois que les États-Unis ont connu une guerre, ils ont accumulé plus de dettes, plus d'impôts et plus de réglementations. La guerre favorise également l'idéalisation des politiciens populistes.

Prenez Teddy Roosevelt. Il était personnellement charmant et un véritable homme de la Renaissance avec lequel vous aimeriez bien sortir, mais un désastre du point de vue de la liberté de l'homme individuel. Woodrow Wilson n'était pas seulement dépourvu de charme, mais il a inutilement entraîné les États-Unis dans la Première Guerre mondiale, a presque nationalisé l'économie américaine et a créé la Réserve fédérale et l'impôt sur le revenu. Le **New Deal** de Franklin D. Roosevelt (contrairement aux mythes dominants) a rendu la Grande Dépression bien pire et bien plus durable. Ses programmes économiques et sociaux étaient, à bien des égards, identiques aux programmes fascistes qui étaient populaires en Europe dans les années 30. L'État s'est développé tandis que le champ d'action de l'individu s'est rétréci.

Puis vint Lyndon Johnson, avec la guerre du Vietnam et sa Grande Société, qui fit de l'État-providence et de l'État-guerre des caractéristiques permanentes de la société américaine, tout en cimentant les classes inférieures

et en canalisant des milliards vers les personnes politiquement bien connectées. La situation est devenue complètement hors de contrôle depuis que la guerre contre la pauvreté et la guerre contre la drogue ont été déclarées. Nous avons maintenant une guerre permanente contre le terrorisme, ainsi que des guerres contre le covid et le réchauffement climatique. Vous pouvez voir la tendance.

Depuis le début du 20e siècle, le gouvernement s'est métastaté. En 1900, il n'était qu'une lointaine nuisance mineure prenant moins de 3% du PIB. Aujourd'hui, le gouvernement contrôle tout. Nous approchons du point où tout ce qui n'est pas obligatoire est interdit. Les permissions et les licences empiètent sur absolument toutes les activités. Comme les tendances en mouvement ont tendance à rester en mouvement, et que celle-ci s'est accélérée, ***nous nous dirigeons vers une véritable crise.***

L'homme international : Pendant l'hystérie du Covid, les États-Unis - et la plupart des pays occidentaux - ont adopté les mêmes politiques totalitaires que la Chine et d'autres sociétés explicitement non libres. Malheureusement, il semble que ces politiques sont là pour rester, ou du moins, pourraient revenir à tout moment quand les politiciens le veulent.

En ce sens, les États-Unis sont-ils en train de combler le "fossé de la liberté" avec les pays autoritaires ?

Doug Casey : Comme je l'ai dit, l'Amérique était autrefois spéciale et différente.

Mais au fil du temps, le pays s'est transformé en un simple État-nation, pas différent des 200 autres qui couvrent la surface de la terre comme une maladie de peau. L'Amérique était une grande idée, mais cette idée est morte. Avec des étatistes agressifs au pouvoir pour au moins les trois prochaines années, la situation ne peut que se détériorer davantage. Si les mesures fiscales proposées par Biden sont adoptées, par exemple, elles feront définitivement des États-Unis, et de loin, le pays de l'OCDE le plus taxé au monde.

Et bien sûr, les unités monétaires que la Réserve fédérale imprime pour financer des déficits publics de plusieurs milliards de dollars constituent également une taxe et empiètent très directement sur votre liberté personnelle. L'Américain moyen n'est pas conscient de la cause réelle de l'inflation.

L'Américain moyen ne se rend pas compte de ce qui s'est passé parce que le niveau de vie des États-Unis est encore sensiblement plus élevé que celui de la plupart des autres pays du monde, maintenu artificiellement par notre principale exportation : les dollars américains. En fait, la plupart des Américains ne se rendent pas compte que nous parlons d'un écart de liberté. Ils pensent toujours que les États-Unis sont spéciaux et différents. La plupart des anciens Romains pensaient probablement la même chose, même au 5e siècle. **Les perceptions et les croyances sont toujours en retard sur la réalité.**

International Man : À votre avis, à quoi ressemble l'avenir de la liberté individuelle aux États-Unis ?

Doug Casey : Les tendances ont tendance à rester en mouvement - et la dégradation de la liberté s'accélère en fait. Je ne vois donc rien qui s'améliore. Il est vrai qu'il y a des signes de réaction, comme les convois de liberté des camionneurs. Lorsque les émeutes commenceront pour de bon, peut-être cet été, nous verrons ce qui se passera. Les États-Unis sont une poudrière, où les Rouges et les Bleus en sont venus à se mépriser.

Cela dit, les Américains semblent au moins avoir préféré Biden à Trump en 2020. L'administration Biden/Harris représente les valeurs du jacobinisme et du bolchevisme, et il semble que la plupart des Américains n'ont aucun problème avec cela. J'ai aimé Trump parce que, même s'il est dépourvu de noyau philosophique, il était au moins authentique et très divertissant. Et, plus important encore, un conservateur culturel.

Le fait que les Américains aient non seulement élu, mais réélu Barack Obama montre que la victoire de Biden n'est pas un hasard. Cela montre où se trouve la tête de l'Américain moyen. Y aura-t-il une réaction des conservateurs culturels américains restants ? Ce serait une bonne chose. Mais cela pourrait se transformer en

mouvements de sécession ou en une véritable guerre civile.

Il y a peu de raisons de croire que les choses vont s'arranger. Il n'y aura pas de retour à une ère de liberté, de paix et de prospérité de sitôt, même si les crétins de Washington ne déclenchent pas la troisième guerre mondiale. En fait, nous sommes dans les premiers stades de la Grande Dépression. À partir de maintenant, la répression, la guerre et le malaise économique nous accompagneront pendant des années.

Je ne doute pas que, puisque la plupart des Américains pensent que l'État est une corne d'abondance qui peut résoudre tous les maux, il y aura des appels à ce qui revient à un dictateur. En 2024, un candidat charismatique prétendra qu'il peut redresser le pays si on lui donne plus de pouvoir pour le faire. Je parierai sur un général, car l'armée a encore la réputation d'être relativement efficace et moins corrompue que le reste du gouvernement. Les "Murcans" voteront volontiers pour un homme fort qui promet de tout embrasser et de tout améliorer.

La seule certitude alors est que les dernières valeurs qui ont fait la différence et la grandeur de l'Amérique seront balayées. Tout ce qui est garanti de survivre, c'est l'État américain. Ils ont même un nom pour leur objectif. Il s'appelle "Continuité du gouvernement". On ne soulignera jamais assez que leur première directive est de survivre. Vous pouvez être assurés que le gouvernement américain lui-même tentera de survivre à tout prix. C'est un parasite de son hôte. Et comme tout parasite, il tuera son hôte si c'est ce dont il a besoin pour survivre.

L'homme international : Plutôt que d'adopter des lois restreignant explicitement la liberté d'expression, l'establishment se contente de laisser Big Tech - qui est intimement lié au gouvernement - faire son sale boulot.

Toute personne épousant des opinions contraires au récit de "l'actualité" risque d'être dé-platformée, licenciée, mise sur liste noire, intimidée et de voir ses informations personnelles divulguées.

Tout cela provient des entreprises, de la culture d'annulation, des médias et des particuliers.

Outre l'État, la liberté d'expression a de nombreux autres adversaires.

Quel est votre point de vue, et où cela nous mène-t-il ?

Doug Casey : L'une des choses qui a rendu l'Amérique différente est que la Déclaration des droits a été jointe à la Constitution. Le but de la Déclaration des droits était de défendre le citoyen individuel contre les déprédations de cet État.

La Constitution elle-même n'est qu'un plan de fonctionnement du gouvernement - des détails techniques sur la façon dont les politiciens sont élus, sur les pouvoirs des différentes parties du gouvernement, etc. La Déclaration des droits est vraiment ce qui rend la Constitution américaine spéciale. La déclaration des droits est l'essence politique de l'Amérique. Elle devrait être inviolable.

Mais au fil des ans, elle a été complètement interprétée pour ne plus exister. Elle est devenue vide de sens. C'est juste de la poudre aux yeux et du blabla à ce stade.

Le gouvernement s'est transformé en l'ennemi de l'individu moyen. Mais c'est en fait pire que ça. Les grandes entreprises et leurs dirigeants sont étroitement liés au gouvernement et à ses apparatchiks - pas seulement Facebook, Google et Apple, mais presque toutes les grandes entreprises. Et toutes les agences prétorienne, comme le FBI, la CIA, la NSA et bien d'autres, qui équivalent à des mini gouvernements lourdement armés, qui se perpétuent au sein du gouvernement et qui ont leur propre vie semi-indépendante.

Tout cela va dans la mauvaise direction. Où cela va-t-il finir ?

Ça va se terminer par la lutte des classes. Les riches deviendront beaucoup plus riches à l'avenir parce que toutes les dépenses du gouvernement sont dirigées vers les riches. La plupart des gens de la classe moyenne tomberont dans la classe inférieure et y seront cimentés par les prestations sociales - avec une patine de guerre raciale et de guerre des sexes accompagnant la dégradation générale de la société.

Nous nous dirigeons vers une crise monumentale. Je pense que ce sera la plus grande crise depuis que la révolution industrielle a changé la nature de la société il y a 200 ans.

L'Homme International : Compte tenu de ce dont nous avons discuté, quelles sont les choses que les personnes qui valorisent les droits individuels peuvent faire pour protéger leur auto-souveraineté ?

Doug Casey : Vous ne pouvez pas changer ces mégatendances personnellement. Tout ce que l'on peut faire, c'est essayer de s'en protéger du mieux que l'on peut, tout en conservant sa dignité personnelle et en ne se laissant pas rouler comme un chien battu par les méchants.

Dans le monde d'aujourd'hui, cela signifie que vous devez vous diversifier à l'échelle internationale, de sorte que si les choses se compliquent dans un pays, y compris les États-Unis, vous aurez un plan B pour un autre endroit dans le monde où vous pourrez vous installer jusqu'à ce que la situation s'améliore.

Malheureusement, le monde entier va dans la mauvaise direction. Ce n'est pas aussi facile qu'avant, mais vous devez vous diversifier physiquement. Assurez-vous que vos affaires financières sont en ordre. Un élément majeur que les gens oublient est que dans un monde contrôlé par l'électronique, vous voulez avoir une richesse physique qui ne peut pas être confisquée, taxée ou effacée par les ordinateurs. D'autant plus que les CBDC, les monnaies numériques des banques centrales, voient le jour.

Les deux dernières pensées : Premièrement, consacrez le temps et les efforts nécessaires pour accumuler des pièces d'or et d'argent en votre possession. Deuxièmement, possédez des biens immobiliers non urbains. Malgré l'augmentation des taxes immobilières, c'est l'une des dernières choses susceptibles d'être un actif relativement sûr.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Où, c'est différent cette fois

Charles Hugh Smith Mercredi 13 avril 2022

of two minds.com  charles hugh smith

Jean-Pierre : ... parce que ce sera bien pire.

La plupart des gens seraient horrifiés par une baisse de 40% de leurs "investissements". Lorsque les bulles éclatent, les actifs spéculatifs ne chutent pas de 40%, mais de 90%, voire de 98%.

L'ironie de la panique soudaine concernant l'inflation réelle générée par la hausse des salaires est double :

1. Le statu quo ne mentionne jamais l'inflation galopante des actifs, parce que les personnes déjà riches sont devenues plus riches, donc l'inflation des actifs est merveilleuse et mérite d'être permanente.

Regardez le graphique ci-dessous (avec l'aimable autorisation de Mac10) du S&P 500 / salaires ajustés pour l'IPC (indice des prix à la consommation) : les bénéfices des entreprises ont explosé par rapport aux salaires depuis 2009.

2. Les salaires ont été martelés depuis 1975. Une étude de **la RAND Corporation** a révélé que 50 000 milliards de dollars ont été transférés de la main-d'œuvre au capital au cours des 45 dernières années. (voir graphique ci-dessous)

Les riches n'ont pas eu à se plaindre de la perte de pouvoir d'achat des salaires pendant 45 ans, mais la première petite hausse du pouvoir d'achat des salaires provoque une panique.

Maintenant que les tendances à l'inflation galopante des actifs et à la déflation du travail se sont inversées, les actifs vont se dégonfler et les salaires vont augmenter, ce qui va affoler les riches et leurs apologistes, leurs lèche-bottes et leurs outils médiatiques.

"Les marchés montent en escalator et descendent en ascenseur" est un dicton de Wall Street, mais il y a plus qu'un retour à la moyenne ou d'autres dynamiques techniques à l'œuvre : la richesse obscène qui a été transférée aux 0,1 % les plus riches est maintenant une cible politique.

Le fait de subvenir à ses besoins à 19 ans aiguise la mémoire des gains, des coûts et du pouvoir d'achat d'une journée de travail.

J'ai tenu un journal de bord de toutes mes dépenses, aussi modestes soient-elles, au début de la vingtaine, lorsque mes revenus étaient faibles en raison de mes horaires limités (j'étais étudiant à l'université à temps plein) et de mon faible salaire.

Selon la calculatrice officielle de l'inflation (https://www.bls.gov/data/inflation_calculator.htm), absurdement sous-estimée, les 1,65 \$/heure que nous gagnions comme salaire minimum en 1970 valent aujourd'hui 12,17 \$.

Mais quand je me rappelle ce que je pouvais acheter avec mon modeste salaire, je pense que l'équivalent plus réaliste est de 16 à 18 \$/heure.

Les 3,50 \$/heure que je gagnais en 1974 valent officiellement 20 \$, mais en termes de ce que je pouvais acheter avec ces 3,50 \$, c'est plutôt 30 \$/heure.

Par exemple : en 1974, le loyer de mon studio bas de gamme à Honolulu était de 125 dollars par mois. (Rappelons qu'Honolulu a longtemps été l'une des villes où le coût de la vie est le plus élevé aux États-Unis). Il fallait 35 heures de travail pour payer ce loyer (sans tenir compte des taxes pour simplifier).

Aujourd'hui, il faut environ 60 heures de travail à 20 \$/heure pour payer le loyer d'un studio à Honolulu (1200 \$/mois).

On parle beaucoup de la meilleure qualité des produits aujourd'hui et de la baisse du coût de l'électronique, etc. Mais nous oublions que les téléviseurs, les appareils électroménagers, etc. duraient longtemps à l'époque, et que ces achats étaient donc rares. Les biens d'occasion étaient disponibles pour une fraction du prix du neuf.

Le travailleur qui gagnait 3,50 dollars de l'heure en 1974 pouvait acheter plus et économiser davantage que celui qui gagne 20 dollars de l'heure aujourd'hui.

En tant que charpentier non syndiqué expérimenté (mais pas encore compagnon à part entière) en 1977 (à l'âge de 23 ans), je gagnais 7,50 \$/heure. Selon l'inflation officielle, cela vaut presque 36 \$/heure aujourd'hui.

Combien de charpentiers expérimentés de 23 ans gagnent 36 \$/heure aujourd'hui ? À mon avis, ils sont relativement peu nombreux, bien que des emplois à la pièce et des emplois en plein essor à court terme puissent offrir des salaires élevés pendant de brèves périodes. D'après mes calculs de ce que je pouvais acheter à l'époque pour 7,50 \$/heure, l'équivalent aujourd'hui est plutôt de 45 \$/heure. À l'époque, je payais le loyer, la propriété d'un véhicule, les impôts, les repas au restaurant, etc. et j'économisais encore 50 % de mon salaire net.

Est-il possible pour une personne qui gagne 36 \$/heure et qui paie le loyer, les soins de santé, la propriété d'un

véhicule, les repas au restaurant, etc. au prix du marché d'économiser la moitié de son salaire net ? Pas sans une "offre spéciale" sur le loyer ou des sacrifices extraordinaires. Je n'ai pas fait beaucoup de sacrifices en 1977, je n'ai tout simplement pas dilapidé mes revenus. Il y a une grande différence entre les sacrifices et le fait d'être simplement frugal / prudent pour obtenir la pleine valeur.

Lorsque j'étais constructeur au milieu des années 1980, nous payions 100 % de l'assurance maladie à couverture complète de nos employés. Cela représentait environ 50 dollars par mois pour chaque personne et environ 150 dollars par mois pour une famille.

Selon l'inflation officielle, 50 dollars en 1985 valent aujourd'hui 132 dollars. Pouvez-vous acheter une assurance maladie complète pour un individu pour 132 dollars par mois aujourd'hui ? Non. "Selon une recherche publiée par la Kaiser Family Foundation en 2019, le coût moyen d'une assurance santé parrainée par l'employeur pour les primes annuelles était de 7 188 \$ pour une couverture individuelle et de 20 576 \$ pour une couverture familiale." Cela représente 600 \$/mois pour un individu seul.

En raison des cartels, des monopoles et de l'inflation des actifs, les coûts du monde réel ont mangé les salariés vivants pendant des décennies.

L'inflation des actifs se transformera en déflation des actifs pour de nombreuses raisons, et la déflation des salaires se transformera en inflation (c'est-à-dire en gain de pouvoir d'achat) pour de nombreuses raisons.

Lorsque les cycles se retournent, nous cherchons des explications spécifiques, mais la réalité est souvent plus systémique : les extrêmes ont atteint leurs limites, les rendements décroissants se sont transformés en rendements négatifs, le pendule a consommé tout l'élan disponible et revient maintenant vers l'extrême opposé.

Regardez le graphique de la part des salaires dans le PIB (produit intérieur brut) ci-dessous. Si les salaires augmentaient de 8 % et revenaient aux niveaux du milieu des années 1970, cela représenterait 8 % du PIB de 21,5 billions de dollars (2021), soit 1,7 billion de dollars.

Cela équivaut à 13 000 dollars par an pour chacun des 130 millions de travailleurs américains.

Les bénéfices des entreprises sont passés de 400 milliards de dollars à 2,4 trillions de dollars. Que faudrait-il pour que ces bénéfices retombent à 700 milliards de dollars ?

La plupart des personnes qui jouent sur des actifs ne pensent pas qu'elles jouent ; elles pensent que "investir" n'est pas un jeu d'argent. Mais les bulles d'actifs ne sont pas le résultat d'un investissement, elles sont le résultat d'une spéculation poussée à l'extrême.

La plupart des gens seraient horrifiés par une baisse de 40 % de leurs "investissements". Lorsque les bulles éclatent, les actifs spéculatifs ne chutent pas de 40%, mais de 90%, voire de 98%. De nombreuses entreprises technologiques qui valaient plus de 100 dollars au début de l'an 2000 valaient 4 ou même 2 dollars en 2003.

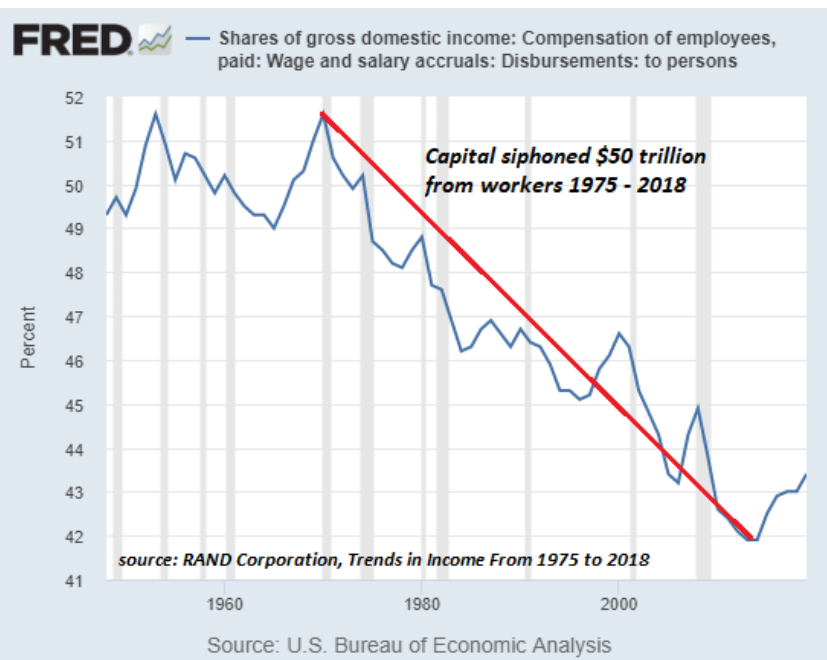
Ce n'est pas du tout inhabituel. Nous avons simplement oublié ce qui se passe lorsque les bulles éclatent.

Le marché boursier américain valait 53 000 milliards de dollars au début de l'année 2022. Si les bénéfices des entreprises tombent à 1 000 milliards de dollars par an et que le ratio cours/bénéfices tombe à un niveau historiquement raisonnable de 11, les actions américaines vaudront 11 000 milliards de dollars, soit une baisse d'environ 40 000 milliards de dollars ou 80 %.

Rappelons que la valeur des actions américaines est tombée à 11 000 milliards de dollars en 2002 et à nouveau en 2008.

"Impossible !" Oui, bien sûr. C'est ce que tout le monde pensait en 2000 et 2008, juste avant que les bulles n'éclatent. C'est la troisième bulle, et c'est la plus gargantuesque, la plus étirée, et donc le retournement sera le plus extrême.

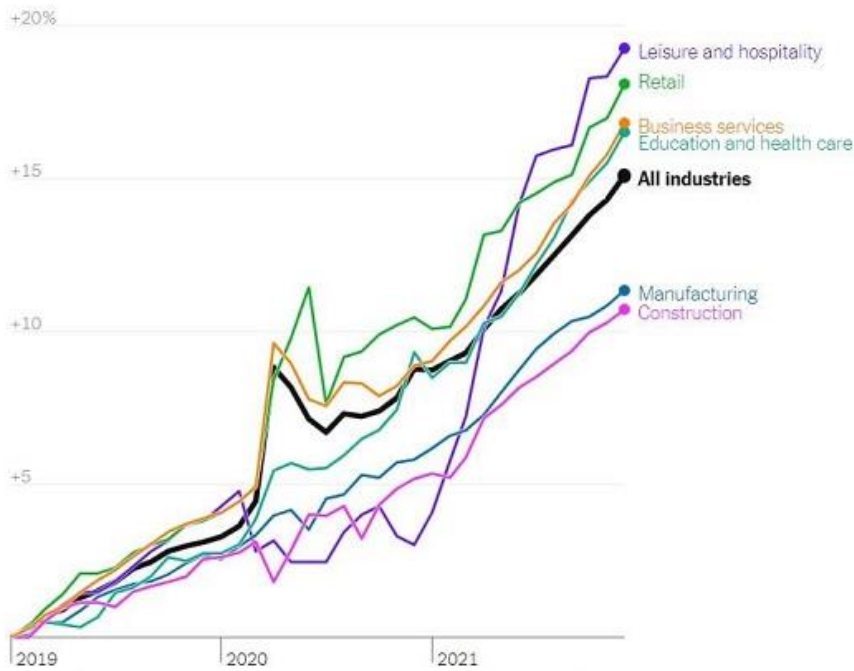
Pensez ascenseur, pas escalator. L'inégalité entre les générations, l'inégalité entre les classes, la déflation salariale et le culte des faux dieux de la "richesse sans travail" ont tous atteint des extrêmes. Cette fois-ci, c'est différent, mais pas de la manière dont le statu quo l'attend.



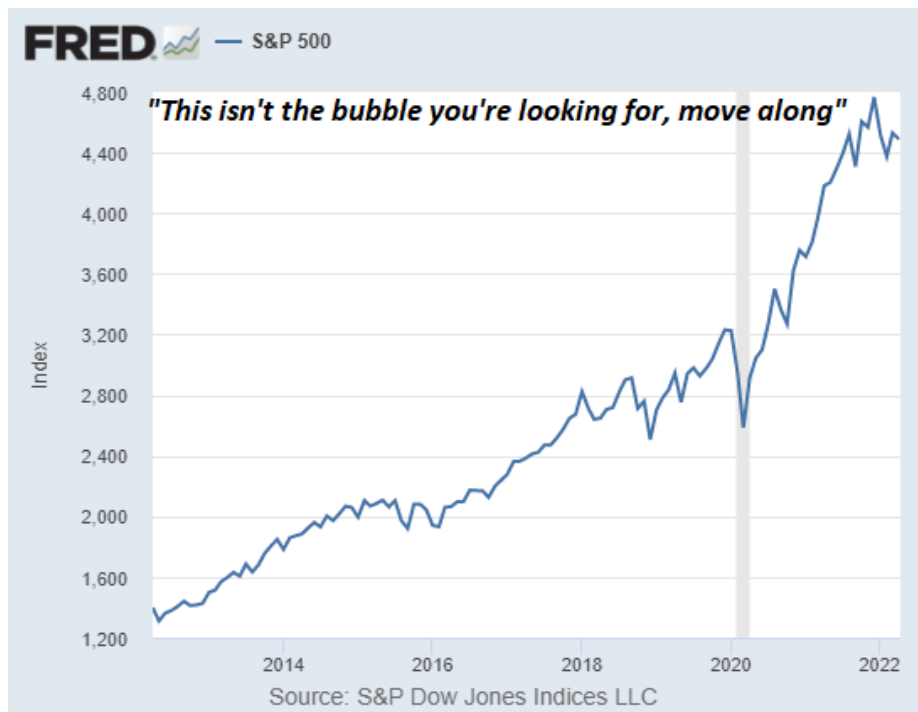
note added by charles hugh smith www.oftwominds.com July 2021

Wages continue their upward trajectory.

Percent change in earnings for non-managers since January 2019



Seasonally adjusted. Source: Bureau of Labor Statistics By Ella Koeze



Source: S&P Dow Jones Indices LLC

note added by charles hugh smith www.oftwominds.com April 2022

▲ [RETOUR](#) ▲

.Un autre travail géant "raté"

Brian Maher 7 avril 2022

DAILY RECKONING



Notre insondable défiance à l'égard des experts est validée une fois de plus...

Le ministère américain du travail a publié ce matin les chiffres du chômage pour le mois de décembre.

Une enquête Dow Jones auprès des sages économiques avait annoncé que le mois de décembre enregistrerait 422 000 nouveaux emplois. Combien de nouveaux emplois ont été créés en décembre ?

199 000, soit moins de la moitié du chiffre prévu.

Ici, M. Nick Bunker, directeur de la recherche économique chez Indeed, se tord les mains en tremblant :

Le début de la nouvelle année est difficile. Ces chiffres peu reluisants ont été enregistrés avant que la variante Omicron ne commence à se propager de manière significative aux États-Unis. Espérons que la vague actuelle de la pandémie ne causera que des dommages limités au marché du travail. Le marché du travail est toujours en train de se rétablir, mais un retour plus durable n'est possible que dans un environnement post-pandémique.

Quand peut-on s'attendre à un environnement post-pandémique ? Peut-être l'été. L'été de quelle année... nous ne prétendons pas le savoir.

Peut-être l'été 2031, lorsque chaque Américain, les 330 millions, aura subi **sa 81e vaccination**.

A la merci de la pandémie

En guise d'euphémisme, voici Daniel Zhao, économiste principal chez Glassdoor :

"Le rapport sur l'emploi d'aujourd'hui est un point final décevant à une année historique pour le marché du travail." Il poursuit :

L'année s'est terminée sur une note aigre, avec un ralentissement des gains d'emplois encore plus important qu'en novembre. De nouvelles vagues imprévisibles de variantes du COVID-19 menacent de faire reculer la reprise, montrant que nous sommes toujours à la merci de la pandémie.

En effet. Mais les économistes qui avaient prévu 422.000 emplois en décembre n'avaient-ils pas lu les journaux ?

D'authentiques experts auraient pu les mêler à leurs mathématiques.

Pourquoi avoir des experts ?

Et nous nous demandons alors : *Pourquoi avoir des experts ?*

Feriez-vous confiance au présentateur de la météo qui avait prévu une chaleur torride de 100 degrés... alors que

le lendemain, la température était de 48 degrés ?

Feriez-vous confiance au boursicoteur qui vous a dit que l'action X allait atteindre 100 dollars alors que l'action X a plongé à 48 dollars ?

Pourquoi donc feriez-vous confiance à une foule d'économistes qui avaient prévu que l'économie créerait 422 000 emplois en décembre - alors que l'économie n'a créé que 199 000 emplois en décembre ?

Où est leur amour propre, leur respect de soi en tant que corps professionnel ?

Les hommes décents pourraient s'enfuir en courant, en s'excusant et en s'engageant à fuir le secteur des prévisions pour toujours.

Mais ces mêmes hommes reviendront le mois prochain avec les chiffres de janvier. Très probablement, avec une précision identique.

Comme ils le feront en février, mars, avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre, janvier - et février encore.

Ces Charlies à contre-sens peuvent-ils parfois faire mouche ? Oui, c'est possible. Mais nous vous le rappelons :

Même l'inerte horloge de grand-père donne l'heure exacte toutes les 12 heures.

Le luxe de l'ignorance

Pourtant, nous compatissons avec ces hommes professionnels.

Ce sont des experts, des hommes dignes, des ecclésiastiques séculiers. Le monde est suspendu à leurs conjectures. Ils sont soumis à une pression considérable pour s'approcher de la cible.

Et donc, ils abordent leurs pronostics avec tout le poids qu'on accorde aux hommes sombres. Lorsqu'ils bâclent leur travail - ce qui arrive presque toujours - ils se font ruer dans les brancards.

Le Daily Reckoning ne porte pas un tel fardeau sur ses épaules minces et plutôt voûtées.

C'est parce que nous jouissons du luxe de... l'ignorance.

M. Milton Friedman a un jour affirmé qu'il pouvait "*vous donner un chiffre ou une date, mais pas les deux*".

Mais votre rédacteur en chef est un peu plus modeste - il ne peut vous donner ni l'un ni l'autre. Et il n'essaie pas.

Nous ne prétendons pas connaître le taux de chômage du mois prochain. Personne ne nous le demande. Et qui nous écouterait si nous le faisons ?

Autant consulter un champion de bowling, un fossoyeur, un juge de la Cour suprême. En fait, nous pouvons aussi bien consulter un économiste.

Nous ne prétendons pas non plus connaître le PIB de cette année... ou comment le Dow Jones se négociera le 10 décembre 2022... ou le 10 janvier 2023.

Nous sommes bien plus habiles à soulever des questions qu'à y répondre.

Nous tirons les nez et mordons les chevilles. Nous faisons la fine bouche. Nous montrons du doigt et tirons la langue. Nous rions.

Encore une fois : Nous profitons du luxe de l'ignorance.

Le plus monstrueux de tous les mensonges monstrueux

Le taux de chômage n'est qu'une statistique. Et **les statistiques sont les pires de tous les mensonges.**

Vous avez une nation divisée également entre des géants de 11 pieds et des nains de 3 pieds.

Le citoyen moyen mesure-t-il 2 mètres de haut ?

La moitié de la population est noire, la moitié de la population est blanche. Le citoyen moyen est-il... gris ?

La moitié de la population est de sexe masculin, l'autre moitié de sexe féminin. Le citoyen moyen est-il hermaphrodite ?

Ou considérez...

Un homme de 23 ans est, sans le savoir, l'hôte du coronavirus. Il ne présente aucun symptôme de maladie. Un jour bleu, un rouleau compresseur lui roule dessus.

C'est le virus qui a fait de lui un bouc émissaire ou le rouleau ? Le Centre de contrôle des maladies pourrait prétendre que c'est le virus.

Voici notre délit contre les statistiques, comme nous l'avons déjà dit : **Les statistiques sont l'arme la plus tranchante du bureaucrate...**

Les gorilles du gouvernement

C'est le statisticien du gouvernement qui collecte, trie, analyse, inquiète, torture et arme les données économiques.

Les données ainsi manipulées sont ensuite mises au service de la politique X du gouvernement... ou de la politique Y du gouvernement.

En d'autres termes, le statisticien est l'homme de main du gouvernement, son acolyte - son homme de main. Comme nous l'avons également écrit auparavant :

Sans ses statistiques, le gouvernement est un imbécile. C'est un cyclope aveugle et maladroit, transpercé de son seul et unique œil.

Mais cette bête impuissante, insensée, aveugle... en fait... représente une menace moindre qu'une bête voyante.

Plus de statistiques, moins de liberté

... explique le regretté économiste **Murray Rothbard** :

Il est certain que ce n'est qu'à l'aide de statistiques que le gouvernement fédéral peut faire ne serait-ce que quelques tentatives pour planifier, réglementer, contrôler ou réformer diverses industries - ou imposer une planification centrale... à l'ensemble du système économique. Si le gouvernement ne recevait aucune

statistique sur les chemins de fer, par exemple, comment pourrait-il commencer à réglementer les tarifs, les finances et autres affaires des chemins de fer ? Comment le gouvernement pourrait-il imposer un contrôle des prix s'il ne sait même pas quelles marchandises ont été vendues sur le marché et quels prix sont pratiqués ?

En effet... en l'absence de statistiques sur le travail, comment le gouvernement saurait-il quand "stimuler" l'économie ?

Et comment sa banque centrale pourrait-elle tracer la fameuse fausse courbe de Phillips ?

Les statistiques sont les "yeux et les oreilles" du gouvernement, dit **M. Rothbard** :

Les statistiques... sont les yeux et les oreilles des interventionnistes : du réformateur intellectuel, du politicien et du bureaucrate du gouvernement. Coupez ces yeux et ces oreilles, détruisez ces directives cruciales pour la connaissance, et toute menace d'intervention gouvernementale est presque complètement éliminée.

Nous ajouterons que les statistiques sont également le nez du gouvernement. Les statistiques permettent au gouvernement de renifler. Les statistiques permettent au gouvernement d'être si intolérablement... curieux.

Autrement dit, sans statistiques, le gouvernement ne pourrait pas nous "gouverner" comme il le voudrait.

Le gouvernement suit les statistiques comme le voleur de train suit les horaires des chemins de fer. Et à peu près dans le même but.

Adieu à la Déclaration des droits

Nous ne faisons pas plus confiance aux statistiques gouvernementales qu'à un chien pour notre dîner ou à un politicien pour notre vote.

Et celui qui les fabrique est souvent une crapule, un traître à la vérité, une menace pour la paix et le bonheur des Américains.

Il vous dirait que deux fois deux font cinq - si ses patrons voulaient vous faire croire que deux fois deux font cinq.

"Le seul bon bureaucrate est celui qui a un pistolet sur la tempe", disait l'irremplaçable **Mencken**, ajoutant :

"Mettez-le dans sa main et c'est l'adieu à la Déclaration des droits."

Les statistiques lui montrent où pointer son arme.

Pourtant, nous concluons de bon cœur. Nous sommes heureux d'annoncer que la menace des bureaucrates est largement exagérée.

Comme nous l'avons déjà dit : La Déclaration des droits ne fait face à aucune menace bureaucratique de la part de l'administration actuelle ou de toute autre administration.

Aucune, c'est-à-dire, à la seule exception de :

Ses premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième - et dixième - amendements.

.Vous venez de vous faire voler !

Brian Maher 12 avril 2022

DAILY RECKONING



Supposons - pour l'instant - que votre ménage est le ménage américain standard. Combien d'argent l'inflation vous a-t-elle volé en mars ?

La réponse, l'affligeante réponse, sous peu. D'abord les nouvelles...

Les données sur **l'inflation** de mars ont été publiées ce matin. Elles représentent le plus grand saut inflationniste annuel depuis décembre 1981 - une escalade de **8,5 %**.

Le New York Post donne les détails :

Les responsables du département du travail ont déclaré que les augmentations des prix de l'essence, du logement et de la nourriture ont été les plus grands contributeurs à l'inflation. L'indice du prix de l'essence a augmenté de 18,3 % en mars. Si l'on exclut les prix volatils de l'alimentation et de l'essence, l'IPC a tout de même augmenté de 6,5 % sur un an.

Le prix des voitures d'occasion a diminué de 3,8 % en mars. L'inflation aurait été encore plus élevée sans leur tiraillement.

Comment le marché boursier a-t-il accueilli les nouvelles de ce matin ? D'abord bien... puis mal.

L'espoir !

L'IPC de base mensuel - c'est-à-dire l'IPC qui exclut les aliments et l'énergie - a été inférieur aux prévisions du consensus.

Une enquête Dow Jones auprès des économistes avait prévu un bond de 0,5 % en mars. Le chiffre annoncé a été de 0,3 %.

M. Market est un homme très optimiste. Sur fond de grisaille, il écarquille les yeux... à la recherche du bon côté des choses :

"Peut-être que l'impression inférieure au consensus de l'IPC signifie que la Réserve fédérale ne relèvera pas les taux de manière aussi agressive. Une Fed moins agressive est bonne pour moi. J'ai besoin de taux bas pour me maintenir en vie."

C'est ainsi que le Dow Jones a progressé de 361 points ce matin. Le S&P et le Nasdaq ont tous deux glissé vers le haut sur des espoirs identiques.

Puis la grande dame de la Réserve fédérale, Lael Brainard, a pris son fusil à pigeon...

Espoir déçu

Elle a affirmé qu'elle et ses collègues prévoient d'augmenter les taux "*rapidement*". Une augmentation rapide implique une hausse de 50 points de base en mai - et peut-être d'autres hausses de 50 points de base par la suite.

En conséquence, le marché donne actuellement 97% de chances d'une hausse de 50 points de base en mai. Ces mêmes probabilités étaient auparavant de 92 %.

Mme Brainard a ajouté que la démolition partielle du bilan pourrait commencer "dès le mois de mai, ce qui entraînerait des réductions de ce bilan à partir du mois de juin".

L'objectif de la dame était vrai. Et c'est ainsi que les actions se sont effondrées cet après-midi.

Le Dow Jones a perdu 87 points à la fin de la séance. Le S&P 500 a terminé la journée en baisse de 15 points et le Nasdaq Composite en baisse de 40 points.

Le rendement du Trésor à 10 ans a légèrement reculé. L'or, quant à lui, a pris une belle bouffée d'air - en hausse de 13 dollars et quelques.

La vérité fait mal

Esquissons la scène inflationniste dans des couleurs encore plus sombres...

En de rares occasions, nous sommes portés par quelques nouvelles positives. Notre esprit chante alors et notre cœur se remplit de joie.

Ces moments sont invariablement des moments de grande inquiétude. En effet, ils plongent nos paramètres internes dans un vaste désordre.

Pour rétablir notre équilibre naturel, nous nous tournons vers **M. John Williams** et son site **ShadowStats**. Ils restaurent - infailliblement - notre infidélité à ce monde.

Il donne des faits froids comme la glace, des faits concrets.

Son objectif déclaré est d'exposer et d'analyser "*les failles dans les données économiques et les rapports actuels du gouvernement américain*".

Ainsi, ce Williams disperse les brouillards statistiques que le gouvernement jette pour dissimuler la véritable inflation.

Le véritable taux d'inflation

Le taux officiel s'élève à 8,5%, il est vrai. Pourtant, nous apprenons de M. Williams :

Si les manieurs de chiffres du gouvernement mesuraient l'inflation comme ils l'ont fait en **1990**, le véritable taux d'inflation approcherait les **14%**.

Et s'ils mesuraient l'inflation selon les règles de **1980** ? L'inflation des consommateurs avoisine les **17%**, ce qui dévore les dollars.

Peut-être que M. Williams fait une erreur de calcul dans une certaine mesure. Nous ne savons pas s'il donne un chiffre précisément exact.

Mais l'expérience nous apprend qu'il est plus près du but que les manieurs de chiffres du gouvernement des États-Unis.

La taxe invisible

L'inflation est un pickpocket extrêmement habile. On l'appelle à juste titre et avec justesse le voleur invisible.

C'est un cambrioleur sur la pointe des pieds.

L'inflation est aussi l'impôt invisible. L'administration peut pleurer sur l'inflation. Pourtant, elle pleure des larmes de crocodile.

Elle est intérieurement satisfaite du butin qu'elle engrange... silencieusement et invisiblement... sans que le public en ait conscience.

Comme **Jim Rickards** le fait souvent remarquer dans ces pages, l'inflation est la seule issue pour un gouvernement aussi profondément endetté que le nôtre. D'après un récent calcul :

La dette nationale est de 30 000 milliards de dollars. Une dette de 30 000 milliards de dollars ne serait pas un problème grave si nous avions une économie de 50 000 milliards de dollars.

*Mais nous n'avons pas une économie de 50 000 milliards de dollars. Nous avons une économie d'environ 21 000 milliards de dollars, ce qui signifie que **notre dette est plus importante que notre économie**...*

La dette est ingérable sans inflation. L'inflation favorise les débiteurs parce qu'ils peuvent rembourser la dette avec des dollars qui se déprécient. Il est plus facile de rembourser une dette parce que vous la remboursez avec des dollars qui ont moins de valeur que lorsque vous les avez empruntés. L'inflation diminue donc la valeur réelle de la dette.

En revanche, la déflation augmente la valeur réelle de la dette. Avec la déflation, la valeur de l'argent augmente, ce qui rend le remboursement de la dette plus pénible. C'est pourquoi les débiteurs détestent la déflation.

*Nous pourrions donc qualifier l'inflation d'impôt de la canaille. **Et qu'est-ce que le gouvernement, sinon une bande de crapules ?***

Combien d'argent l'inflation vous a-t-elle volé en mars ?

Revenons donc à notre question initiale : Combien d'argent l'inflation vous a-t-elle volé en mars ?

Encore une fois, la question suppose que votre ménage est un ménage américain standard. Si c'est le cas, quelle est la réponse ? Combien d'argent l'inflation a-t-elle soutiré de votre poche le mois dernier ?

M. Ryan Sweet est économiste principal chez Moody's Analytics. Le New York Post donne ici la réponse acide de Sweet :

Le ménage américain moyen a dépensé 327 dollars de plus en mars en raison de l'inflation... C'est plus que les 297 dollars par ménage en février, lorsque l'indice des prix à la consommation a augmenté de 7,9 %.

Trois cent vingt-sept dollars ! Le salarié américain moyen perçoit 32 dollars par heure de travail. Il a donc travaillé

plus de 10 heures supplémentaires en mars pour acquérir ses produits de base, soit plus d'une journée de travail entière.

N'oubliez pas les taxes

Et ce salaire de 32 dollars - nous devons vous en informer - ne tient pas compte des impôts.

Supposons qu'un homme travaille les huit heures habituelles. Son salaire horaire de 32 \$ lui rapporte 256 \$ au moment du décompte.

Pourtant, le fisc lui prélève 36 dollars. Notre pauvre homme se retrouve avec 220 dollars.

Il doit donc travailler encore plus longtemps pour suivre l'inflation.

Est-ce cela la justice ? Le foie et les lumières en nous disent que ce n'est pas la justice. C'est de l'injustice.

Cet homme est malmené. Il doit courir de plus en plus vite pour simplement rester en place.

Mais que peut-il faire ? Selon lui, rien du tout.

Ainsi, l'inflation n'est pas seulement une taxe cachée. Comme **Milton Friedman** l'a noté un jour... l'inflation est la "taxe la plus cruelle".

▲ [RETOUR](#) ▲

."Un arbre corrompu porte des fruits mauvais"

Brian Maher 14 avril 2022

DAILY RECKONING



"Tout bon arbre porte de bons fruits", dit Matthieu - "mais un arbre corrompu porte de mauvais fruits".

Aujourd'hui, nous abaissons notre hache sur la racine de l'arbre à monnaie corrompu de l'Amérique... et exposons son fruit maléfique... *le dollar fiduciaire*.

Vous êtes peut-être au courant de la corruption. Si vous êtes un lecteur régulier, vous êtes probablement conscient de la corruption.

Pourtant, un homme doit de temps en temps se rappeler des vérités évidentes. Le nez sur son visage est si évident qu'il remarque à peine la protubérance. Il ferait bien de s'en souvenir de temps en temps.

Pensez maintenant au billet de 20 dollars qui se trouve dans votre portefeuille. Il s'agit d'un actif pour vous, son détenteur. Il représente un droit légal sur des biens et des services.

Mais ce billet de 20 \$ vit une double existence - une existence visible et une existence invisible. En effet, votre

actif de 20 dollars est en même temps un passif de 20 dollars.

Vous voyez l'actif. Vous ne voyez pas le passif.

Aujourd'hui, tout l'argent est une dette

Tout l'argent en circulation aujourd'hui - tous les billets, les pièces de monnaie, tous les chèques et les dépôts d'épargne, tout cela - a été emprunté pour exister.

Autrement dit, tout l'argent existant représente une dette... contractée à un moment donné... quelque part... par quelqu'un.

Cette dette n'est peut-être pas la vôtre. Mais c'est la dette de quelqu'un.

C'est le secret de l'adorable billet de 20 \$ qui se trouve dans votre portefeuille.

Pauvre Andrew Jackson

Imaginez le pauvre Andrew Jackson fumant dans sa morne tombe du Tennessee. Imaginez comment il tourne et tourne et tourne.

Car c'est cet homme qui a fermé la deuxième banque des États-Unis en 1836 - la banque centrale - et qui a remboursé la dette nationale pour la première et unique fois dans l'histoire.

Et voici le vieux Hickory avec son visage de faucon devant le billet de 20 dollars créé par la dette.

Il a été traîné à titre posthume dans le système bancaire qu'il détestait.

Réfléchissons maintenant aux réalités stupéfiantes de l'argent basé sur la dette d'aujourd'hui...

88 trillions de dollars dans l'air

Rappelons que tout argent constitue une expression de la dette. L'actif ne représente que l'envers du passif.

Nous devons donc conclure :

Si toutes les dettes basées sur le dollar étaient retirées - les 88 000 milliards de dollars, publics et privés - chaque dollar disparaîtrait dans l'inexistence d'où il vient.

Pouvez-vous l'imaginer ?

Maintenant, levez votre mâchoire du sol. Redécouvrez votre équilibre. Reprenez vos esprits ébranlés.

Ici, nous ne spéculons pas. Nous lisons directement du livre...

La confession ouverte de la Fed

M. Marriner Eccles dirigeait la Réserve fédérale en mai 1941. A cette époque, il s'est assis devant le Comité de la Chambre des Communes sur la banque et la monnaie.

Un membre du Congrès déconcerté - Patman, de son nom - a demandé à Eccles comment la Réserve fédérale avait obtenu les fonds nécessaires pour acheter 2 milliards de dollars d'obligations du Trésor en 1933.

Nos larbins ont récupéré cet échange dans les archives du Congrès :

ECCLES : Nous l'avons créé.

A partir de quoi ?

ECCLES : Du droit d'émettre de la monnaie de crédit.

Et il n'y a rien derrière, n'est-ce pas, à part le crédit de notre gouvernement ?

ECCLES : C'est ce qu'est notre système monétaire. S'il n'y avait pas de dettes dans notre système monétaire, il n'y aurait pas d'argent.

"L'absurdité tragique de notre situation désespérée est presque incroyable"

Est-ce que M. Eccles a bâclé les faits ? Non, il ne l'a pas fait. Voici le directeur du crédit de la Réserve fédérale d'Atlanta, M. Robert Hemphill :

Si tous les prêts bancaires étaient payés, personne ne pourrait avoir de dépôt bancaire, et il n'y aurait pas un dollar de pièce ou de monnaie en circulation. C'est une pensée stupéfiante. Nous sommes complètement dépendants des banques commerciales. Quelqu'un doit emprunter chaque dollar que nous avons en circulation, en espèces ou en crédit. Si les banques créent de l'argent synthétique en abondance, nous sommes prospères ; sinon, nous mourons de faim. Nous sommes absolument sans système monétaire permanent. Lorsque l'on a une vue d'ensemble du tableau, l'absurdité tragique de notre situation désespérée est presque incroyable - mais elle est là.

Elle est là, en effet.

"Tout l'argent disparaîtrait"

M. G. Edward Griffin est l'auteur de *La créature de Jekyll Island*. Cette créature est bien sûr la Réserve Fédérale.

Ses Dr. Frankensteins se sont réunis sur l'île Jekyll en Géorgie en 1910 pour préparer sa naissance.

Ici Griffin se met derrière Messieurs Eccles et Hemphill :

Il est difficile pour les Américains d'accepter le fait que leur masse monétaire totale n'est soutenue par rien d'autre que des dettes, et il est encore plus hallucinant de visualiser que, si tout le monde remboursait tout ce qui a été emprunté, il n'y aurait plus d'argent en circulation. En effet, il n'y aurait plus un seul centime en circulation - toutes les pièces de monnaie et tous les billets de banque retourneraient dans les coffres des banques - et il n'y aurait plus un seul dollar sur le compte courant de quiconque. En bref, tout l'argent disparaîtrait...

Chaque dollar qui existe aujourd'hui, que ce soit sous forme de monnaie, d'argent de chéquier ou même d'argent de carte de crédit - en d'autres termes, toute notre masse monétaire - existe uniquement parce qu'il a été emprunté par quelqu'un ; peut-être pas vous, mais quelqu'un.

Attaquons maintenant la racine de l'arbre à argent corrompu d'aujourd'hui...

N'oubliez pas les intérêts

Une banque prête 10 000 dollars à un homme. Il doit rembourser ces 10 000 dollars à une date ultérieure - avec un peu d'intérêt en plus.

Supposons que les 10 000 dollars soient assortis d'un taux d'intérêt de 5 %. Supposons encore que le banquier vienne frapper à sa porte dans cinq ans pour réclamer son prêt.

Le débiteur doit lui remettre 12 762,74 \$, soit le principal plus les 2 762,74 \$ d'intérêts accumulés.

Où cette sève trouvera-t-elle les 2 762,74 \$ pour payer les intérêts ? La question la plus importante :

La Réserve fédérale doit-elle émettre des quantités croissantes d'argent pour assurer le service de l'ensemble de la dette en cours - 88 000 milliards de dollars dans le cas des États-Unis ? M. Griffin :

L'une des questions les plus perplexes associées à ce processus est : "D'où vient l'argent pour payer les intérêts ?" Si vous empruntez 10 000 dollars à une banque à un taux de 9%, vous devez 10 900 dollars. Mais la banque ne fabrique que 10 000 dollars pour le prêt. Il semblerait donc qu'il n'y ait aucun moyen pour vous - et pour toutes les autres personnes ayant contracté des prêts similaires - de rembourser votre dette.

La quantité d'argent mise en circulation n'est tout simplement pas suffisante pour couvrir la totalité de la dette, intérêts compris. Cela a conduit certains à la conclusion qu'il est nécessaire que vous empruntiez 900 dollars pour payer les intérêts, ce qui, à son tour, entraîne encore plus d'intérêts. L'hypothèse est que plus nous empruntons, plus nous devons emprunter, et que la dette basée sur la monnaie fiduciaire est une spirale sans fin menant inexorablement à toujours plus de dette.

Il s'agit d'une vérité partielle. Il est vrai qu'il n'y a pas assez d'argent créé pour inclure les intérêts, mais il est faux de croire que la seule façon de les rembourser est d'emprunter encore plus.

Une vérité partielle ? Quelle est l'entière vérité, monsieur ?

La valeur d'échange du travail

"L'hypothèse ne tient pas compte de la valeur d'échange du travail." Veuillez développer :

Supposons que vous remboursiez votre prêt de 10 000 \$ à raison d'environ 900 \$ par mois et qu'environ 80 \$ de ce montant représentent les intérêts. Vous vous rendez compte que vous avez du mal à faire vos paiements et vous décidez d'accepter un emploi à temps partiel...

On décide alors de faire cirer les planchers de la banque une fois par semaine. Vous répondez à l'annonce parue dans le journal et vous êtes engagé pour 80 \$ par mois pour faire ce travail. Le résultat est que vous gagnez l'argent nécessaire pour payer les intérêts de votre prêt, et - c'est là l'essentiel - l'argent que vous recevez est le même que celui que vous aviez payé auparavant. Tant que vous travaillez pour la banque chaque mois, les mêmes dollars entrent dans la banque sous forme d'intérêts, puis sortent par la porte tournante sous forme de salaire et reviennent dans la banque sous forme de remboursement du prêt.

C'est ainsi. Vous servez l'intérêt en servant votre maître.

Mais que se passe-t-il si vous refusez de cirer les planchers de la banque, si vous ne servez pas votre maître ?

Il n'est pas nécessaire que vous travailliez directement pour la banque. Peu importe où vous gagnez l'argent, son origine est une banque et sa destination finale est une banque. La boucle par laquelle il passe peut être grande ou petite, mais le fait est que tous les intérêts sont finalement payés par l'effort humain.

Le servage moderne

Que devons-nous donc conclure de ce qui précède ?

*La signification de ce fait est encore plus surprenante que l'hypothèse selon laquelle **on ne crée pas assez d'argent pour rembourser les intérêts**. C'est que la totalité de cet effort humain profite finalement à ceux qui créent la monnaie fiduciaire. Il s'agit d'une forme de servage moderne dans laquelle la grande masse de la société travaille comme des serviteurs sous contrat pour une classe dirigeante de la noblesse financière.*

Cette conclusion nous consterne.

Pourtant, nous risquons que M. Griffin en dresse un portrait global juste. Et donc cette question : Devrions-nous briser les chaînes de l'esclavage de nos poignets ?

Autrement dit, devrions-nous tous rembourser chaque dollar que nous devons - les 88 000 milliards de dollars ? Devrions-nous retirer tout l'argent de la circulation ?

La question est théorique, bien sûr. Nous ne pouvons pas plus nous permettre de briser les chaînes de la dette que nous ne pouvons nous permettre de nous briser le cou.

Elles se briseront lorsqu'elles ne pourront plus supporter le poids implacable qui pèse sur elles. Pas parce que nous choisissons de les briser.

En ce jour brillant et glorieux, bien que lointain, nous serons enfin libres...

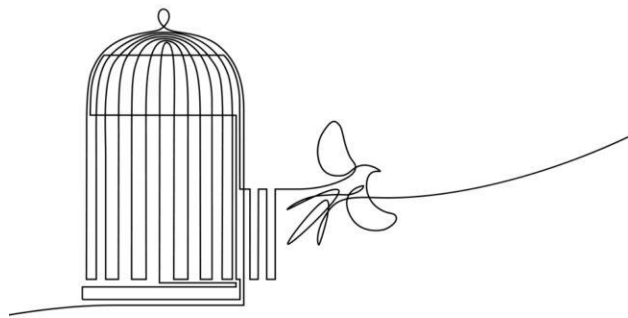
Libres - sans un seul penny à notre nom.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La liberté est la réponse

Jeffrey Tucker 8 avril 2022

DAILY RECKONING



Je regarde à nouveau les sondages sur la popularité de Biden. Ils sont choquants, voire dévastateurs.

Nous sommes face à un écart de près de 12 points entre l'approbation et la désapprobation. Je suppose que la réalité est bien pire, étant donné que chacun sait ce que l'on est censé dire aux sondeurs. Ils ne cherchent pas la désapprobation. Ils cherchent l'adhésion. Le fait que tant de personnes soient prêtes à dire ce qu'elles pensent est frappant.

Pour moi, ces chiffres représentent bien plus que l'impopularité d'un seul homme. Ils ne sont qu'un signe - léger mais que nous pouvons voir - de quelque chose de bien plus fondamental qui se passe.

Ce que nous voyons ici est une perte de confiance profondément dangereuse, non seulement dans le gouvernement, mais dans tout, y compris la technologie, les médias, les experts en général, et une perception culturelle croissante que la vérité ne nous est plus accessible.

Nous vivons au milieu de la montée du chaos informationnel, les derniers stades de ce que Robert Malone a appelé *la psychose de formation de masse*. Il est impossible de savoir à l'avance où cela aboutira, mais il ne fait plus aucun doute que quelque chose se prépare et nous frappera très fort.

Je suis toujours étonné que tout cela soit arrivé en seulement deux ans. Nous sommes passés d'un sentiment de paix, de prospérité et de contentement à l'absolutisme et au chaos si rapidement. Chaque fois que cela semblait se terminer, il y a eu une nouvelle série d'horreurs.

Et à l'heure où j'écris ces lignes, la nation est submergée par la maladie, malgré toutes les mesures, les vaccinations, les obsessions, les atténuations avec des masques et tout le reste. Tout cela a échoué.

Quelle est la suite ?

La pandémie se terminera comme toujours : avec l'arrivée de l'immunité collective. C'est à ce moment-là que le virus devient une partie normale de la vie, se reproduisant avec d'autres virus et devenant normal et saisonnier comme toute maladie.

Mes experts me disent que nous sommes à environ un mois de ce stade dans le Nord-Est, mais qu'il n'a pas encore fait son apparition dans le Sud, qui pourrait connaître un printemps et un été difficiles.

Quoi qu'il en soit, elle prend fin, avec ou sans vaccination. Ce qui ne prend pas fin aussi facilement, c'est l'étatisme, la surveillance, le despotisme, le besoin de contrôler, les règles, la menace que tout cela puisse se reproduire.

Se débarrasser de la pandémie est une chose dont la nature se charge. Se débarrasser des contrôles de la pandémie et de l'envie de matraquer les gens pour qu'ils se conforment est une tâche beaucoup plus difficile. Elle ne sera probablement pas accomplie par un mouvement politique.

La réponse sera probablement liée à la non-conformité. De nombreuses personnes en sont déjà là. Ils ont fini d'obéir. Beaucoup de gens ont quitté leur emploi. Ils ont démenagé. Ils ont bouleversé leur vie de manière choquante. Ils ont complètement repensé leurs relations avec les institutions et les dirigeants civiques. Et ils sont prêts pour quelque chose d'entièrement nouveau.

Le psychologue qui est le plus grand spécialiste mondial de la psychose de formation de masse a dit quelque chose d'intéressant dans une interview récente. Il s'agit du **Dr Mattias Desmet**, de l'université de Gand. Il affirme que la réponse ne consiste pas simplement à revenir à la normale dont nous jouissions auparavant. C'est cette ancienne normalité qui a préparé le terrain pour le bouleversement. Nous ne pouvons pas revenir en arrière, car nous risquerions alors de répéter ce que nous venons de vivre.

Au lieu de cela, dit-il, la culture entière et tous les pays doivent découvrir une nouvelle façon de vivre et de penser, une nouvelle relation avec nos dirigeants civiques et une nouvelle relation les uns avec les autres. Il refuse de dire précisément à quoi cela ressemble.

Je le dirai, cependant.

La liberté est la réponse

Elle doit être enracinée dans les traditions de la liberté. Nous devons apprendre à trouver le bonheur dans le choix humain, la tolérance et la paix avec nos voisins. Nous devons à nouveau trouver la joie dans le travail et l'épanouissement dans la prospérité et la santé.

C'est un exercice de reconstruction qui occupera la majeure partie du reste de nos vies.

Il devra probablement avoir lieu au milieu d'une crise économique croissante. L'inflation pourrait se calmer un peu au premier trimestre, mais l'argent qui circule dans le pays et dans le monde doit bien finir quelque part.

Il finira par se convertir en un niveau de prix bien différent de celui que nous connaissons actuellement. Toutes nos économies sont en danger. **Toutes les choses que nous considérons comme acquises par le passé pourraient être remises en question**, les gens cherchant désespérément une issue.

En quoi pouvons-nous avoir confiance ?

Les gens se sont masqués. Ils ont pris leurs distances. Ils ont réduit leurs activités sociales. Ils ont respecté les piqûres, une, puis deux, puis le rappel. Ils ont tout fait correctement. Et ils ont quand même attrapé le virus.

Il est impossible de sous-estimer les implications de ceci pour des millions de personnes. Ils ont fait confiance aux experts. Les experts avaient tort. Maintenant, les gens doivent se demander ce qui va suivre.

Par-dessus tout, il s'agit de retrouver la santé. Mangez bien. Faites de l'exercice. Prenez le soleil. Arrêtez la malbouffe. Concentrez-vous sur les éléments fondamentaux. Mangez des produits frais. Restez aussi peu stressé que possible. Arrêtez de jouer avec des substances qui ne sont pas bonnes pour la santé. Si nous avons vraiment tous l'intention de vivre au-delà de 80 ans, nous allons devoir repenser de nombreux aspects de notre vie.

En outre, **certains des observateurs culturels les plus avisés prédisent un retour généralisé à la foi religieuse.** Malheureusement, beaucoup des institutions religieuses de notre passé ont acquiescé à la tyrannie. Elles n'ont pas résisté. Elles ont même prêché la conformité aux pratiques poussées par Fauci et d'autres, abandonnant leur leadership dans le domaine spirituel.

Celles qui n'ont pas résisté sont les excentriques, les Amish, les Juifs orthodoxes et les évangéliques indépendants. Ils ont conservé leur intégrité. Ils sont susceptibles de prospérer à l'avenir.

Je n'ai jamais voulu vivre dans un monde avec une perte de confiance massive dans tout ce que tant de générations ont travaillé si dur pendant si longtemps pour construire. Mais c'est là que nous sommes. L'heure est à la résilience et à la force d'âme, et à toutes les autres vertus que nous ont enseignées les anciens.

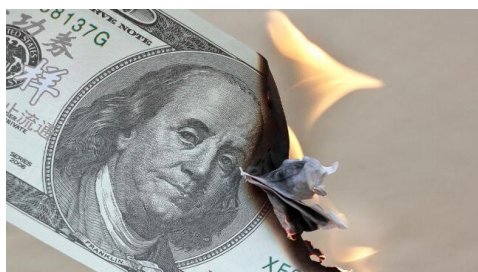
Malgré toutes nos technologies et commodités modernes, ce qui nous sauvera en fin de compte, ce ne sont pas nos gadgets, mais nos valeurs.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Vous ne pouvez pas blâmer la Fed

Jim Rickards 13 avril 2022

DAILY RECKONING



Qu'est-ce que l'argent ? Tout le monde pense savoir ce qu'est l'argent, mais la Fed ne sait même pas ce qu'est l'argent. Elle a trois définitions différentes ou plus de l'argent (**M0, M1 et M2**, etc.).

Par exemple, l'argent comprend l'argent liquide et les dépôts par chèque. Mais il y a aussi la "quasi-monnaie", qui comprend des choses comme les dépôts d'épargne et les fonds communs de placement du marché monétaire. Ils peuvent être convertis en espèces ou en chèques, ils sont donc considérés comme de la quasi-monnaie.

Ainsi, même l'institution qui crée l'argent ne sait pas vraiment ce qu'est l'argent. Et si vous ne savez pas ce qu'est l'argent, pouvez-vous vraiment comprendre ce qu'est l'inflation ?

Aujourd'hui, je veux clarifier ce que sont réellement la monnaie et l'inflation.

Tout d'abord, vous devez comprendre ce qu'est l'impression monétaire. Comment la Fed s'y prend-elle ? Et où va l'argent ?

Lorsque la Fed "imprime" de l'argent, il s'agit bien sûr de monnaie numérique. Oui, il existe une monnaie physique que les gens portent dans leur portefeuille, mais 90 % de l'argent est créé par une entrée électronique dans un ordinateur.

De l'argent à partir de rien

Lorsque la Fed crée de l'argent, elle doit d'abord acheter des obligations du gouvernement américain (ainsi que certains titres adossés à des créances hypothécaires auprès de négociants primaires comme Goldman Sachs, Morgan Stanley, Citi et Bank of America).

La Fed appelle les négociants et leur propose d'acheter les titres. Les négociants envoient ces titres à la Fed, et la Fed les paie avec de l'argent qu'elle crée de toutes pièces.

Il suffit de taper sur un ordinateur. Contrairement à ce que beaucoup pensent, la Fed n'a pas de presse à imprimer. Le département du Trésor en a une, mais c'est une autre histoire. C'est tout numérique.

Donc c'est l'impression de l'argent. La Fed crée de l'argent à partir de rien pour payer les titres qu'elle achète aux *primary dealers*. La question est : que se passe-t-il ensuite ?

Le manège de l'argent

Les banques ont maintenant l'argent que la Fed a créé pour payer les obligations. Les banques prennent alors l'argent et le déposent à la Fed sur leurs comptes de réserve (les *primary dealers* ont des comptes à la Fed).

Les banques prennent donc l'argent nouvellement créé et le renvoient directement à la Fed sous forme de réserves excédentaires, où il rapporte un petit montant d'intérêt.

L'argent ne va nulle part. Il n'entre pas en circulation, et n'est pas prêté. En fait, il est stérilisé <blanchit>, il reste sur les comptes des courtiers de la Fed et rapporte un peu d'intérêt.

C'est pourquoi l'orgie de création monétaire à laquelle nous avons assisté au cours des douze dernières années environ n'a jamais conduit à une inflation sérieuse des prix à la consommation.

Alors comment la masse monétaire affecte-t-elle l'économie réelle ? Comment peut-elle provoquer l'inflation ? Eh bien, cela se passe au niveau des banques commerciales, y compris ces grands dealers, mais aussi toute autre banque.

Créer un prêt, créer de l'argent

Essentiellement, les banques créent de l'argent lorsqu'elles vous accordent un prêt. Elles placent l'argent sur votre compte. Vous pouvez le dépenser, l'économiser ou l'investir, peu importe. Le point clé est que ce n'est pas seulement la Fed qui crée de l'argent. Les banques commerciales créent également de l'argent lorsqu'elles accordent un prêt.

Bien sûr, cet argent provient également de l'air. Ni la Fed ni les banques commerciales n'impriment de l'argent. Ce ne sont que des entrées informatiques.

Les prêts des banques commerciales peuvent être inflationnistes. Si les banques accordent de nouveaux prêts, les gens prennent l'argent et achètent de nouvelles voitures ou de nouveaux appareils, sortent au restaurant, prennent des vacances, etc.

Mais ce n'est pas le cas. Les banques ne font pas beaucoup de prêts, ce qui signifie qu'elles ne créent pas beaucoup d'argent.

L'ingrédient manquant dans tout cela est ce que l'on appelle **la vitesse**. La vitesse semble technique, mais c'est un concept assez simple. C'est la rotation de l'argent.

Tout est dans la vitesse

Si la vitesse de circulation de la monnaie est de cinq, cela signifie que chaque dollar de la masse monétaire est transformé en 5 dollars de biens et de services. Quelqu'un emprunte cet argent et le dépense, disons, dans un restaurant. Le restaurant prend ensuite l'argent et le dépense en fournitures, le fournisseur le dépense en autre chose et ainsi de suite.

Mais la vitesse s'est effondrée. Pas seulement en baisse, mais en chute libre. Aujourd'hui, la vitesse est d'environ 1,5, ce qui signifie qu'un dollar produit à peine des biens et des services en plus de la masse monétaire elle-même.

En d'autres termes, toute l'impression monétaire, que ce soit par la Fed qui achète des obligations aux négociants ou par les banques commerciales qui accordent des prêts aux clients, ne produit pas d'inflation car la vitesse de circulation de la monnaie est minimale.

L'essentiel est que l'inflation n'a rien à voir avec la "*planche à billets*" **de la Fed**. Alors pourquoi l'inflation galopante d'aujourd'hui ?

Deux types d'inflation

Nous devons d'abord comprendre qu'il existe deux types d'inflation. L'une est appelée **l'inflation par la demande** et l'autre **l'inflation par les coûts**.

Qu'est-ce que l'inflation par la demande ? On parle d'inflation tirée par la demande lorsque les consommateurs pensent que l'inflation est arrivée et qu'elle va s'aggraver. Ils décident de s'approvisionner maintenant parce que les prix ne font qu'augmenter. Nous avons vu cela à la fin des années 1970.

Alors que fait cette demande croissante ? Elle crée des pénuries. Les producteurs expédient les marchandises, les vendant aussi vite qu'ils le peuvent. Les prix augmentent. Il y a presque une frénésie, et *la vitesse monte en flèche*. Puis vous avez l'inflation. C'est l'inflation par la demande.

Inflation par les coûts

L'autre type d'inflation est appelé **inflation par les coûts**. Elle ne provient pas de la demande, mais de l'offre.

Cela signifie que, que l'économie soit forte, qu'il y ait ou non une crainte d'inflation, les prix augmentent parce que les producteurs provoquent une hausse des prix.

Ce n'est pas de l'arnaque. Il ne s'agit pas d'une conspiration, mais simplement de l'économie de base. C'est ce qui alimente l'inflation en ce moment. Les chaînes d'approvisionnement étaient déjà perturbées par la pandémie. Maintenant, vous avez la guerre en Ukraine, ce qui entraîne encore plus de perturbations.

Par exemple, la Russie et l'Ukraine produisent ensemble environ 25 % de toutes les exportations de blé dans le monde. Or, l'Ukraine ne peut pas exporter de blé parce qu'il y a une guerre en cours et la Russie ne peut pas exporter de blé à cause des sanctions.

Avec une telle offre sur le marché, le prix du blé ne peut qu'augmenter. Ce n'est qu'un exemple.

Il y a aussi des pénuries d'énergie, exacerbées par la guerre en Ukraine. Mais tout cela est en grande partie dû à la politique.

Blessures auto-infligées

L'administration Biden a tué le **pipeline Keystone**. Cet oléoduc aurait été relié au système américain d'oléoducs dans le Midwest. Ensuite, le pétrole aurait pu être distribué dans tous les États-Unis vers les raffineries ou les endroits où il est nécessaire. Mais Biden a tué le projet.

Son administration a également mis fin aux nouveaux baux sur les terres fédérales et a handicapé l'industrie de la fracturation. Jen Psaki, la porte-parole du président, a essayé de minimiser l'impact de ces politiques, en disant qu'il y a déjà 9 000 baux mais qu'ils ne sont pas utilisés.

Eh bien, la raison pour laquelle elles ne sont pas utilisées est que les compagnies pétrolières ont foré des échantillons et n'ont pas trouvé de pétrole. Il est donc vrai que ces concessions ne sont pas utilisées, mais cela ne signifie pas qu'il y a du pétrole inexploité.

En fait, c'est le contraire.

Cela signifie qu'il n'y a pas de pétrole, parce qu'ils l'ont déjà testé et n'ont rien trouvé. Les compagnies ont besoin de nouveaux baux pour explorer, ce qu'elles n'obtiennent pas. C'est juste de la propagande, mais ils pensent que le peuple américain va y croire.

L'essentiel est que l'inflation que nous observons jusqu'à présent est une inflation par les coûts résultant de la rupture de la chaîne d'approvisionnement, d'une mauvaise politique, de la pandémie et de la guerre en Ukraine.

Et rien de ce que la Fed peut faire n'y changera quoi que ce soit.

▲ [RETOUR](#) ▲

Quelques réflexions sur les grands chiffres

Charles Hugh Smith Dimanche 17 avril 2022

of two minds.com  charles hugh smith

Demandons "cui bono" aux 33 000 milliards de dollars de dette supplémentaire et aux 9 000 milliards de dollars de PIB supplémentaire : à qui cela profite-t-il ?

J'ai réfléchi à la difficulté de comprendre les grands chiffres. L'analyste technique **Sven Henrich** (@NorthmanTrader) a récemment proposé une méthode pour appréhender l'immense richesse d'Elon Musk : Comment devenir aussi riche qu'Elon Musk ? C'est simple. Soyez payé 1 million de dollars chaque jour...

... pendant 750 ans d'affilée et vous y êtes.

Comment comprendre les 33 000 milliards de dollars de dette totale que nous avons ajoutés depuis 2010 ? Nous pouvons commencer par noter qu'il s'agit **d'une augmentation de 60 % de la dette en une décennie environ, alors que la population des États-Unis a augmenté de 7 %.** Sommes-nous 60 % mieux lotis qu'il y a 12 ans ? Comment mesurer cette "amélioration" ? Le PIB a également augmenté de 60 %, mais sommes-nous 60 % plus efficaces ou 60 % plus productifs ? Le pouvoir d'achat de nos salaires a-t-il augmenté de 60 % ? Pouvons-nous acheter 60 % de plus avec le salaire d'une journée ?

Je pense qu'il est juste de répondre "**non**" à toutes ces questions. Nous avons ajouté 33 000 milliards de dollars de dettes pour plus ou moins faire du sur-place.

Cela éclaire-t-il **ces 33 000 milliards de dollars de dire que cela représente 100 000 dollars de dette pour chacun des 330 millions d'Américains** ? Avons-nous tous 100 000 \$ de plus pour avoir emprunté 33 000 milliards de dollars ? Eh bien, quelques personnes en ont profité. Les 400 personnes les plus riches ont vu leur richesse monter en flèche de plusieurs milliers de milliards de dollars, passant d'environ 8 % du PIB en 2010 - contre 2,5 % en 1985 - à environ 18 % du PIB, qui s'élève aujourd'hui à 24 000 milliards de dollars. Cela représente 4,3 trillions de dollars.

Je pense qu'il est juste de dire que l'hyper-mondialisation et l'hyper-financiarisation ont généré une hyper-richesse et une hyper-inégalité.

En parlant de gros chiffres, examinons les 50 % les plus pauvres, soit environ 65 millions de ménages. Comme le montre le graphique ci-dessous, ces 65 millions de ménages possèdent environ 0,6 % des plus de 40 000 milliards de dollars du marché boursier américain. C'est moins de 1 %, soit environ 240 milliards de dollars. Réparti entre 65 millions de ménages, cela revient à quelques milliers de dollars par ménage.

La détention d'actions dans les 50 % inférieurs suit probablement la même courbe de distribution que l'ensemble de la détention d'actions : les 1 % supérieurs de ces 65 millions de ménages possèdent la plupart des actions et le reste des 5 % supérieurs n'en possède qu'une mince tranche.

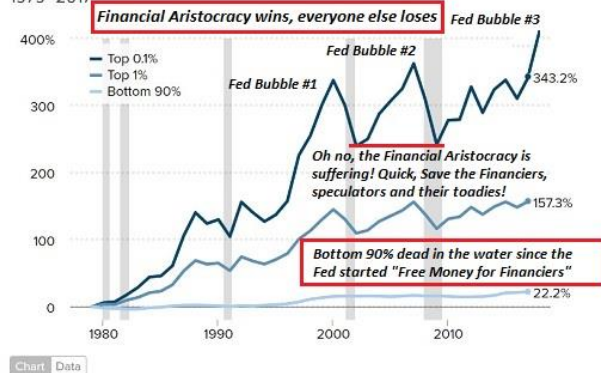
La réalité est donc que la grande majorité des ménages américains n'ont aucun intérêt dans les dizaines de milliers de milliards du marché boursier américain, ou dans les dizaines de milliers de milliards du marché obligataire, ou encore dans les milliers de milliards détenus par les entreprises privées et l'immobilier commercial et locatif.

Demandons-nous donc qui bono des 33 000 milliards de dollars de dette supplémentaire et des 9 000 milliards de dollars ajoutés au PIB : au profit de qui ? Je pense qu'il est juste de dire que les bénéfices ont été distribués selon une loi de puissance dans laquelle les 0,01 % les plus riches ont écrémé la majorité des gains, les 0,1 % les plus riches ont reçu la deuxième plus grande part, les 1 % les plus riches ont recueilli la plupart de ce qui restait, et le reste des 5 % les plus riches (de 1 à 5 %) ont ramassé tout sauf quelques miettes qui sont tombées principalement sur les 6 à 10 % les plus riches. Il restait quelques miettes pour les 10 à 20 % les plus riches, et en dessous, il ne restait que des poussières.

Je ne suis pas du tout sûr qu'il existe un moyen de vraiment saisir l'hyper-richesse et l'hyper-inégalité ou leurs conséquences. Notre sens de l'équité est difficile à quantifier, mais cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas. À un moment donné, la cocotte-minute des rationalisations et des distractions explose et la cuisine devient un véritable capharnaüm.

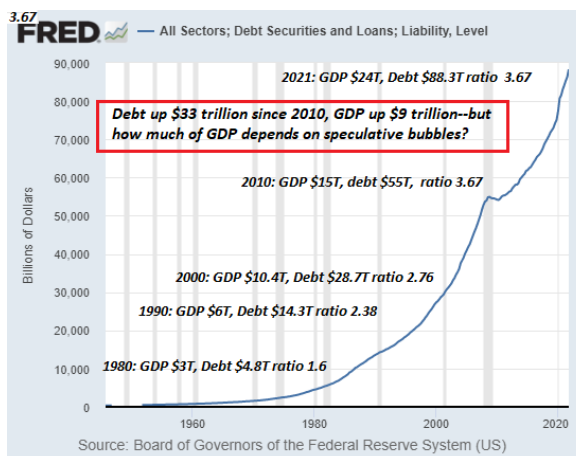
Top 0.1 percent earnings grew fifteen times faster than bottom 90 percent earnings

Cumulative percent change in real annual earnings, by earnings group, 1979–2017

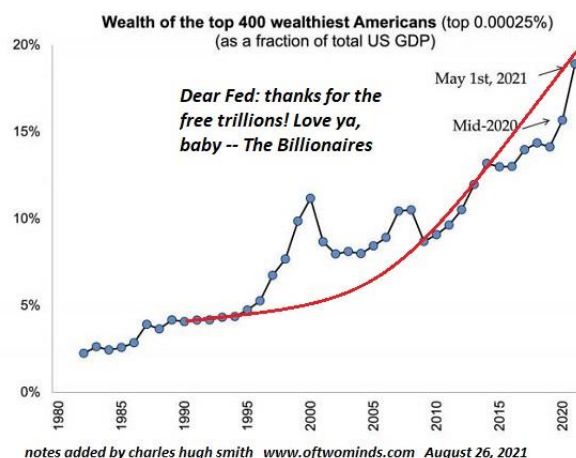
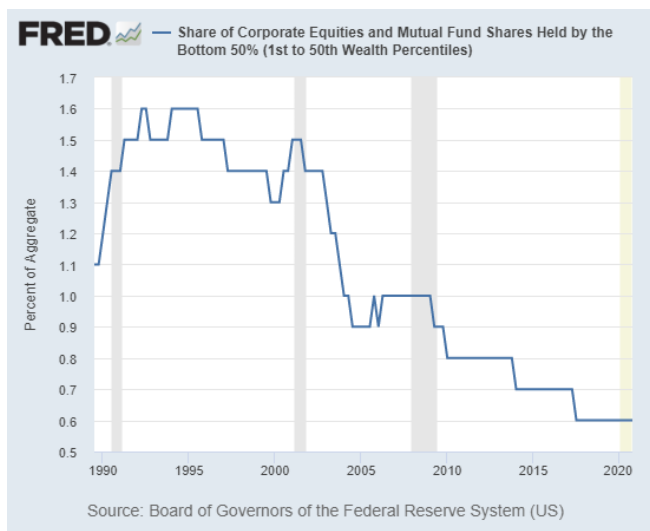


Source: EPI analysis of Kopczuk, Saez, and Song (2010, Table A3) and Social Security Administration wage statistics

notes added by charles hugh smith www.oftwominds.com 2/21 Economic Policy Institute



notes added by charles hugh smith www.oftwominds.com April 2022



▲ RETOUR ▲

Qu'est-ce que le « Grand Reset » et que veulent réellement les globalistes ?

Par Brandon Smith – Le 1 avril 2022 – Source [Alt-Market](https://www.alt-market.com)



J'ai entendu pour la première fois l'expression « *Grand Reset* » en 2014. Christine Lagarde, qui était à la tête du FMI à l'époque, devenait soudainement très virulente au sujet de la centralisation globale. Il s'agissait d'un programme qui n'était généralement murmuré que dans les coins sombres des livres blancs institutionnels et les réunions secrètes des élites bancaires, mais maintenant ces personnes devenaient plutôt bruyantes à ce sujet.

Lagarde a [répondu](#) à des questions au Forum économique global et la notion de « *reset* » a été délibérément évoquée ; les implications du projet sont vagues, mais il s'agit essentiellement d'un changement radical des modèles économiques, sociaux et politiques actuels du monde vers un système centralisé et intégré au niveau global – un « *nouvel ordre mondial* », si vous voulez...

Il est important de se rappeler que nous venions juste de traverser les flammes d'un effondrement international du crédit qui avait commencé en 2008 et qui avait continué à provoquer des incertitudes sur les marchés pendant des années. Les banques centrales avaient injecté des dizaines de milliers de milliards de dollars de mesures de relance dans le système, juste pour le maintenir en vie. Certains d'entre nous, dans les médias alternatifs, pensaient que ces actions n'étaient pas destinées à sauver l'économie, mais seulement à la zombifier par la dévaluation de la monnaie et l'inflation. Peu de temps après, cette création zombie se retournerait contre nous et tenterait de nous dévorer vivants, et seuls les banquiers centraux savaient exactement quand cela se produirait.

Considérez le krach de 2008 comme l'étape 1 du programme de réinitialisation ; les globalistes commençaient à prendre confiance et étaient prêts à dévoiler leurs plans au public.

La discussion de Lagarde au WEF s'est également tenue à peu près au moment où Klaus Schwab [présentait](#) son concept de 4e révolution industrielle, qui correspond un peu plus à ce que veulent vraiment les globalistes. Il parle avec enthousiasme d'une véritable « *société globale* » et d'un monde dans lequel les gens se tournent vers l'intelligence artificielle (IA) comme meilleur moyen de gouvernance. Il suggère même que les lois seront un jour dictées par l'IA et que les tribunaux seront dirigés par des robots.

Bien sûr, il admet que cela ne peut pas se produire sans une période de déconstruction économique dans laquelle les gens et les gouvernements devront choisir entre le sacrifice au nom de la stabilité ou la douleur continue au nom du maintien des « *anciennes méthodes*. » Voyez les choses de cette façon : La grande réinitialisation est l'action ou le chaos, et la 4e révolution industrielle est le résultat escompté ou « *l'ordre* » planifié. En d'autres termes, c'est un nouvel ordre créé à partir d'un chaos artificiel.

Oui, cela ressemble à de la mauvaise science-fiction, mais n'oubliez pas que ce sont les personnes qui bénéficient de l'attention exclusive de nombre de nos dirigeants politiques et qu'elles côtoient les banquiers centraux de la Réserve fédérale. Je vais le répéter : Les partisans de la Grande Réinitialisation et de la 4ème Révolution Industrielle, qui veulent complètement saper et reconstruire notre société et notre mode de vie, sont des partenaires proches de nos dirigeants nationaux et des banquiers mêmes qui pourraient forcer une telle réinitialisation à se produire par un effondrement délibéré.

Depuis de nombreuses années, les globalistes tentent de donner une nouvelle image à leur programme de Nouvel Ordre Mondial, et ils ont imaginé la Réinitialisation. Plutôt que d'être inoffensif, ce terme menace de bouleverser le système et d'effacer le passé. Lorsque vous « *réinitialisez* » quelque chose, cela revient généralement à zéro – une ardoise vierge que les ingénieurs peuvent utiliser pour réécrire le code et les fonctions. Mais qu'est-ce que cela signifie vraiment ?

Qu'est-ce que les globalistes VEULENT VRAIMENT ? Voici les détails, pour autant que je puisse les prouver ou les étayer par des preuves, de ce qu'est réellement la « *Grande Réinitialisation* » et des programmes qu'ils espèrent mettre en œuvre.

Une centralisation économique globale totale

Certaines personnes pourraient prétendre que nous avons déjà une centralisation économique globale, mais elles ne comprennent pas ce que cela signifie réellement. Alors que les banques centrales nationales sont toutes membres du FMI et de la Banque des règlements internationaux et reçoivent leurs ordres de ces institutions, ce que les globalistes veulent, c'est une gouvernance globale ouverte de la finance, probablement par le biais du FMI.

En d'autres termes, il ne leur suffit pas de manipuler secrètement les économies en utilisant les banques centrales nationales comme mandataires ; ce qu'ils veulent, c'est cesser de se cacher et apparaître au grand jour comme les dirigeants magnanimes qu'ils pensent être.

Le but ultime de la centralisation totale est d'effacer l'idée même de marchés libres et de permettre à une poignée de personnes de microgérer chaque aspect du commerce et des affaires. Il ne s'agit pas seulement d'influence, mais d'empire économique. Mais pour parvenir à une banque centrale globale, ils doivent d'abord mettre en œuvre un plan de monnaie unique.

Un système de monnaie numérique global unique

Le FMI parle d'utiliser son panier de [droits de tirage spéciaux](#) comme base d'une monnaie globale depuis des années (depuis [au moins l'an 2000](#)). Il y a une dizaine d'années, la Chine a commencé à s'endetter à hauteur de plusieurs milliers de milliards de dollars, simplement pour se qualifier en tant que membre du système des DTS, et le FMI a laissé entendre qu'au bout du compte, ce système deviendra numérique. Tout ce qu'il faut, c'est le bon type de crise pour inciter le public à se conformer.

Cela a été évident au plus fort des blocages liés à la pandémie de Covid et de la menace de catastrophe économique, lorsque les institutions globalistes ont commencé à suggérer que les DTS du FMI pourraient être utilisés comme un filet de sécurité pour [les nations](#), avec des conditions bien sûr. Mais au-delà du stress de la pandémie, il y a une crise bien plus importante, à savoir la crise stagflationniste qui est à nos portes. Alors que de nombreuses monnaies nationales sont en déclin et que le statut de réserve globale du dollar est de plus en plus remis en question, je ne doute pas que les globalistes saisisent l'occasion pour proposer au public leur monnaie numérique comme solution.

Le nouveau système serait plutôt une monnaie fantôme pendant un certain temps. Les DTS seraient la colle ou le support tandis que les monnaies nationales resteraient en circulation jusqu'à ce que le cadre numérique devienne omniprésent. Le FMI et les personnes qui le soutiennent deviendraient la banque centrale globale de facto, avec le pouvoir de diriger le cours de toutes les économies nationales par le biais d'un mécanisme de monnaie unique.

Sur le plan micro-économique, chaque individu dépendrait désormais d'une monnaie numérique ou crypto-monnaie qui supprimerait toute confidentialité dans les échanges. Toutes les transactions seraient suivies, et de par la nature même de la technologie de la blockchain et du grand livre numérique, cela serait nécessaire. Les élites monétaires n'auraient pas à expliquer le suivi, tout ce qu'elles auraient à dire, c'est « *C'est comme ça que la technologie fonctionne ; sans le grand livre, ça ne fonctionne pas.* »

Un système de crédit social global

Le mal inhérent au globalisme est apparu clairement lors des récents confinements et de la violente poussée de tyrannie médicale. Malgré le fait que la crise de la Covid-19 n'avait qu'un taux médian de mortalité par infection de [seulement 0,27%](#) selon des dizaines d'études officielles, le contingent de politiciens et de dirigeants

globaux du WEF écumaient la bouche, proclamant que l'existence du virus de la Covid-19 leur donnait le droit de prendre le contrôle total de la vie des gens.

Klaus Schwab et le WEF ont joyeusement annoncé que la pandémie était le début de la « [Grande Réinitialisation](#) » et de la 4ème Révolution industrielle, déclarant que la crise Covid présentait une « *opportunité* » parfaite pour le changement.

Les passeports vaccinaux ont heureusement été rejetés par de nombreux États rouges conservateurs des États-Unis, ce qui a entraîné le renversement complet de ces politiques dans la majeure partie du monde occidental. Nous avons été libres pendant des années alors que de nombreux États bleus et d'autres pays étaient confrontés à l'autoritarisme, ce qui a posé de nombreux problèmes aux globalistes. Il est difficile d'instaurer une dystopie médicale globale lorsque les gens du monde entier peuvent regarder les conservateurs américains et constater que nous vivons très bien sans contrôles.

Les passeports anti-vaccins doivent être considérés comme un premier pas vers quelque chose d'autre – le début d'un système de crédit social massif comme celui utilisé en Chine en ce moment. Si vous pensez que la culture de l'annulation est un cauchemar aujourd'hui, pensez seulement à ce qui se passerait si la foule collectiviste avait le pouvoir de lâcher une bombe de révision sur votre compte de crédit social et de vous déclarer intouchable ? Imaginez qu'elle ait le pouvoir de vous empêcher tout simplement de trouver un emploi, de faire vos courses dans les épiceries et même d'accéder à votre argent ? Sans votre conformité au collectif, l'accès aux nécessités normales de survie serait impossible.

C'est ce que veulent les globalistes, comme ils l'ont ouvertement admis au [début de la pandémie](#), et les passeports vaccinaux auraient été une introduction à cette horreur technocratique si les conservateurs n'avaient pas tenu bon.

Vous ne posséderez rien et serez heureux en 2030

L'« *économie du partage* » (également parfois référencée en parallèle au « [capitalisme d'acteurs](#) ») est un concept qui fait le tour du WEF depuis quelques années maintenant. Les médias ont tenté à tout bout de champ de répandre des mensonges et de la désinformation en prétendant que ce régime n'existe pas ; mais là encore, il est [ouvertement admis](#).

L'économie de partage est essentiellement une économie communiste, mais distillée jusqu'à un minimalisme bizarre que même les personnes ayant vécu en Union soviétique n'ont pas eu à connaître. La structure est décrite comme une sorte de société communautaire dans laquelle les gens vivent dans des logements de type [Section 8](#), avec des cuisines et des salles de bain communes, et presque aucune intimité. Tous les biens sont loués ou empruntés. Toutes les voitures sont empruntées et partagées, la plupart des transports sont des transports en commun, les articles personnels de base tels que les ordinateurs, les téléphones, et même les ustensiles de cuisine peuvent être des articles partagés ou empruntés. Comme le dit le WEF, vous ne posséderez rien.

En être heureux est une autre affaire

L'argument en faveur de ce type de société est bien sûr que le « *changement climatique* » et les faiblesses de l'économie de consommation exigent que nous réduisions notre niveau de vie à un niveau proche de zéro et que nous abandonnions l'idéal sacré de la propriété pour le bien de la planète.

Mettons de côté le fait que le réchauffement climatique basé sur le carbone est une farce. Selon la NOAA, les températures globales n'ont [augmenté](#) que d'un degré Celsius en l'espace d'un siècle. Il s'agit de données que

les climatologues ont tenté de dissimuler ou d'occulter pendant des années, mais elles sont désormais connues de tous. Il n'y a aucune preuve du réchauffement climatique causé par l'homme. Aucune.

Les globalistes complotent pour utiliser l'environnementalisme comme excuse à la centralisation depuis au moins 1972, lorsque le Club de Rome a publié un traité intitulé « [Les limites de la croissance](#) ». Vingt ans plus tard, ils ont publié un livre intitulé « *La première révolution globale* ». Dans ce document, ils recommandent spécifiquement d'utiliser le réchauffement climatique comme véhicule :

En cherchant un ennemi commun contre lequel nous pourrions nous unir, nous avons eu l'idée que la pollution, la menace du réchauffement de la planète, les pénuries d'eau, la famine et autres, feraient l'affaire. Dans leur ensemble et leurs interactions, ces phénomènes constituent effectivement une menace commune qui doit être affrontée par tous ensemble. Mais en désignant ces dangers comme l'ennemi, nous tombons dans le piège, dont nous avons déjà averti nos lecteurs, à savoir confondre les symptômes avec les causes. Tous ces dangers sont dus à l'intervention de l'homme dans les processus naturels, et ce n'est qu'en changeant d'attitude et de comportement qu'on peut les surmonter. Le véritable ennemi est donc l'humanité elle-même.

La déclaration provient du [chapitre 5 – Le vide](#), qui couvre leur position sur la nécessité d'un gouvernement global. La citation est relativement claire : il faut conjurer un ennemi commun pour inciter l'humanité à s'unir sous une seule bannière, et les élites voient dans la catastrophe environnementale, causée par l'humanité elle-même, la meilleure motivation possible.

Ils présentent la solution du concept d'économie partagée comme s'il s'agissait d'une idée nouvelle et audacieuse. Ce que les globalistes veulent en fin de compte pour leur Grande Réinitialisation, cependant, c'est un raz-de-marée à rebours de la liberté et de la prospérité individuelle à une très ancienne manière de faire les choses, semblable à l'ancien féodalisme. Vous devenez un paysan travaillant sur des terres appartenant aux élites, ou à l'État, et vous ne serez jamais autorisé à posséder ces terres.

La seule différence serait que dans un empire féodal du passé, les paysans ne pouvaient pas posséder de terres en raison du système de classes. Cette fois-ci, vous ne serez pas autorisé à posséder quoi que ce soit, y compris la terre, parce que vouloir posséder quoi que ce soit est « égoïste » et destructeur pour la planète.

Contrôle total de l'information

La vérité est une denrée rare de nos jours, mais elle est loin d'être aussi rare qu'elle le sera si ces élitistes obtiennent ce qu'ils veulent. Les globalistes sont beaucoup plus ouverts sur leur programme aujourd'hui qu'ils ne l'ont jamais été auparavant, et je soupçonne que c'est parce qu'ils croient qu'ils seront en mesure de réécrire l'histoire des événements d'aujourd'hui en toute impunité après le déroulement de la Réinitialisation. Ils pensent qu'ils posséderont le monde de l'information et qu'ils pourront modifier notre mémoire culturelle au fur et à mesure.

Les grands médias appellent tout cela « *théorie du complot* ». J'appelle cela la réalité de la conspiration. Il est difficile de nier les aveux ouvertement prononcés par les globalistes eux-mêmes, tout ce qu'ils peuvent faire est d'essayer de déformer l'information autant que possible pour garder le public sur la barrière de ce qui doit être fait, à savoir une purge des globalistes de notre pays et peut-être du monde entier.

Si nous ne le faisons pas, il arrivera un moment où l'on ne se souviendra plus de ce que je dis ici et où il n'y aura plus aucune preuve du plan de ce Reset. L'establishment aura éliminé toute notion de ce plan de l'histoire écrite, ne laissant qu'un récit fantaisiste sur la façon dont le monde s'est effondré et dont une petite organisation de globalistes « *visionnaires* » l'a sauvé de l'oubli grâce à une nouvelle religion de la centralisation.

▲ [RETOUR](#) ▲

Joyeuses Pâques

.Un message de remerciement de l'équipe de Bonner Private Research à vous...

Joel Bowman 17 avril 2022



Cher lecteur,

Les bureaux de BPR sont fermés pour le dimanche de Pâques... mais je voulais vous envoyer un petit message de gratitude en ce week-end férié.

Cela fait tout juste quatre mois que nous avons commencé cette incursion dans le désert des bulletins d'information... et quelle aventure !

Bill, Dan, Tom et moi-même savions qu'il s'agirait d'une véritable aventure : nous nous sommes lancés dans une nouvelle plateforme de publication, nous avons appris les ficelles du métier, nous avons commis des erreurs et, plus généralement, nous nous sommes lancés ensemble dans une nouvelle aventure.

Comme vous, nous ne pouvions pas savoir ce que 2022 apporterait... bien que nous ayons eu quelques suppositions et soupçons au début.

La séance d'information sur **l'énergie** de Winter Catastrophe, par exemple, à laquelle participaient Bill, Rick Rule et Byron King, a été "diffusée" aux abonnés payants à la fin décembre 2021.

Au cours de la discussion animée, notre panel a mis en garde contre **une pénurie d'énergie à venir...** la montée en flèche des prix des produits de base... et des pressions inflationnistes comme nous n'en avons pas vu depuis des décennies.

Cela pouvait sembler un peu tiré par les cheveux pour certains à l'époque... jusqu'à ce que cela devienne une dure réalité. C'est le genre de prévisions pour lesquelles on espère se tromper, mais auxquelles on est quand même content de s'être préparé.

Au cours des derniers mois, nous vous avons transmis des dépêches de Youghal, en Irlande, de San Martin, de Buenos Aires, de Bariloche et de Villa la Angostura en Argentine, ainsi que les recherches de Tom à Chiswick, à Londres, et les réflexions de Dan depuis les hautes plaines de Laramie, dans le Wyoming.

Voici une photo envoyée par Bill de la chapelle qu'il construit - à la main - à San Martin. Je l'ai vue lors de ma visite avec ma famille il y a quelques semaines, perchée sur une petite colline derrière la maison principale. C'est une structure charmante, surtout quand la lumière du soleil brille à travers la croix de la "rosace" en forme de bouteille de vin sur le mur arrière...



(La chapelle de Bill à San Martin, Salta)

Il y aura encore beaucoup d'itinérance et de qui nous parle, d'errance et d'interrogation, dans un avenir proche, alors que nous essayons de comprendre ce qui se passe dans le monde de la haute finance et de la basse politique dans trois... six... douze mois... et au-delà.

Ce week-end, d'ici, dans la campagne de la banlieue de Buenos Aires, nous nous arrêtons pour faire le point sur notre situation... et pour remercier nos lecteurs fidèles et infidèles.



(Coucher de soleil sur le campo, à quelques heures au nord de Buenos Aires)

Nous vous sommes reconnaissants, cher lecteur, de nous accompagner dans ce voyage. Nous vous remercions pour votre patience et votre attention, ainsi que pour les commentaires utiles que vous nous avez adressés en cours de route.

Si vous appréciez ces lettres, envisagez de devenir un abonné payant, d'inviter un ami (ou un ennemi !), ou de répandre la "bonne parole" en offrant un abonnement cadeau.

Plus nous aurons de lecteurs dans notre communauté grandissante, plus nous pourrons exploiter d'outils et de ressources pour faire ce que nous essayons de faire chaque jour... c'est-à-dire relier les points et vous garder en tête du jeu.

Joyeuses Pâques.

Joel Bowman

Un rouble d'or ?

Les conséquences involontaires de la mise au pied du mur de Poutine...

Joel Bowman et Bonner Private Research 16 avril 2022



Joel Bowman nous écrit aujourd'hui depuis Buenos Aires, en Argentine...



Dès le départ, un grand merci à Byron King et à tous les lecteurs qui ont assisté à notre discussion spéciale de jeudi. C'était une explosion.

La (les) question(s) posée(s), au cas où vous l'auriez manqué :

Quel sera l'impact du conflit entre la Russie et l'Ukraine sur le dollar... les marchés de l'énergie... l'inflation... l'offre mondiale de matières premières... la stabilité géopolitique... ?

Il y a beaucoup de choses à décortiquer et, étant donné l'état partisan et réactionnaire du soi-disant "*discours public*" ces jours-ci, il est rafraîchissant d'avoir une discussion de bonne foi sur le sujet. Voici un extrait de la conversation, que vous pouvez lire dans son intégralité à votre guise, ici.

Le lecteur Joeb écrit :

Aucun de nos génies d'élite n'a vu qu'en disant à M. Poutine qu'il n'était plus invité à commercer en dollars, il pourrait... juste chercher un autre moyen de commercer ? Et PERSONNE n'a-t-il envisagé que si un nouveau moyen de paiement était trouvé, le véritable tyran du quartier - le dollar américain - pourrait être mis au pied du mur ? Je suppose que non, car si les marionnettistes avaient un brin de bon sens, ils auraient compris que le dernier domino est leur pouvoir d'imprimer de la monnaie sans limite. Je suppose qu'il n'y a vraiment pas de comptabilité pour les stupides. Je suis buyin 'or homme.

Réponse de Byron :

*Je pense que M. Poutine est en avance sur le troupeau. Il accumule de l'or pour la Russie depuis au moins 2014. Ici, en Occident, l'or est dédaigné comme outil monétaire. L'ami **Jim Rickards** a écrit des livres sur le sujet. Je pense que plus de gens devraient se documenter sur le sujet. Il est temps de dépoussiérer ces vieux livres de bibliothèque sur l'étalon-or, si les bibliothécaires modernes ne les ont pas envoyés à la décharge. Et oui, lorsque les personnes responsables de l'administration de la soi-disant "monnaie de réserve mondiale" excluent des nations entières de son utilisation, il est plus que probable que les outsiders forment leur propre nouveau système. La Russie s'est préparée à cela depuis de nombreuses années. (Russie-Chine, avec de nombreux alliés).*

Le lecteur Gordon :

J'ai lu l'autre jour que lorsque les personnes représentant la Fed ont entendu parler des décisions d'exclure la Russie de SWIFT et de bloquer leurs comptes bancaires, elles ont fortement protesté (mais en interne). De toute façon, la décision avait déjà été prise - et annoncée publiquement - par les politiciens qui ne savent rien faire d'autre que de prendre des postures, donc les objections de la Fed ont été ignorées, et on a dit à la Fed de "se taire et d'être soldat". Je ne peux pas confirmer que c'est réellement vrai, mais cela semble correspondre aux faits. Il est certain que la majorité des membres du Cabinet ne semblent pas capables de penser avec autre chose que leurs ambitions politiques.

Et je me rends compte que votre référence aux "génies de l'élite" était sarcastique, mais s'il y a quelqu'un autour de Biden qui est vraiment intelligent, je ne le vois pas. Je décrirais la plupart d'entre eux comme "un génie dans son propre esprit".

Et revenons à Byron :

Il me semble que les gestionnaires monétaires professionnels ne voudraient pas ruiner la crédibilité de SWIFT. Alors que les politiciens ont tendance à ne pas comprendre les systèmes complexes, et les brisent tout le temps. C'est une des raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas avoir de belles choses.

N'est-ce pas formidable... une discussion adulte sur des sujets importants, sans censure, annulation et déplatformations ? (Bravo à Substack ici aussi, pour avoir fourni ce qui pourrait bien s'avérer être l'une des dernières frontières pour la libre expression dans "l'ouest civilisé". Kudos !)

Nous nous efforcerons d'accueillir de nombreuses autres discussions de ce type à l'avenir. En fait, nous sommes en train de réunir un groupe d'experts pour approfondir ce sujet et d'autres questions monétaires pertinentes. Les grands médias ont une tendance inquiétante (vous l'avez peut-être remarqué ?) à ne présenter qu'un seul côté de l'histoire (le leur !). Nous pensons qu'il est utile de poser des questions difficiles, même si certaines personnes n'aiment pas les réponses.

Si certains de ces événements BPR seront publics, d'autres seront réservés aux abonnés payants. Si vous voulez être sûr de ne pas en rater un seul... et de recevoir tous nos rapports d'investissement spéciaux, des invitations personnelles à des Zoom call avec le réseau privé de Bill, des webinaires exclusifs, des mises à jour du marché deux fois par semaine et toutes les cloches et les sifflets... assurez-vous de figurer sur notre liste de membres. À peine 2 \$/semaine, considérez qu'il s'agit d'un prix "d'ami" et rejoignez-nous ici...

Et voici une note de notre directeur des investissements, Tom Dyson...

Des rallyes haussiers dans une tendance baissière

Nous continuons de croire que les principales moyennes boursières se trouvent dans un marché baissier. Trente ans de politique monétaire expérimentale et la plus grande bulle spéculative de tous les temps sont sur le point de s'effondrer. Mesurées par rapport à l'or, nous nous attendons à ce que les principales moyennes chutent d'au moins 75 % par rapport aux prix actuels.

Lorsque je dis "mesuré par rapport à l'or", je tiens compte de la possibilité qu'en termes nominaux (non mesurés par rapport à l'or et non ajustés pour l'inflation), le marché boursier puisse ne pas chuter et même sembler augmenter. C'est ce qui s'est produit dans des pays comme le Venezuela et la Turquie, où la monnaie se dévalue si rapidement que le prix des actifs semble augmenter.

Nous ne sommes pas intéressés par les rendements relatifs ou les gains nominaux. Ce qui nous intéresse, c'est

d'éviter "la grosse perte" et de préserver autant que possible votre pouvoir d'achat pendant la crise. Ainsi, de l'autre côté, vous pourrez le réinvestir dans des actions d'entreprises productives fortement décotées.

Mais maintenant ? Ce n'est pas en mars 2020. Ce n'est pas le moment de faire le plein d'actions. Les taux vont augmenter et le QT (au moins pendant un certain temps) sera un grand vent contraire pour les actions. Restez en mode sécurité maximale.

Pourquoi préférons-nous mesurer le marché boursier en termes d'or ? Parce que l'offre d'or n'augmente que d'environ 2 % par an, alors que la masse monétaire mondiale a augmenté de 5 à 10 % par an pendant la majeure partie de la dernière décennie, puis a atteint une croissance de 21 % en 2021.

L'or est donc un étalon plus stable pour mesurer la performance des marchés boursiers. Mesuré par rapport à l'or, le marché baissier a commencé en 1999 avec un ratio Dow/Gold de 44. En 2008, il avait chuté de 85 %... pour s'établir juste au-dessus de 6.

Le rapport de Tom sur l'or se trouve dans la section "Rapports de recherche" en haut du site Web, ainsi que notre rapport sur le commerce de la décennie, le rapport sur la stratégie d'investissement de Dan, les transcriptions et les enregistrements de nos séances d'information privées et bien d'autres choses encore. Encore une fois, tout cela est disponible pour les abonnés payants au prix très bas de 2 \$/semaine. Faites-vous une faveur et montez à bord aujourd'hui, ici...

Et c'est tout pour aujourd'hui. Nous partons au campo pour passer les vacances de Pâques avec nos amis et notre famille. Nous vous enverrons quelques photos de la route...

Quoi que vous fassiez ce week-end, profitez de cette pause.

▲ [RETOUR](#) ▲

.L'enfer inflationniste qui est sur le point de se déchaîner

par David Stockman 17 avril 2022

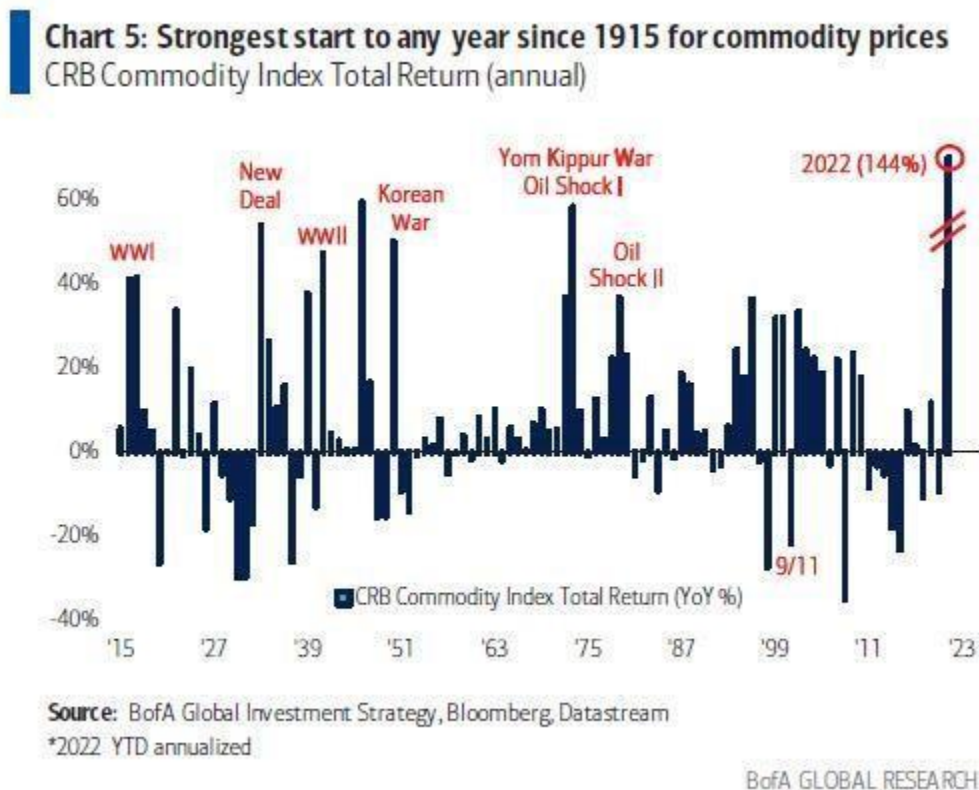
Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



Ce n'est qu'une question de temps avant que Kiev ne se rende aux Russes, avec ou sans la signature de l'armistice par leur président, un clown. Mais cet accord sera si onéreux du point de vue de Washington qu'il ne marquera pas la fin de la guerre des sanctions, mais sera une excuse pour son intensification réelle et sa prolongation indéfinie.

Lorsque cela deviendra une réalité, cependant, l'enfer inflationniste éclatera partout. Et l'expérience de plusieurs décennies de la Fed en matière de gonflement excessif et inflationniste de la monnaie éclaboussera ignominieusement l'Eccles Building (siège de la Fed).

Il apparaît maintenant que les marchés des matières premières ont été si radicalement bouleversés par les actions menées jusqu'à présent que la guerre de Washington contre le système mondial d'échange et de paiement est désormais ouverte et **peut théoriquement durer des années**.



C'est parce que les démocrates qui détestent la Russie et diabolisent Poutine, et qui sont maintenant en charge de la politique à Washington, ne peuvent même pas voir clair lorsqu'il s'agit des véritables enjeux du conflit.

Il n'y a absolument rien à redire à la partition de l'Ukraine et de la Crimée, ni au nouvel accord de sécurité proposé par Poutine, selon lequel l'OTAN déplacerait ses bases de missiles vers le statu quo d'avant 1999 et les forces militaires américaines et occidentales se réinstalleraient dans les anciens territoires de l'OTAN.

Mais ces solutions plausibles sont si éloignées des fièvres guerrières qui font actuellement rage sur le Potomac qu'il n'y a aucune chance que Washington adopte une solution négociée à la guerre ukrainienne. Il faudra en fait un balayage historique du GOP aux élections de 2024 pour effacer les ponts de la diabolisation de Poutine/Russie, et même cela ne ferait pas de différence si les néocons et les faucons militaires assoiffés de sang gardent le contrôle du GOP.

Pendant ce temps, juste comme ça, **le prix du pétrole a récemment atteint 130 dollars le baril.**

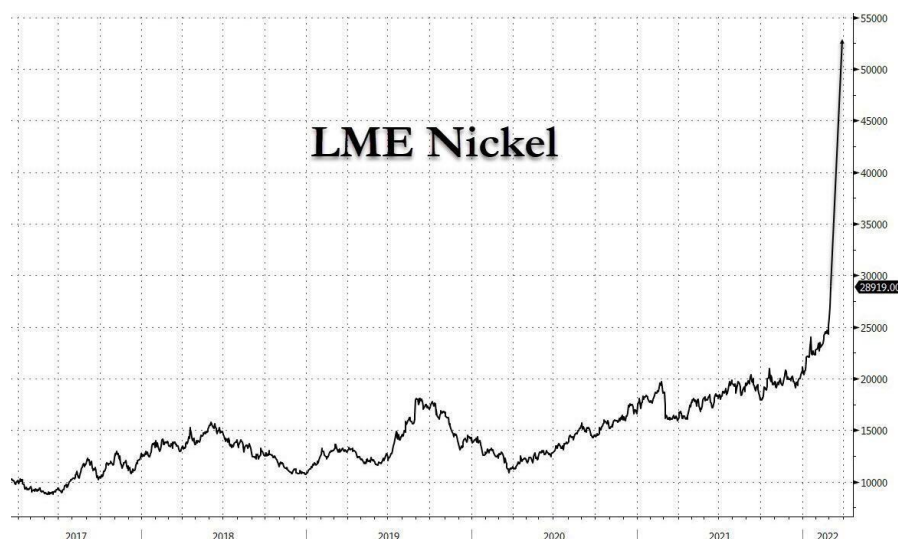


Voilà ce qu'il en est.

Une inflation à deux chiffres est maintenant garantie et elle sera de longue durée.

C'est parce que la Fed est occupée par ce qui revient à des anti-Volckers. Ces cinglés keynésiens accros à la pensée de groupe n'ont aucune idée des terribles incendies inflationnistes qui font rage et continuent d'acheter des obligations (QE) et de ne prévoir que de tièdes augmentations de taux de 25 points de base alors qu'en réalité, des centaines de points de base d'augmentation des taux sont nécessaires au plus vite.

Voici un seul exemple. Les prix au comptant du nickel ont été multipliés par près de 5, et ceci n'est qu'une illustration de la tempête inflationniste qui s'intensifie.



Les prix du blé ont grimpé en flèche de plus de 60 % récemment, car la guerre a effectivement interrompu plus de 30 % de l'approvisionnement mondial en blé, qui transite habituellement par les ports de la mer Noire pour les producteurs ukrainiens et russes.

Cette denrée est utilisée dans toutes sortes de produits, du pain aux biscuits et aux nouilles. Par conséquent, la flambée des coûts en amont va rapidement se répercuter sur la chaîne de transformation jusqu'à ce qu'elle arrive sur les étagères des épiceries. Quand ? Juste à temps pour que les consommateurs américains paient **6 dollars par gallon** pour se rendre chez Kroger et acheter une miché de pain à prix exorbitant.

Et il y a beaucoup plus à venir.

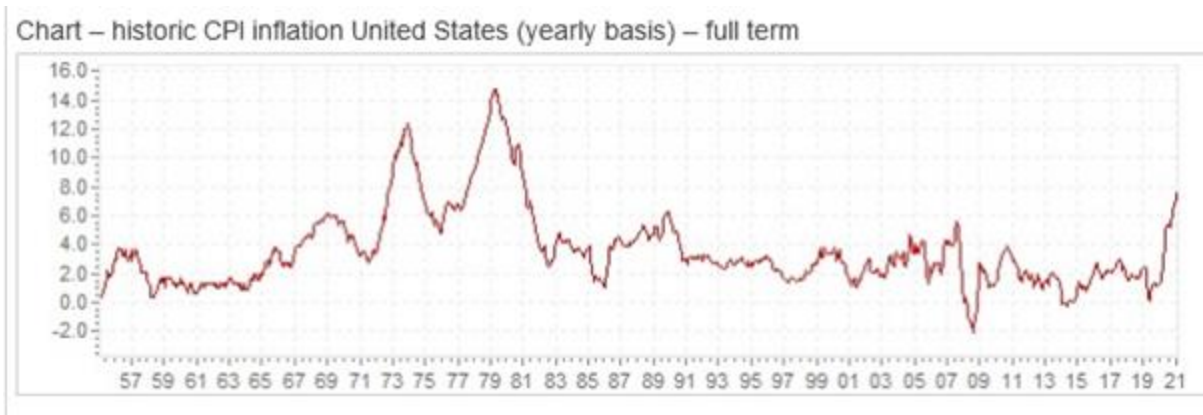
▲ [RETOUR](#) ▲

.États-Unis : l'inflation accélère encore à 8,5% sur un an

Publié par [Philippe Herlin](#) | 14 avril 2022 <https://or.fr/actualites/etats-unis-inflation-accelere-encore-2706>



Le [communiqué du BLS](#) (Bureau of Labor Statistics), l'organisme statistique officiel américain, vient de tomber : l'inflation s'élève à 8,5% en mars sur les douze derniers mois. Un chiffre jamais atteint depuis les records des années 1970, et une hausse que rien ne semble pouvoir arrêter :



Source : inflation.eu

La première vague d'inflation aux États-Unis se déclenche immédiatement après l'abandon de la convertibilité du dollar en or annoncée le 15 août 1971 par Richard Nixon. S'en suit une reprise en main par son successeur Gerald Ford, qui déclara l'inflation « ennemi public numéro un » devant le Congrès le 8 octobre 1974, alors qu'elle atteignait 7%. Jimmy Carter lui succède et fait face à une nouvelle explosion des prix qui culminent à 13,5% en 1980. Elle prendra fin avec la nomination de Paul Volcker à la tête de la Fed, qui porte le taux directeur à 20% en juin 1981. Le remède de cheval fonctionne, et il sera confirmé à son poste par Ronald Reagan. L'inflation est vaincue pour une quarantaine d'année.

L'actuelle montée des prix ne se réduit pas au redémarrage poussif des chaînes logistiques après le Covid, ni à l'agression de l'Ukraine par la Russie, comme on cherche à nous le faire croire. Elle vient de loin et résulte de causes profondes : la planche à billets des banques centrales et la transition énergétique. Comme nous l'avons dit en janvier : [l'inflation est là pour durer](#).

Preuve supplémentaire que l'inflation ne va pas s'évanouir de sitôt : elle est généralisée. Comme l'indique le NLS, elle touche le carburant (+48% sur les douze derniers mois), l'électricité (+11,1%), la nourriture (+8,8%),

mais aussi les véhicules neufs (+12,5%) et d'occasion (+35,3%), les services de transport (+7,7%), les vêtements (+6,8%)...

L'inflation hors énergie et produits alimentaires (« *core CPI* »), considérés comme plus volatiles, s'affiche tout de même à 6,5%. De toute façon, la hausse des prix de l'énergie, à partir d'un certain niveau, se diffuse dans tous les secteurs de l'économie. Comme si cela ne suffisait pas, les problèmes logistiques persistants poussent les prix à la hausse, on le voit pour les voitures neuves (pénurie de semiconducteurs), et encore plus pour les voitures d'occasion (+35,3% !).

Table A. Percent changes in CPI for All Urban Consumers (CPI-U): U.S. city average

	Seasonally adjusted changes from preceding month							Un- adjusted 12-mos. ended Mar. 2022
	Sep. 2021	Oct. 2021	Nov. 2021	Dec. 2021	Jan. 2022	Feb. 2022	Mar. 2022	
All items.....	.4	.9	.7	.6	.6	.8	1.2	8.5
Food.....	.9	.9	.8	.5	.9	1.0	1.0	8.8
Food at home.....	1.2	.9	.9	.4	1.0	1.4	1.5	10.0
Food away from home (1)...	.5	.8	.6	.6	.7	.4	.3	6.9
Energy.....	1.2	3.7	2.4	.9	.9	3.5	11.0	32.0
Energy commodities.....	1.2	4.7	4.2	1.3	-.6	6.7	18.1	48.3
Gasoline (all types)....	1.1	4.6	4.5	1.3	-.8	6.6	18.3	48.0
Fuel oil (1).....	3.9	12.3	3.5	-2.4	9.5	7.7	22.3	70.1
Energy services.....	1.2	2.4	.2	.3	2.9	-.4	1.8	13.5
Electricity.....	.6	1.4	.2	.5	4.2	-1.1	2.2	11.1
Utility (piped) gas service.....	2.9	5.9	.3	-.3	-.5	1.5	.6	21.6
All items less food and energy.....	.3	.6	.5	.6	.6	.5	.3	6.5
Commodities less food and energy commodities....	.3	1.1	.9	1.2	1.0	.4	-.4	11.7
New vehicles.....	1.3	1.3	1.2	1.2	.0	.3	.2	12.5
Used cars and trucks....	-.5	2.5	2.4	3.3	1.5	-.2	-3.8	35.3
Apparel.....	-.7	.6	.7	1.1	1.1	.7	.6	6.8
Medical care commodities (1).....	.3	.6	.1	.0	.9	.3	.2	2.7
Services less energy services.....	.2	.4	.4	.3	.4	.5	.6	4.7
Shelter.....	.4	.5	.5	.4	.3	.5	.5	5.0
Transportation services	-1.0	.2	.7	.0	1.0	1.4	2.0	7.7
Medical care services...	.2	.4	.3	.3	.6	.1	.6	2.9

1 Not seasonally adjusted.

L'inflation va-t-elle continuer à augmenter et battre les taux records atteint dans les années 1970 ? La planche à billets et la transition énergétique nous y amènent... Cependant les États-Unis ont un avantage, ils possèdent d'importantes ressources en énergie que les Démocrates ont décidé de brider mais que les Républicains – grandissimes favoris pour les élections au Congrès de novembre prochain – pourraient réactiver (développement du gaz de schiste, relance de l'oléoduc Keystone pour amener les schistes bitumineux du Canada, etc.). La perspective d'une baisse des prix de l'énergie est envisageable et, par conséquent, une inflation générale moins vigoureuse.

La situation risque de devenir encore plus inquiétante en Europe, où pourtant l'inflation est moins forte aujourd'hui, mais qui, elle, ne dispose quasiment pas de ressources énergétiques, et qui se montre globalement peu favorable au nucléaire. **Même si la guerre en Ukraine s'arrête prochainement, on l'espère, les sanctions perdureront et rendront l'énergie plus coûteuse**, notamment le gaz (cher à transporter s'il est liquéfié, et que nous

proposent généreusement les États-Unis...). Nous faisons le pari qu'au tournant de 2022-2023, l'inflation dans la zone euro dépassera celle des États-Unis. Préparez-vous !

▲ [RETOUR](#) ▲

.« Toto, je ne pense pas que nous soyons encore au Kansas »

Par Jeff Thomas 18 avril 2022

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



Récemment, un collègue américain m'a fait remarquer : *"Nous ne vivons plus dans une démocratie, mais dans une dictature déguisée en démocratie."*

A-t-il raison ? Eh bien, une dictature peut être définie comme *"une forme de gouvernement dans lequel une autorité absolue est exercée par un dictateur."*

Les États-Unis d'aujourd'hui ne sont pas dirigés par une dictature (même si, pour certains, cela peut sembler être le cas).

Mais, si c'est le cas, quelle forme de gouvernement existe-t-il aux États-Unis ?

Lors de leur formation, les pères fondateurs se sont disputés pour savoir si les États-Unis devaient être une république ou une démocratie. Les fondateurs qui ont ensuite formé le parti fédéraliste estimaient que les États-Unis devaient être une démocratie - gouvernée par des représentants élus par le peuple. Thomas Jefferson, qui a créé le parti démocrate républicain, a soutenu qu'il devait s'agir d'une république - un État dans lequel la méthode de gouvernance est la démocratie, mais dont le principe de gouvernance est que les droits de l'individu sont primordiaux.

Selon lui, *"la démocratie n'est rien d'autre que la loi du plus grand nombre, où cinquante et un pour cent des citoyens peuvent voter la suppression des droits des quarante-neuf autres."*

À cette époque, on attribue à Benjamin Franklin la phrase suivante : *"La démocratie, c'est deux loups et un agneau qui votent sur ce qu'ils vont manger pour le dîner."*

Très bien dit.

Étant donné que les Américains votent toujours légalement, et qu'il se pourrait bien que le vote ne soit pas tout à fait truqué, les États-Unis pourraient être considérés comme une démocratie. Bien sûr, pour être précis, on pourrait aussi les définir comme une bureaucratie - dirigée par des fonctionnaires, et/ou une ploutocratie - dirigée par les très riches. Ces deux descriptions sont indéniablement exactes.

Une autre question qui fait l'objet d'un débat animé est celle de savoir sous quel "isme" vivent les États-Unis. On constate que les nouveaux candidats ont tendance à promouvoir ouvertement le socialisme. Historiquement, le socialisme a toujours été un excellent moyen de gagner des voix, car le socialiste promet des largesses à l'homme moyen que le gouvernement fournira en pillant les riches. Il n'est pas surprenant que l'électeur moyen trouve cette perspective très attrayante.

Les candidats socialistes aux États-Unis aujourd'hui fondent leur argumentation en faveur du socialisme sur le postulat que "*le capitalisme a échoué*", et ce postulat leur permet de faire de grands progrès. Ils affirment que la prospérité du peuple américain est presque inexistante, que la classe moyenne se réduit et que la petite classe supérieure s'enrichit de plus en plus.

Ces affirmations sont indéniablement vraies... mais pas parce que le capitalisme a échoué.

Vladimir Lénine a déclaré que "*le fascisme est le capitalisme en décomposition*". Il avait tout à fait raison. Le fascisme est un cancer lent qui ronge une économie. Il transfère les richesses aux plus grandes sociétés, les plus influentes politiquement. Pourtant, le concept de fascisme est très mal compris aujourd'hui. La plupart des personnes qui dénoncent le fascisme décrivent des symptômes tels que les bottes militaires et les croix gammées, mais ne proposent pas de véritable définition.

Pour une définition, nous pourrions demander à Benito Mussolini, le père du fascisme national. Il a déclaré :

"Le fascisme devrait plutôt être appelé corporatisme, puisqu'il s'agit de la fusion du pouvoir de l'État et des entreprises."

En définissant ce terme, nous pouvons conclure que les États-Unis ne sont plus un pays capitaliste et ne l'ont pas été depuis longtemps. Les États-Unis ont commencé à sombrer dans le fascisme de manière significative au moment de la création de l'impôt sur le revenu et de la Réserve fédérale, en 1913. Ces mesures ont été conçues par les plus grands banquiers de l'époque et la Fed reste toujours sous le pouvoir des grandes banques.

Au cours du siècle dernier, l'État profond, qui est d'origine corporatiste, s'est développé et a fait un travail de premier ordre pour introduire une combinaison de socialisme et de fascisme, un peu à la fois. Cela a lentement détruit l'économie, l'éducation et la boussole morale nationale, sans parler de la corruption totale du système politique.

En revanche, le capitalisme est un système de marché libre, dans lequel l'économie, non entravée par l'ingérence des gouvernements, trouve son propre niveau à tout moment. Elle fluctue naturellement, en fonction de l'offre et de la demande, chacune corrigeant l'autre avec régularité.

Mais les décrets gouvernementaux agissent avec force et permanence, restreignant le flux naturel d'argent, de biens et de services. Au fil du temps, les réglementations s'empilent les unes sur les autres jusqu'à ce que le système devienne dysfonctionnel.

Le socialisme, par sa nature même, est une force restrictive centrale sur le marché libre. Sa conclusion logique est très visible au Venezuela aujourd'hui, où la réglementation gouvernementale a produit une telle emprise sur l'économie qu'elle s'est effondrée sur tous les plans, entraînant une pauvreté extrême et même la famine.

Mais, comme indiqué plus haut, aux États-Unis, l'État profond a présenté l'économie américaine comme une économie capitaliste. Ce faisant, il a encouragé le socialisme intégral dans le domaine politique.

Dans un avenir proche, l'économie commencera à s'effondrer sous le poids du fascisme et du socialisme croissants. Cependant, le blâme sera jeté aux pieds du capitalisme.

À mon avis, la majorité des Américains se laisseront bernier en pensant que le capitalisme est le problème et que le socialisme sauvera la situation. Lors de la prochaine crise financière, ils plongeront à pieds joints.

Les électeurs, même ceux qui sont modérés, soutiendront les candidats socialistes. La première élection nationale qui aura lieu après le début de la crise se soldera par une victoire écrasante des candidats socialistes et autres candidats de gauche. Le prochain président proposera une pléthore de "solutions" socialistes pour contrer "les dégâts causés par le capitalisme".

Mais une telle prédiction ne nécessite pas de boule de cristal. Cela s'est déjà produit à de nombreuses reprises. La République athénienne a rencontré le même problème. La République romaine s'est également détériorée de cette manière. Comme l'a déclaré Aristote, "les républiques déclinent en démocraties et les démocraties déclinent en despotismes."

Tout à fait. C'est une progression naturelle.

Il ne serait donc pas surprenant que l'Américain le plus imaginatif observe, inquiet, *"Toto, je ne crois pas que nous soyons encore au Kansas."*

Il aurait très certainement raison. Comme le drapeau de l'image ci-dessus, les principes fondateurs ont été mis sens dessus dessous et les droits des Américains ont été déchiquetés. L'"Amérique", en tant que concept, n'existe plus aux États-Unis. Ses vestiges subsistent, mais bientôt, ils seront eux aussi en voie de disparition.

La liberté existe toujours quelque part dans le monde, mais elle a tendance à changer de lieu de temps en temps.

Peut-être qu'une dernière citation de l'Amérique de la fin du XVIIIe siècle serait utile - une citation de Thomas Paine.

"Mon pays est partout où vit la liberté."

▲ [RETOUR](#) ▲

.L'inflation est-elle vaincue ?

L'IPC atteint 8,5 %... L'IPP grimpe à 11,2% Mais avons-nous atteint le sommet ?

Bill Bonner Private Research 14 avril 2022



Note de Joel : Une petite mise au point avant de plonger dans la missive régulière d'aujourd'hui...

Nous sommes heureux d'annoncer que Byron King, l'expert de Bill en matière d'énergie, de ressources et d'exploitation minière, a aimablement offert son temps aujourd'hui pour répondre à vos questions concernant l'impact probable de l'évolution de la situation en Russie-Ukraine sur le pétrole, le dollar, l'inflation, etc. ... et tout le reste, de la décision de l'administration Biden de puiser dans la réserve stratégique de pétrole à la montée en flèche des prix des engrais, en passant par l'impact que cela aura sur les consommateurs (et les investisseurs) l'été prochain.

Comme vous pouvez l'imaginer, avec l'état actuel du monde, il y a beaucoup à couvrir...

Byron sera en ligne à partir de 13 heures HNE aujourd'hui (jeudi 14 avril) pour répondre à vos questions et vous donner son point de vue. Nous avons organisé plusieurs de ces événements par le passé et ils sont toujours intéressants et instructifs. Et amusants, aussi !

Si vous souhaitez rejoindre le fil de discussion, il vous suffit de suivre ce lien et de vous rendre dans la section des commentaires vers 13 heures HNE. Nous espérons vous y voir...

De plus, comme il s'agit d'un événement public ouvert, n'hésitez pas à inviter vos amis, vos ennemis, les investisseurs professionnels et les experts amateurs. Nous serions ravis de les entendre également.

Et maintenant, c'est le retour à votre programme habituel...



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui de San Martin, en Argentine...

Les chiffres de mars montrent que les prix à la production ont augmenté de 11,2 %. Il s'agit de la plus forte hausse des prix depuis le début de la série de données en novembre 2010. À ce rythme, (pour vous donner un indice sur la direction que prend la situation) la valeur réelle de la dette publique de 30 000 milliards de dollars sera réduite de 3 000 milliards de dollars cette année. Et les manipulateurs d'argent à Washington continueront à distribuer l'argent à leurs amis, leurs clients... et surtout... à eux-mêmes.

C'est un vent mauvais qui ne fait du bien à personne. Et comme nous allons le voir, peut-être que tout le monde ne veut pas "*fouetter l'inflation maintenant*".

Mais attendez... peut-être que le combat est déjà terminé. S'agit-il du "pic" de ce cycle d'inflation ? MarketWatch est sur l'histoire :

L'inflation a peut-être atteint un sommet en mars et un certain soulagement pourrait

être en vue, mais la banque centrale américaine doit poursuivre une série de hausses de son taux d'intérêt de référence, a déclaré mercredi Christopher Waller, gouverneur de la Fed.

"Je prévois que c'est à peu près le pic, il va commencer à redescendre", a déclaré Waller, dans une interview sur CNBC.

La hausse des taux d'intérêt du marché devrait commencer à peser sur la demande, et les prix du pétrole ont déjà reculé après avoir grimpé en flèche lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, a-t-il noté.

L'inflation a atteint un taux annuel de 8,5 % en mars, le rythme le plus rapide depuis 1981. Dans le même temps, l'inflation de base - hors alimentation et énergie - a été plus faible que prévu en mars. Le taux de base étant considéré comme un bon indicateur de l'inflation future, certains économistes ont commencé à parler d'un pic d'inflation.

Une fausse retraite

Comme tout dans le monde de la finance, l'inflation peut jouer des tours. Au début des années 70, l'indice de référence de l'inflation a augmenté de plus de 10 %. Puis, elle a reculé... pour revenir à 6 %. L'inflation est vaincue", disaient les experts.

Mais l'inflation n'a pas été vaincue en 1975. C'était juste une retraite tactique, pas une déroute. Elle a reculé, s'est montrée timide pendant trois ans... puis a attaqué à nouveau, atteignant cette fois 13% en 1979.

En réponse à l'attaque, en 1980, Paul Volcker n'a pas seulement retiré le bol de punch, il l'a remplacé par le café le plus fort que les Américains aient jamais bu - un taux des fonds fédéraux qui a grimpé à 20% et qui avait le goût de Drano. Les actions se sont tues. Le chômage a augmenté. Les politiciens ont hurlé. Et le taux d'inflation a baissé.

Mais Jerome Powell n'est pas Volcker. 2022 n'est pas 1979. Le taux d'intérêt débiteur actuel de la Fed, qui est d'un demi pour cent, est loin d'atteindre 20 %. Et la dette fédérale de 1979 - 827 milliards de dollars - n'était rien comparée aux 30 000 milliards de dollars d'aujourd'hui. Nous n'achèterions donc pas d'obligations à long terme pour l'instant. Comme toujours, l'histoire ne s'arrête pas là - la partie importante. À l'époque, Paul Volcker était sérieux. Il voulait vraiment maîtriser l'inflation. Aujourd'hui, Jerome Powell ? Peut-être pas.

Les fédéraux semblent être désespérément faibles. Dysfonctionnels. Incompétents. Mais pourraient-ils vraiment être aussi bêtes qu'ils le semblent ? Après tout, ils sont encore capables de devancer le marché boursier.

Cela fait des années que nous prédisons une hausse des prix à la consommation. C'est une

conséquence évidente de l'impression monétaire. Mais les gouverneurs de la Fed agissent comme Beavis et Butt-Head avec un mauvais cas de poux. Ils ne peuvent pas imaginer comment ils l'ont eu.

Et pourtant, ils ont "imprimé" 8 000 milliards de dollars de liquidités supplémentaires depuis 1999. La plus forte augmentation, d'une valeur de 4 000 milliards de dollars, a été enregistrée au cours d'une seule période de 18 mois après mars 2020. Face à ce tsunami de la "demande", les autorités fédérales ont également agi sur l'"offre" en fermant de larges pans de l'économie, pensant ainsi faire disparaître le Covid. Et maintenant, ils compriment l'offre avec des sanctions contre l'un des plus grands exportateurs de pétrole au monde. Les prix à la consommation n'avaient guère le choix ; ils devaient augmenter.

Le dépassement de la cible

Il y a un an, la baisse du dollar était à peu près le pari le plus sûr de Wall Street. La Fed peut faire monter le prix des actions. Elle peut faire baisser le prix du crédit. Et elle peut financer n'importe quelle guerre absurde et n'importe quel gâchis domestique que les fédéraux inventent ensuite. Mais seulement en imprimant plus de dollars. Et lorsque la quantité augmente, la qualité (la valeur) en souffre nécessairement. C'est pourquoi la vente du dollar est le côté court de notre commerce de la décennie. Quoi qu'il arrive, le déclin du billet vert devrait se poursuivre.

Tout cela était si évident qu'il fallait être payé pour ne pas le voir venir, ce qui était apparemment le cas de ces docteurs qui travaillent à la Réserve fédérale.

Il y a deux ans à peine, ils disaient encore que l'inflation était trop faible. La façon dont ils savaient précisément de combien les prix devaient augmenter ou diminuer n'a jamais été expliquée de manière satisfaisante, mais c'était comme ça.

Ensuite, ils ont dit que l'inflation pourrait éventuellement se manifester... et que ce serait une bonne chose. La Fed l'autoriserait à "dépasser" son objectif de 2 %, ce qui aiderait à compenser les années de "faible inflation".

Mais les relevés de l'inflation ont vite fait de "dépasser"... comme un pilote qui vise LAX et atterrit par erreur sur la lune. Les dirigeants de la Fed ont dit de ne pas s'inquiéter ; les chiffres de l'inflation étonnamment élevés n'étaient que "transitoires".

Enfin, il y a seulement deux mois, Jerome Powell a hésité, disant que le terme "transitoire" avait peut-être une signification différente selon les personnes ; il a ensuite expliqué que la Fed réagissait effectivement à la menace en augmentant les taux de 0,25 %.

Environ deux semaines plus tard, le chef de la Fed a dû se rendre compte que les gens se moquaient de lui. Sa nouvelle politique laissait le taux des Fed Funds bien en dessous de l'inflation - à MINUS 7,5 %, ajusté à l'inflation. Il avait l'air du Neville Chamberlain de la lutte

contre l'inflation.

C'est alors qu'il s'est mis un cigare entre les dents et a juré de combattre l'inflation "sur les plages... dans les rues..." etc... avec une hausse de 0,50 % le mois prochain. Sur la base des chiffres de cette semaine, cela laissera le taux directeur à MINUS 7,7 %.

Tu peux penser ce que tu veux, cher lecteur. Pour notre part, cela ressemble encore beaucoup plus à un apaisement qu'à une confrontation. Et nous pensons qu'il y a une raison à cela qui va bien au-delà de l'incompétence. **Personne ne peut être aussi incompétent.**

▲ [RETOUR](#) ▲

.Crucifié sur une croix de papier-monnaie

Notes sur la façon de détruire une économie, du "fin del mundo"...

Bill Bonner Recherche privée 15 avril 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui de San Martin, Argentine...



Vendredi saint, 2022

Comme les habitués de ce blog le savent, nous sommes des résidents à temps partiel d'un pays qui est très en avance sur les États-Unis. Quelle que soit la chose haltère que les politiciens américains, les faiseurs d'opinion et l'élite de l'establishment font en Amérique... les Argentins l'ont déjà fait, plus d'une fois... et avec style.

Et donc... quand nous sommes ici, nous gardons les yeux ouverts... et nous apprenons quelque chose.

Ce matin, par exemple, nous avons une équipe de 5 maçons et ouvriers qui travaillent sur un mur bas en pierre et pisé. Il est destiné à cacher le canal d'irrigation de la maison.



(Le grand mur de San Martin. Photo : Bill)

Au moins trois d'entre eux sont des maçons qualifiés. Ils travaillent depuis trois jours déjà - assemblant pierres et adobes, sable, boue et ciment. Ils commencent à 7h30 du matin. Ils font une pause de deux heures pour le déjeuner... et travaillent jusqu'à environ 7 heures du soir. Il semble qu'ils vont passer un total de 3 semaines sur le travail.

Ils ont fait une offre de 3 000 \$ pour obtenir le travail. Après déduction des matériaux, cela revient à environ 33 \$ par personne et par jour. Ils considèrent que c'est un très bon salaire.

Aux États-Unis, un maçon devrait pouvoir gagner environ 25 dollars de l'heure. Ou environ 50 000 \$ par an. Pourquoi cette grande différence ? Qu'est-ce qui fait qu'un maçon a tellement plus de valeur aux États-Unis qu'en Argentine ?

Syndicats, socialisme et démagogie

S'agirait-il simplement d'une question de politique publique ? Comme les États-Unis, l'Argentine dispose de ressources abondantes et d'une culture européenne. Et jusque dans les années 1940, elle était sur la même voie de développement, avec un revenu par habitant comparable à celui de l'Angleterre ou de la France.

Mais l'Argentine comptait plus d'immigrants italiens que les États-Unis. Ils étaient friands de syndicats,

de socialisme et de démagogie. Ils ont afflué à Buenos Aires au début du 20^e siècle et sont rapidement devenus la base dominante du pouvoir électoral. Depuis lors, les calculs politiques aboutissent toujours à la même chose : promettre aux foules de Buenos Aires davantage de choses gratuites... et être élu.

Comme les États-Unis, le gouvernement argentin dépense régulièrement plus qu'il ne peut se permettre. Typiquement, il emprunte le reste... et puis se débarrasse de ses créanciers 10 ans plus tard.

Les prêteurs privés sont naturellement méfiants. S'ils veulent prêter davantage d'argent aux gauchos, il leur faut des taux d'intérêt élevés pour compenser la forte probabilité que ces derniers ne paient pas. Cela limitait le montant que les Argentins pouvaient emprunter.

Mais ensuite, sont arrivés le Grand et le Bon... les banquiers centraux des États-Unis et d'Europe... qui ont décidé que le monde serait meilleur s'il avait des taux d'intérêt plus bas... et plus d'argent sur les comptes. L'idée est que l'argent engendre la production. Et plus de production égale plus de richesse réelle.

A première vue, n'importe quel idiot peut voir que la proposition est frauduleuse. Toute l'affaire est arriérée. Le grand économiste français, **Jean Baptiste Say** l'a expliqué au 19^{ème} siècle. **Vous n'achetez pas réellement des produits avec de l'argent, disait-il ; vous les achetez avec d'autres produits.**

En d'autres termes, il faut donner pour recevoir. Vous fournissez quelque chose de valeur aux autres... pour qu'ils vous fournissent quelque chose de valeur. Chaque personne, en essayant d'obtenir plus pour elle-même, est ainsi obligée de donner plus... et contribue ainsi (comme si elle était guidée par une "main invisible") au progrès matériel du monde entier.

L'argent n'est qu'un "moyen d'échange". C'est comme un ticket de réclamation pour une voiture dans un parking. Le gardien peut vous donner deux tickets, vous n'aurez toujours pas deux voitures.

Un siècle d'endettement

Mais persistant dans la vieille idée fausse que l'argent lui-même est la source de la prospérité... et que l'impression de plus d'argent "stimulera" la production, les banquiers centraux ont fourni au monde tant de nouveaux crédits que même les Argentins ont pu emprunter à des taux bas. Naturellement, ils étaient heureux de laisser les autres se tromper en leur nom.

Le Wall Street Journal a rapporté en 2017 :

*L'Argentine a vendu **une obligation de 100 ans** lundi, le dernier signe de la faim des investisseurs pour le rendement alors que le pays a rejoint un petit groupe pour vendre des obligations dites du siècle. Le gouvernement argentin a levé 2,75 milliards de dollars par le biais de l'émission de dette avec un rendement de 7,9%, a déclaré le ministère des Finances du pays.*

Une obligation de cent ans ? De l'Argentine ?

Votre rédacteur en chef a ri aux éclats. Statistiquement, le pays ferait faillite 10 fois avant que l'obligation ne soit remboursée. Mais pendant quelques mois, la blague s'est retournée contre lui. En décembre 2017, l'obligation "Century" s'est négociée au-dessus du pair. Puis la gravité a pris le dessus. En 2019, l'obligation avait perdu 60 % de sa valeur.

Et puis, hier, les gauchos ont annoncé un nouveau taux de prêt de la banque centrale. Non pas parce qu'ils le voulaient, mais parce que le FMI - le seul prêteur encore assez bête pour leur parler - insiste sur ce point. Bloomberg :

L'Argentine augmente son taux directeur à 47 % alors que l'inflation atteint son plus haut niveau depuis 20 ans.

Quatrième hausse des taux cette année, les prix ayant augmenté de 6,7 % m/m en mars.

L'accord du FMI prévoit des taux d'intérêt positifs réels

La banque centrale d'Argentine a relevé ses taux d'intérêt pour la quatrième fois cette année après que les données sur l'inflation publiées plus tôt dans la journée ont montré que les prix ont augmenté au rythme mensuel le plus rapide depuis 20 ans.

Hier, l'obligation argentine à 10 ans a rapporté 49 %. Si vous pouviez gagner 49 % sur une obligation à 10 ans, combien vaudrait une obligation avec un coupon de 7,2 %, arrivant à échéance en 2117 ?

Pas grand-chose.

Mais alors que les Argentins glissent doucement dans la pauvreté, les Américains trébuchent. Sans FMI pour les discipliner, leur banque centrale prête à un taux profondément négatif - environ MINUS 7,7%.

Et pitié pour le pauvre maçon américain. Il est crucifié sur une croix de papier-monnaie. S'il a de la chance, il obtiendra peut-être une augmentation de salaire de 5 % cette année. Correctement mesurés, les prix à la consommation augmentent d'environ 13 %. Cela signifie pour lui une baisse de salaire d'environ 8 %... ou une perte de 2 \$ par heure.

C'est comme ça que c'est censé fonctionner. L'inflation est une taxe... une façon d'arnaquer les classes laborieuses. Cela a marché pour les patrons politiques argentins. Ça marchera aussi pour les jefes d'Amérique.

Et peut-être qu'un certain Vendredi saint, dans un avenir glorieux, vous pourrez engager un maçon américain - dans la monnaie post-dollar de l'époque - pour environ 33 dollars par jour.

Joyeuses Pâques.

▲ [RETOUR](#) ▲